

CHAPITRE 4. — *Adaptation de certains seuils dans l'arrêté royal du 25 juin 2017*

Art. 4. Dans l'article 4, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 25 juin 2017 relatif à la passation et aux règles générales d'exécution des contrats de concession, le montant de 5.350.000 euros est remplacé par le montant de 5.382.000 euros.

CHAPITRE 5. — *Entrée en vigueur*

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2022, pour les marchés et concessions publiés ou qui auraient dû être publiés à partir de cette date, ainsi que pour les marchés et les concessions pour lesquels, à défaut d'une obligation de publication préalable, l'invitation à introduire une offre est lancée à partir de cette date. Pour un marché ou une concession dont le montant estimé est égal ou supérieur aux seuils fixés pour la publicité européenne, la date de publication à prendre en compte est celle de la publication au Bulletin des Adjudications.

Bruxelles, le 8 décembre 2021.

A. DE CROO

HOOFDSTUK 4. — *Wijziging van bepaalde drempels in het koninklijk besluit van 25 juni 2017*

Art. 4. In artikel 4, eerste lid, van het koninklijk besluit van 25 juni 2017 betreffende de plaatsing en de algemene uitvoeringsregels van de concessie-overeenkomsten wordt het bedrag 5.350.000 euro vervangen door het bedrag 5.382.000 euro.

HOOFDSTUK 5. — *Inwerkingtreding*

Art. 5. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2022, voor de opdrachten en de concessies die vanaf die datum worden bekendgemaakt of hadden moeten worden bekendgemaakt, alsook voor de opdrachten en de concessies waarvoor, bij ontstentenis van een verplichting tot voorafgaande bekendmaking, vanaf die datum wordt uitgenodigd tot het indienen van een offerte. Voor een opdracht of een concessie waarvan de geraamde waarde gelijk is aan of hoger is dan de drempels voor de Europese bekendmaking, moet rekening worden gehouden, wat de datum van bekendmaking betreft, met de datum van bekendmaking in het Bulletin der Aanbestedingen.

Brussel, 8 december 2021.

A. DE CROO

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

[C – 2021/34344]

9 DECEMBRE 2021. — Arrêté royal modifiant, en matière de précompte professionnel, l'AR/CIR 92

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu le Code des impôts sur les revenus 1992 :

- l'article 275, §§ 1^{er} et 2 ;

Vu l'AR/CIR 92 :

- l'article 88 ;

- l'annexe III, remplacée par l'arrêté royal du 16 décembre 2020 et modifiée par les arrêtés royaux des 26 janvier 2021, 21 mars 2021, 29 mars 2021, 21 avril 2021, 20 juin 2021, 24 juin 2021 et 29 septembre 2021 ;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, l'article 3, § 1^{er} ;

Vu l'urgence ;

Considérant :

- que le présent arrêté doit être applicable aux revenus payés ou attribués à partir du 1^{er} janvier 2022 ;

- qu'il doit être porté à la connaissance des redevables du précompte professionnel dans les plus brefs délais ;

- que cet arrêté doit donc être pris d'urgence ;

Sur la proposition du ministre des Finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'annexe III de l'AR/CIR 92, remplacée par l'arrêté royal du 16 décembre 2020 et modifiée par les arrêtés royaux des 26 janvier 2021, 21 mars 2021, 29 mars 2021, 21 avril 2021, 20 juin 2021, 24 juin 2021 et 29 septembre 2021, est remplacée par l'annexe au présent arrêté.

Art. 2. Le présent arrêté est applicable aux revenus payés ou attribués à partir du 1^{er} janvier 2022.

Art. 3. Le ministre qui a les Finances dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 9 décembre 2021.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,
V. VAN PETEGHEM

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIËN

[C – 2021/34344]

9 DECEMBER 2021. — Koninklijk besluit tot wijziging van het KB/WIB 92, op het stuk van de bedrijfsvoorheffing

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992:

- artikel 275, §§ 1 en 2;

Gelet op het KB/WIB 92:

- artikel 88;

- bijlage III, vervangen bij het koninklijk besluit van 16 december 2020 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 26 januari 2021, 21 maart 2021, 29 maart 2021, 21 april 2021, 20 juni 2021, 24 juni 2021 en 29 september 2021;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, artikel 3, § 1;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende:

- dat dit besluit van toepassing moet zijn op de vanaf 1 januari 2022 betaalde of toegekende inkomsten;

- dat het ten spoedigste ter kennis moet worden gebracht van de schuldenaars van de bedrijfsvoorheffing;

- dat dit besluit dus dringend moet worden getroffen;

Op de voordracht van de minister van Financiën,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Bijlage III van het KB/WIB 92, vervangen bij het koninklijk besluit van 16 december 2020 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 26 januari 2021, 21 maart 2021, 29 maart 2021, 21 april 2021, 20 juni 2021, 24 juni 2021 en 29 september 2021, wordt vervangen door de bijlage van dit besluit.

Art. 2. Dit besluit is van toepassing op de vanaf 1 januari 2022 betaalde of toegekende inkomsten.

Art. 3. De minister die bevoegd is voor Financiën, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 9 december 2021.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,
V. VAN PETEGHEM

Annexe à l'Arrêté royal du 9 décembre 2021

**ANNEXE III A L'ARRETE ROYAL D'EXECUTION DU
CODE DES IMPOTS SUR LES REVENUS 1992**

**Barèmes et règles applicables pour le calcul du précompte professionnel dû à la source sur
les revenus payés ou attribués à partir du 1^{er} janvier 2022**

(Arrêté royal d'exécution du Code des impôts sur les revenus 1992, article 88)

REGLES D'APPLICATION

1. CHAPITRE I^{er}. – Généralités

Section 1^{ère}. - Base de perception

1.1. Déductions

- A. Le précompte professionnel dû sur les revenus professionnels (chapitres II à V, sections 1^{ère} à 3) est établi sur la base des revenus bruts effectivement payés ou attribués, diminués des retenues obligatoires effectuées en exécution de la législation sociale ou d'un statut légal ou réglementaire y assimilé.
- B. En outre, les rémunérations brutes des travailleurs et les revenus y assimilés (chapitres II et V, section 1^{ère}) sont diminués des frais professionnels exceptionnels visés à l'article 89 du présent arrêté.
- C. Le précompte professionnel dû sur les rémunérations mensuelles des dirigeants d'entreprise (n^{os} 3.3 à 3.6, 5.16 à 5.20) qui sont soumises au statut social des travailleurs indépendants est établi sur la base des revenus bruts effectivement payés ou attribués, diminués de la réduction reprise dans le tableau ci-après :

MONTANT BRUT DES REMUNERATIONS MENSUELLES	REDUCTION
jusqu'à 1.210,00 EUR	335,00 EUR
de 1.210,01 EUR à 5.210,00 EUR	335,00 EUR + 21,5 p.c. de la tranche au-delà de 1.210,00 EUR
de 5.210,01 EUR à 7.670,00 EUR	1.195,00 EUR + 14,50 p.c. de la tranche au-delà de 5.210,00 EUR
supérieur à 7.670,00 EUR	1.551,70 EUR

1.2. Personnes mariées et conjoints – cohabitants légaux

Les cohabitants légaux sont assimilés aux personnes mariées et un cohabitant légal est assimilé à un conjoint.

1.3. Avantages de toute nature

A. La valeur des avantages de toute nature est soumise au précompte professionnel en tenant compte de la distinction suivante :

- 1^o les avantages sont octroyés ou censés l'être au bénéficiaire par l'employeur ou à son intervention : la valeur des avantages est :
- ajoutée au montant des rémunérations lorsque ces avantages sont octroyés ou censés l'être en même temps que le paiement ou l'attribution des rémunérations;
 - traitée comme des allocations exceptionnelles visées au n^o 2.9, A, dans l'autre cas;
- 2^o les avantages sont octroyés ou censés l'être au bénéficiaire, sans intervention de l'employeur, par une tierce personne : la valeur des avantages est soumise au précompte professionnel conformément aux règles et taux prévus au n^o 2.17.

B. Pour la détermination du précompte professionnel, les avantages résultant de prêts obtenus à des conditions préférentielles sont calculés, pour l'année au cours de laquelle le prêt est accordé et aussi longtemps que le Roi n'a pas fixé le taux d'intérêt de référence à prendre en considération pour cette année, sur la base de la différence entre le taux d'intérêt de référence applicable pour la dernière année antérieure et le taux d'intérêt effectivement accordé.

C. Transport domicile - lieu de travail

Sous la condition que le travailleur confirme par écrit à son employeur qu'il ne revendiquera pas la déduction de ses frais professionnels réels pour l'imposition des revenus de l'année en cause, l'employeur peut tenir compte des exonérations prévues à l'article 38, § 1^{er}, CIR 92 pour déterminer le précompte professionnel dû.

a) Le travailleur utilise les transports publics en commun

Pour autant que l'employeur puisse établir que les indemnités se rapportent au paiement ou au remboursement des frais de déplacement du domicile au lieu de travail effectué en utilisant un ou plusieurs moyen(s) de transports publics en commun, le montant de l'indemnité peut être exonéré.

b) Le travailleur utilise un transport collectif organisé

Pour autant que l'employeur puisse établir que l'indemnité se rapporte aux déplacements du domicile au lieu de travail effectués au moyen d'un transport collectif organisé, le montant de l'indemnité peut être exonéré dans la mesure où il n'excède pas le prix d'un abonnement première classe en train pour cette distance.

c) Dans les autres cas (sauf l'indemnité bicyclette visée à l'article 38, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 14^o, CIR 92), un montant maximum de 35,80 euros par mois peut être exonéré.

Si les conditions énoncées ci-avant ne sont pas remplies, il y a lieu de soumettre la totalité de l'indemnité à la retenue du précompte professionnel.

1.4. Pourboires

En ce qui concerne les travailleurs dont la rémunération est totalement ou partiellement constituée par des pourboires, il faut entendre par "revenus bruts" pour l'application du n° 1.1 :

- a) lorsque les pourboires sont calculés en fonction des recettes, que ces pourboires soient ou non compris dans le prix payé par la clientèle : le montant de la rémunération fixe majoré de la quote-part du travailleur dans les pourboires (le total de ces derniers devant être au moins égal au produit obtenu en multipliant les recettes ayant donné lieu à la perception de pourboires par le pourcentage habituellement pratiqué dans l'entreprise) ou, si celui-ci est plus élevé, le montant des rémunérations forfaitaires qui ont servi de base au calcul des cotisations dues par ces travailleurs et par leur employeur en exécution de la législation concernant la sécurité sociale;
- b) dans les autres cas : le montant des rémunérations forfaitaires qui ont servi de base au calcul des cotisations dues par ces travailleurs et par leur employeur en exécution de la législation concernant la sécurité sociale.

1.5. Cumul de certaines pensions ou rentes (n^{os} 4.1 à 4.5 et 4.8)

A. En cas de cumul de pensions ou rentes octroyées en exécution d'un statut légal ou réglementaire à charge d'un même débiteur de précompte professionnel, le précompte professionnel dû est établi par bénéficiaire sur le montant total des pensions ou rentes conformément aux n^{os} 4.1 à 4.5.

B. En cas de cumul de pensions ou rentes visées au point A, payées :

- soit par le Service Fédéral des Pensions ;
- soit par le Service Fédéral des Pensions et par une autre institution visée à l'article 68, § 1^{er}, I, de la loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales,

le pourcentage du précompte professionnel à retenir par bénéficiaire sur chaque pension ou rente est déterminé et communiqué par le Service Fédéral des Pensions, par analogie avec les dispositions des articles 68 à 68quinquies de la loi précitée.

En cas de cumul d'une ou de plusieurs pensions ou rentes octroyées en exécution d'un statut légal ou réglementaire, dont une au moins est payée par le Service Fédéral des Pensions, avec une ou plusieurs pensions ou rentes qui ne sont pas octroyées en vertu d'un tel statut, l'alinéa précédent est également applicable pour déterminer le pourcentage du précompte professionnel à retenir par bénéficiaire sur chaque pension ou rente octroyée en vertu d'un statut légal ou réglementaire.

Le pourcentage est calculé sur la base du montant du précompte professionnel obtenu en appliquant les n^{os}4.1 à 4.5 à la différence entre :

- d'une part, le montant total brut des pensions légales et avantages complémentaires visé à l'article 68, § 1^{er}, a et c, de la loi du 30 mars 1994 précitée, à l'exception des avantages versés sous forme de capital, montant tel que communiqué pour l'application des articles 68 à 68quinquies de la même loi;
- d'autre part, les retenues sociales obligatoires visées au n^o1.1, A, ou un forfait de 5 p.c.

Ce pourcentage est arrondi au dixième supérieur ou inférieur d'un point selon que le chiffre des centièmes d'un point atteint ou non 5.

En cas de modification du pourcentage, le débiteur du précompte professionnel doit tenir compte de la nouvelle situation à partir du moment où le changement lui est signalé.

1.6. Les pensions, rentes et allocations en tenant lieu qui sont payées ou attribuées globalement aux deux conjoints (pensions de ménage)

Pour le calcul du précompte professionnel, les pensions, rentes et allocations en tenant lieu qui sont payées ou attribuées globalement aux deux conjoints sont considérées comme des revenus du conjoint dans l'activité professionnelle de laquelle elles trouvent leur origine pour la totalité ou la majeure partie.

Section 2. - Réductions pour charges de famille

1.7. Situation de famille

Pour l'application du précompte professionnel, on entend :

1^o par conjoints : les personnes mariées qui ne se trouvent pas dans une des situations visées sub 2^o, b;

2^o par isolés :

a) les personnes non mariées;

b) les personnes mariées :

- pour l'année du mariage ou de la déclaration de cohabitation légale;
- pour l'année au cours de laquelle les cohabitants légaux contractent mariage, ils restent considérés comme conjoints, sauf si la déclaration de cohabitation légale a été faite la même année;
- à partir de l'année qui suit celle au cours de laquelle une séparation de fait est intervenue, pour autant que cette séparation soit effective durant toute la période imposable;
- pour l'année de la dissolution du mariage ou de la séparation de corps, ou de la cessation de la cohabitation légale;
- qui sont des habitants du Royaume, lorsque le conjoint recueille des revenus professionnels qui sont exonérés conventionnellement et qui n'interviennent pas pour le calcul de l'impôt afférent aux autres revenus du ménage, pour un montant supérieur à 11.430 euros par an;
- qui sont des non-résidents, lorsqu'un seul des conjoints recueille en Belgique des revenus soumis à l'impôt et que l'autre conjoint a des revenus professionnels de source belge qui sont exonérés conventionnellement ou des revenus professionnels de source étrangère, d'un montant supérieur à 11.430 euros par an.

Pour déterminer le montant de la réduction du précompte professionnel pour charges de famille, la situation de famille à envisager dans le chef du bénéficiaire des revenus est celle qui existe au 1^{er} janvier de l'année du paiement ou de l'attribution des revenus.

Le débiteur du précompte professionnel :

- peut toutefois, en cas de modification de la situation de famille dans le courant de l'année, tenir compte de la nouvelle situation à partir du moment où le changement lui est signalé;
- doit cependant tenir compte de la situation de famille qui lui serait communiquée par l'Administration générale de la fiscalité et ce, à partir du premier paiement ou de la première attribution de revenus au cours du deuxième mois qui suit la communication.

1.8. Charges de famille

A. Quand les deux conjoints bénéficient de revenus professionnels, les réductions pour charges de famille, à l'exception de celle pour le conjoint handicapé, sont accordées à l'époux choisi par eux.

Ce choix doit être exprimé au moyen d'une attestation conforme au modèle arrêté par l'administration compétente du Service public fédéral Finances.

La réduction pour le conjoint handicapé est accordée à la personne elle-même concernée.

B. Lorsqu'un enfant à charge ou une personne à charge visée à l'article 136, 2° à 4°, du Code des impôts sur les revenus 1992 décède, la réduction pour cet enfant ou cette personne est consentie jusqu'à la fin de l'année du décès.

C. En ce qui concerne la réduction visée au n° 2.2, A, b, 6 et 7, et en ce qui concerne la dérogation visée aux n°s 2.2, B, 2.4, B, 3.3, B, 3.5, B, 4.1, B et 4.3, B, les limites respectives de 240 euros, 480 euros et 144 euros nets par mois doivent être déterminées comme suit :

- diminuer les revenus professionnels bruts des retenues ou des cotisations obligatoires effectuées en exécution de la législation sociale ou d'un statut légal ou réglementaire y assimilé;
- diminuer ensuite la différence de 20 p.c.

1.9 Handicapés

A. Enfant handicapé

Par "enfant handicapé", il faut entendre :

- l'enfant atteint à 66 p.c. au moins d'une insuffisance ou diminution de capacité physique ou psychique du chef d'une ou de plusieurs affections;
- l'enfant dont il est établi, indépendamment de son âge, qu'en raison de faits survenus et constatés avant l'âge de 65 ans :
 - a) soit son état physique ou psychique a réduit sa capacité de gain à un tiers ou moins de ce qu'une personne valide est en mesure de gagner en exerçant une profession sur le marché général du travail;
 - b) soit son état de santé provoque un manque total d'autonomie ou une réduction d'autonomie d'au moins 9 points, mesurés conformément aux guide et échelle médico-sociale applicables dans le cadre de la législation relative aux allocations aux handicapés;
 - c) soit, après la période d'incapacité primaire prévue à l'article 87 de la loi coordonnée relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, sa capacité de gain est réduite à un tiers ou moins comme prévu à l'article 100 de la même loi coordonnée;
 - d) soit, par une décision administrative ou judiciaire, qu'il est handicapé physiquement ou psychiquement ou en incapacité de travail de façon permanente pour au moins 66 p.c.

B. Autre personne handicapée

Par "autre personne handicapée", il faut entendre :

- celle dont il a été établi, avant le 1^{er} janvier 1989, qu'elle est atteinte de 66 p.c. au moins d'une insuffisance ou diminution de capacité physique ou psychique du chef d'une ou de plusieurs affections;

- celle dont il est établi, indépendamment de son âge, qu'en raison de faits survenus et constatés avant l'âge de 65 ans :
 - a) soit son état physique ou psychique a réduit sa capacité de gain à un tiers ou moins de ce qu'une personne valide est en mesure de gagner en exerçant une profession sur le marché général du travail;
 - b) soit son état de santé provoque un manque total d'autonomie ou une réduction d'autonomie d'au moins 9 points, mesurés conformément aux guide et échelle médico-sociale applicables dans le cadre de la législation relative aux allocations aux handicapés;
 - c) soit, après la période d'incapacité primaire prévue à l'article 87 de la loi coordonnée relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, sa capacité de gain est réduite à un tiers ou moins comme prévu à l'article 100 de la même loi coordonnée;
 - d) soit, par une décision administrative ou judiciaire, qu'elle est handicapée physiquement ou psychiquement ou en incapacité de travail de façon permanente pour au moins 66 p.c.

Section 3. – Arrondissement

1.10 Le montant du précompte professionnel dû est toujours arrondi au cent inférieur.

2. CHAPITRE II. – Rémunérations des travailleurs et revenus y assimilés

2.1 Ce chapitre s'applique aux :

A. Habitants du royaume

B. Non-résidents qui ont bénéficié de rémunérations :

- imposables en Belgique;
- en exécution d'un ou de plusieurs contrats de travail couvrant ***l'année civile complète***;
- et pour autant que les prestations de travail atteignent ***au moins 75 p.c. du temps légal de travail par contrat***.

Section 1^{ère}. – Rémunérations mensuelles brutes ne dépassant pas 7.500 euros

2.2 Le bénéficiaire des revenus est un isolé OU le conjoint du bénéficiaire des revenus a également des revenus professionnels (barème I)

A. Lorsque les rémunérations mensuelles brutes ne dépassent pas 7.500 euros, le précompte professionnel est déterminé suivant le barème I.

Les réductions suivantes sont ensuite déduites du précompte professionnel déterminé suivant ce barème :

a) Réduction pour enfants à charge.

NOMBRE D'ENFANTS A CHARGE (1)	REDUCTION
1	39,00 EUR
2	110,00 EUR
3	291,00 EUR
4	510,00 EUR
5	750,00 EUR
6	991,00 EUR
7	1.232,00 EUR
8	1.498,00 EUR
plus de 8	1.498,00 EUR majorés de 268,00 EUR par enfant à charge au-delà du huitième
(1) l'enfant handicapé à charge est compté pour deux.	

b) Réductions pour autres charges de famille

MOTIF DE LA REDUCTION	REDUCTION (1)
1. Le bénéficiaire des revenus est un isolé (sauf lorsque ses revenus se composent de PENSIONS ou D'ALLOCATIONS DE CHÔMAGE AVEC COMPLEMENT D'ENTREPRISE) :	22,00 EUR
2. Le bénéficiaire des revenus est un veuf (une veuve) non remarié(e), un père (une mère) célibataire, ou un parent divorcé ou séparé de fait, avec un ou plusieurs enfants à charge :	39,00 EUR
3. Le bénéficiaire des revenus est lui-même handicapé :	39,00 EUR
4. Le bénéficiaire des revenus a à charge des personnes visées à l'article 136, 2° et 3°, CIR 92, qui sont dans une situation de dépendance et qui ont atteint l'âge de 65 ans, par personne (2) :	129,00 EUR
5. Le bénéficiaire des revenus a à sa charge des personnes visées à l'article 136, 2° et 3°, CIR 92 qui ont atteint l'âge de 65 ans (par personne) (3)(4) :	84,00 EUR
6. Le bénéficiaire des revenus a à charge des personnes visées à l'article 136, 2° à 4°, CIR 92, qui ne sont pas reprises aux points 4 et 5 susmentionnés, par personne (4) :	39,00 EUR
7. Le conjoint du bénéficiaire des revenus a des revenus professionnels propres, autres que des pensions, rentes ou revenus y assimilés, qui ne dépassent pas 240,00 EUR NETS par mois(5) :	120,00 EUR
8. Le conjoint du bénéficiaire des revenus a des revenus professionnels propres qui sont exclusivement constitués de pensions, rentes ou revenus y assimilés et qui ne dépassent pas 480,00 EUR NETS par mois(5) :	240,00 EUR
<p>(1) toutes les réductions peuvent être cumulées, à l'exception des réductions visées aux points 4 et 5 si elles concernent la même personne à charge.</p> <p>(2) est considérée comme étant en situation de dépendance la personne pour laquelle le degré d'autonomie est évalué à au moins 9 points conformément à l'arrêté ministériel du 30 juillet 1987 fixant les catégories et le guide pour l'évaluation du degré d'autonomie en vue de l'examen du droit à l'allocation d'intégration. La situation de dépendance est constatée par la Direction générale Personnes handicapées du SPF Sécurité sociale, Medex ou le médecin-conseil auprès de la mutualité, ou une institution ou personne similaire d'un autre Etat membre de l'Espace économique européen.</p> <p>(3) concerne une mesure transitoire jusqu'à l'année des revenus 2024, prévue à l'article 546, CIR 92.</p> <p>(4) la personne handicapée à charge est comptée pour deux.</p> <p>(5) les revenus professionnels nets sont déterminés suivant les règles reprises au n°1.8, C.</p>	

c) Réduction pour assurance de groupe et pour assurance extra-légale contre la vieillesse et le décès prématuré

Après application des réductions visées sub a et b, le précompte professionnel est encore diminué à concurrence de 30 p.c. :

- des retenues obligatoires effectuées en exécution d'un contrat d'assurance de groupe;
- des retenues obligatoires effectuées en exécution d'un règlement de prévoyance extra-légal d'assurance contre la vieillesse et le décès prématuré;
- des retenues qui ont trait à la continuation à titre individuel d'un engagement de pension visée à l'article 145³, alinéa 3, du Code des impôts sur les revenus 1992 ;
- des retenues qui ont trait à une pension libre complémentaire pour les travailleurs salariés visée à l'article 145³, alinéa 4, du Code précité.

d) Réduction pour rémunérations suite à la prestation de travail supplémentaire donnant droit à un sursalaire

Il est accordé une réduction aux travailleurs qui ont presté, pendant la période imposable, un travail supplémentaire qui donne droit à un sursalaire en vertu de l'article 29 de la loi sur le travail du 16 mars 1971 ou de l'article 7 de l'arrêté royal n° 213 du 26 septembre 1983 relatif à la durée du travail dans les entreprises ressortissant à la commission paritaire de la construction et qui :

- 1° soit sont soumis à la loi sur le travail du 16 mars 1971 et occupés par un employeur soumis à la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires ;
- 2° soit sont occupés, sous statut ou avec un contrat de travail, par une des entreprises publiques autonomes suivantes : la société anonyme de droit public Proximus, la société anonyme de droit public bpost, la société anonyme de droit public SNCB et la société anonyme de droit public Infrabel ;
- 3° soit sont occupés, sous statut ou avec un contrat de travail, par la société anonyme de droit public HR Rail.

Cette réduction s'applique seulement sur la base de calcul du sursalaire relatif aux 130 premières heures par an de travail supplémentaire que le travailleur a prestées.

Le maximum de 130 heures de travail supplémentaire déterminé à l'alinéa 2 est porté à 180 heures pour les travailleurs employés par des employeurs qui exécutent des travaux immobiliers à condition que ces derniers utilisent un système électronique d'enregistrement de présence visé au chapitre V, section 4, de la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail.

Le maximum de 130 heures de travail supplémentaire déterminé à l'alinéa 2 est porté à 360 heures pour les travailleurs employés par des employeurs qui ressortent de la commission paritaire de l'industrie hôtelière ou de la commission paritaire du travail intérimaire si l'utilisateur ressort de la commission paritaire de l'industrie hôtelière.

La réduction d'impôt n'est pas applicable au travail supplémentaire qui entre en considération pour l'application de l'article 38, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 30°, CIR 92.

La réduction s'applique après les réductions visées sub a, b et c, et est égale à :

- pour une heure prestée à laquelle s'applique un sursalaire légal de 50 ou 100 p.c. : 57,75 p.c.;
- pour une heure prestée à laquelle s'applique un sursalaire légal de 20 p.c. : 66,81 p.c.

du "montant brut social" des rémunérations (donc avant déduction des retenues obligatoires effectuées en exécution de la législation sociale ou d'un statut légal ou réglementaire y assimilé), qui a servi de base de calcul pour établir le sursalaire.

e) Réduction du précompte professionnel sur les rémunérations des personnes physiques à bas revenus, autres que les personnes qui, autrement qu'en vertu d'un contrat de travail, exécutent des prestations de travail dans le secteur public

Il est accordé une réduction aux personnes qui sont comme statutaires, stagiaires ou temporaires au service de l'Etat, des Communautés, des Régions, provinces, établissement subordonnés aux provinces, communes et établissements subordonnés aux communes, qui ne sont pas engagés en vertu d'un contrat de travail, et qui obtiennent au moins une rémunération imposable de 614,55 euros et 2.256,97 euros maximum.

La réduction s'applique après les réductions visées sub a à d et est égale à 6,67 euros.

f) Réduction du précompte professionnel sur les rémunérations des travailleurs à bas revenus qui ont droit au bonus à l'emploi

Il est accordé une réduction aux travailleurs qui ont droit au bonus à l'emploi en vertu de l'article 2 de la loi du 20 décembre 1999 visant à octroyer un bonus à l'emploi sous la forme d'une réduction des cotisations personnelles de sécurité sociale aux travailleurs salariés ayant un bas salaire et à certains travailleurs qui ont été victimes d'une restructuration.

La réduction s'applique après les réductions visées sub a à e et est égale à 33,14 p.c. du montant du bonus à l'emploi réellement accordé.

B. Par dérogation au point A, le précompte professionnel est déterminé conformément aux règles prévues au n° 2.3 lorsque le conjoint du bénéficiaire des revenus recueille des revenus professionnels propres qui sont exclusivement constitués de pensions, rentes ou revenus y assimilés dont le montant ne dépasse pas 144 euros nets par mois.

Les revenus professionnels nets sont déterminés suivant les règles reprises au n° 1.8, C.

2.3 Le conjoint du bénéficiaire des revenus n'a pas de revenus professionnels (barème II)

Lorsque les rémunérations mensuelles brutes ne dépassent pas 7.500 euros, le précompte professionnel est déterminé suivant le barème II.

Les réductions suivantes sont ensuite déduites du précompte professionnel déterminé suivant ce barème :

a) Réduction pour enfants à charge

NOMBRE D'ENFANTS A CHARGE (1)	REDUCTION
1	39,00 EUR
2	110,00 EUR
3	291,00 EUR
4	510,00 EUR
5	750,00 EUR
6	991,00 EUR
7	1.232,00 EUR
8	1.498,00 EUR
plus de 8	1.498,00 EUR majorés de 268,00 EUR par enfant à charge au-delà du huitième
(1) l'enfant handicapé à charge est compté pour deux	

b) Réductions pour autres charges de famille

MOTIF DE LA REDUCTION	REDUCTION (1)
1. Le bénéficiaire des revenus est lui-même handicapé :	39,00 EUR
2. Le conjoint du bénéficiaire des revenus est handicapé :	39,00 EUR
3. Le bénéficiaire des revenus a à charge des personnes visées à l'article 136, 2° et 3°, CIR 92, qui sont dans une situation de dépendance et qui ont atteint l'âge de 65 ans, par personne (2) :	129,00 EUR
4. Le bénéficiaire des revenus a à charge des personnes visées à l'article 136, 2° et 3°, du Code des impôts sur les revenus 1992, qui ont atteint l'âge de 65 ans, par personne (3)(4) :	84,00 EUR
5. Le bénéficiaire des revenus a à charge des personnes visées à l'article 136, 2° à 4°, du Code des impôts sur les revenus 1992, qui ne sont pas reprises aux points 3 et 4 susmentionnés, par personne (2) :	39,00 EUR
(1) toutes les réductions peuvent être cumulées, à l'exception des réductions visées aux points 3 et 4 si elles concernent la même personne à charge.	
(2) est considérée comme étant en situation de dépendance la personne pour laquelle le degré d'autonomie est évalué à au moins 9 points conformément à l'arrêté ministériel du 30 juillet 1987 fixant les catégories et le guide pour l'évaluation du degré d'autonomie en vue de l'examen du droit à l'allocation d'intégration. La situation de dépendance est constatée par la Direction générale Personnes handicapées du SPF Sécurité sociale, Medex ou le médecin-conseil auprès de la mutualité, ou une institution ou personne similaire d'un autre Etat membre de l'Espace économique européen.	

MOTIF DE LA REDUCTION	REDUCTION (1)
(3) concerne une mesure transitoire jusqu'à l'année des revenus 2024, prévue à l'article 546, CIR 92.	
(4) la personne handicapée à charge est comptée pour deux	

c) Réduction pour assurance de groupe et pour assurance extra-légale contre la vieillesse et le décès prématuré

Après application des réductions visées sub a et b, le précompte professionnel est encore diminué à concurrence de 30 p.c. :

- des retenues obligatoires effectuées en exécution d'un contrat d'assurance de groupe;
- des retenues obligatoires effectuées en exécution d'un règlement de prévoyance extra-légal d'assurance contre la vieillesse et le décès prématuré;
- des retenues qui ont trait à la continuation à titre individuel d'un engagement de pension visée à l'article 145³, alinéa 3, du Code des impôts sur les revenus 1992 ;
- des retenues qui ont trait à une pension libre complémentaire pour les travailleurs salariés visée à l'article 145³, alinéa 4, du Code précité.

d) Réduction pour rémunérations suite à la prestation de travail supplémentaire donnant droit à un sursalaire

Il est accordé une réduction aux travailleurs qui ont presté, pendant la période imposable, un travail supplémentaire qui donne droit à un sursalaire en vertu de l'article 29 de la loi sur le travail du 16 mars 1971 ou de l'article 7 de l'arrêté royal n° 213 du 26 septembre 1983 relatif à la durée du travail dans les entreprises ressortissant à la commission paritaire de la construction et qui :

- 1° soit sont soumis à la loi sur le travail du 16 mars 1971 et occupés par un employeur soumis à la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires ;
- 2° soit sont occupés, sous statut ou avec un contrat de travail, par une des entreprises publiques autonomes suivantes : la société anonyme de droit public Proximus, la société anonyme de droit public bpost, la société anonyme de droit public SNCB et la société anonyme de droit public Infrabel ;
- 3° soit sont occupés, sous statut ou avec un contrat de travail, par la société anonyme de droit public HR Rail.

Cette réduction s'applique seulement sur la base de calcul du sursalaire relatif aux 130 premières heures par an de travail supplémentaire que le travailleur a prestées.

Le maximum de 130 heures de travail supplémentaire déterminé à l'alinéa 2 est porté à 180 heures pour les travailleurs employés par des employeurs qui exécutent des travaux immobiliers à condition que ces derniers utilisent un système électronique d'enregistrement de présence visé au chapitre V, section 4, de la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail.

Le maximum de 130 heures de travail supplémentaire déterminé à l'alinéa 2 est porté à 360 heures pour les travailleurs employés par des employeurs qui ressortent de la commission paritaire de l'industrie hôtelière ou de la commission paritaire du travail intérimaire si l'utilisateur ressort de la commission paritaire de l'industrie hôtelière.

La réduction d'impôt n'est pas applicable au travail supplémentaire qui entre en considération pour l'application de l'article 38, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 30°, du Code des impôts sur les revenus 1992.

La réduction s'applique après les réductions visées sub a, b et c, et est égale à :

- pour une heure prestée à laquelle s'applique un sursalaire légal de 50 ou 100 p.c. : 57,75 p.c.;
- pour une heure prestée à laquelle s'applique un sursalaire légal de 20 p.c. : 66,81 p.c.,

du "montant brut social" des rémunérations (donc avant déduction des retenues obligatoires effectuées en exécution de la législation sociale ou d'un statut légal ou réglementaire y assimilé), qui a servi de base de calcul pour établir le sursalaire.

e) Réduction du précompte professionnel sur les rémunérations des personnes physiques à bas revenus, autres que les personnes qui, autrement qu'en vertu d'un contrat de travail, exécutent des prestations de travail dans le secteur public

Il est accordé une réduction aux personnes qui sont comme statutaires, stagiaires ou temporaires au service de l'Etat, des Communautés, des Régions, provinces, établissements subordonnés aux provinces, communes et établissements subordonnés aux communes, qui ne sont pas engagées en vertu d'un contrat de travail, et qui obtiennent une rémunération imposable d'au moins 614,55 euros et maximum 2.256,97 euros.

La réduction s'applique après les réductions visées sub a à d et est égale à 6,67 euros.

f) Réduction du précompte professionnel sur les rémunérations des travailleurs à bas revenus qui ont droit au bonus à l'emploi

Il est accordé une réduction aux travailleurs qui ont droit au bonus à l'emploi en vertu de l'article 2 de la loi du 20 décembre 1999 visant à octroyer un bonus à l'emploi sous la forme d'une réduction des cotisations personnelles de sécurité sociale aux travailleurs salariés ayant un bas salaire et à certains travailleurs qui ont été victimes d'une restructuration.

La réduction s'applique après les réductions visées sub a à e et est égale à 33,14 p.c. du montant du bonus à l'emploi réellement accordé.

Section 2. - Rémunérations mensuelles brutes supérieures à 7.500 euros

2.4. Le bénéficiaire des revenus est un isolé OU le conjoint du bénéficiaire des revenus a également des revenus professionnels

A. Lorsque les rémunérations mensuelles brutes dépassent 7.500 euros, le précompte professionnel est déterminé comme suit :

- a) la rémunération mensuelle brute est arrondie au multiple inférieur de 15 euros;
- b) le précompte professionnel sur ce montant arrondi est égal à 3.137,41 euros majorés de 53,50 p.c. de la partie de la rémunération mensuelle brute supérieure à 7.500 euros;
- c) les réductions sont ensuite déduites du précompte professionnel calculé conformément au point b; ces réductions sont reprises au n° 2.2, A, a à d.

B. Par dérogation au point A, le précompte professionnel est déterminé conformément aux règles prévues au n° 2.5 lorsque le conjoint du bénéficiaire des revenus recueille des revenus professionnels propres qui sont exclusivement constitués de pensions, rentes ou revenus y assimilés dont le montant ne dépasse pas 144 euros nets par mois.

Les revenus professionnels nets sont déterminés suivant les règles reprises au n° 1.8, C.

2.5 Le conjoint du bénéficiaire des revenus n'a pas de revenus professionnels

Lorsque les rémunérations mensuelles brutes dépassent 7.500 euros, le précompte professionnel est déterminé comme suit :

- a) la rémunération mensuelle brute est arrondie au multiple inférieur de 15 euros;
- b) le précompte professionnel sur ce montant arrondi est égal à 2.697,38 euros majorés de 53,50 p.c. de la partie de la rémunération mensuelle brute supérieure à 7.500 euros;
- c) les réductions sont ensuite déduites du précompte professionnel calculé conformément au point b; ces réductions sont reprises au n° 2.3, a à d.

Section 3. - Règles particulières

2.6 Paiements par quinzaine

Pour les rémunérations payées par quinzaine, le précompte professionnel est fixé à la moitié du précompte qui est dû, suivant les règles applicables aux rémunérations payées par mois et prévues aux n^{os} 2.2 à 2.5, sur le montant qui correspond à deux fois la rémunération par quinzaine.

2.7 Paiements par semaine

Pour les rémunérations payées par semaine, le précompte professionnel est fixé au quart du précompte qui est dû, suivant les règles applicables aux rémunérations payées par mois et prévues aux n^{os} 2.2 à 2.5, sur le montant qui correspond à quatre fois la rémunération par semaine.

2.8 Paiements par journée de travail

Pour les rémunérations payées par journée de travail, le précompte professionnel est fixé au vingtième du précompte qui est dû, suivant les règles applicables aux rémunérations payées par mois et prévues aux n^{os} 2.2 à 2.5, sur le montant qui correspond à vingt fois la rémunération par journée de travail.

2.9 Allocations exceptionnelles

A. En ce qui concerne les indemnités et allocations exceptionnelles autres que les indemnités de dédit, payées par un employeur à des membres de son personnel en dehors des rémunérations normales (commissions occasionnelles sur un ensemble d'opérations, gratifications spéciales et exceptionnelles, pécules de vacances, etc.), le précompte professionnel est fixé suivant les taux prévus sub a, eu égard au montant annuel des rémunérations brutes normales du bénéficiaire des revenus.

Toutefois, lorsque le montant annuel de la rémunération brute normale n'excède pas le montant limite qui, suivant le nombre d'enfants à charge, est mentionné dans le tableau repris sub b, l'indemnité exceptionnelle est exonérée à concurrence de la différence entre le montant limite précité et le montant annuel de la rémunération brute normale.

Lorsque le bénéficiaire d'une allocation exceptionnelle n'a pas plus de cinq enfants à charge et que le montant annuel de sa rémunération brute normale n'excède pas le montant qui -suivant le nombre d'enfants à charge- est mentionné dans la colonne 3 du tableau repris sub c, une réduction est attribuée sur le précompte professionnel qui est dû, suivant les deux alinéas précédents, sur l'allocation exceptionnelle; cette réduction est calculée, suivant le nombre d'enfants à charge, à l'aide du pourcentage mentionné dans la colonne 2 du tableau repris sub c.

a) Taux

MONTANT ANNUEL DES REMUNERATIONS BRUTES NORMALES	POURCENTAGE DE PRECOMPTE PROFESSIONNEL DU SUR	
	PECULES DE VACANCES	AUTRES INDEMNITES ET ALLOCATIONS
1	2	3
jusqu'à 8.845,00 EUR	0	0
de 8.845,01 EUR à 11.330,00 EUR	19,17	23,22
de 11.330,01 EUR à 14.400,00 EUR	21,20	25,23
de 14.400,01 EUR à 17.270,00 EUR	26,25	30,28
de 17.270,01 EUR à 19.550,00 EUR	31,30	35,33
de 19.550,01 EUR à 21.830,00 EUR	34,33	38,36
de 21.830,01 EUR à 26.390,00 EUR	36,34	40,38
de 26.390,01 EUR à 28.710,00 EUR	39,37	43,41
de 28.710,01 EUR à 38.020,00 EUR	42,39	46,44
de 38.020,01 EUR à 49.650,00 EUR	47,44	51,48
supérieur à 49.650,00 EUR	53,50	

b) Exonération pour enfants à charge

NOMBRE D'ENFANTS A CHARGE (1)	MONTANT LIMITE
1	2
1	14.272,00 EUR
2	17.680,00 EUR
3	23.060,00 EUR
4	29.060,00 EUR
5	35.060,00 EUR
6	41.060,00 EUR
7	47.060,00 EUR
8	53.060,00 EUR
9	59.060,00 EUR
10	65.060,00 EUR
11	71.060,00 EUR
12	77.060,00 EUR

(1) l'enfant handicapé à charge est compté pour deux

c) Réduction pour enfants à charge

NOMBRE D'ENFANTS A CHARGE (1)	POURCENTAGE DE LA REDUCTION	MONTANT ANNUEL DES REMUNERATIONS BRUTES NORMALES AU-DELA DUQUEL AUCUNE REDUCTION N'EST ACCORDEE
1	2	3
1	7,5	23.990,00 EUR
2	20	23.990,00 EUR
3	35	26.390,00 EUR
4	55	31.190,00 EUR
5	75	33.590,00 EUR

(1) l'enfant handicapé à charge est compté pour deux

B. Par dérogation au point A :

- le précompte professionnel est fixé uniformément à 16,15 p.c. (sans exonération) en ce qui concerne les primes de fin d'année qui sont payées en une fois et sont rattachées à des prestations rémunérées à la pièce ou à la tâche;
- le précompte professionnel n'est pas dû lorsque le douzième du total du montant annuel des rémunérations brutes normales et des indemnités et allocations exceptionnelles ne donnent pas lieu au précompte professionnel suivant les règles prévues au n° 2.2 (barème I) ou au n° 2.3 (barème II) applicables aux rémunérations payées par mois.

2.10 Arriérés

A. En ce qui concerne les arriérés de rémunérations (entre autres les rémunérations dont le paiement ou l'attribution n'a eu lieu, par le fait de l'autorité publique ou de l'existence d'un litige, qu'après l'expiration de la période imposable à laquelle elles se rapportent effectivement), le précompte professionnel est fixé suivant les taux prévus sub a, eu égard à la rémunération de référence, c.-à-d. le montant annuel de la rémunération brute normale allouée au bénéficiaire des revenus immédiatement avant l'année à laquelle les arriérés se rapportent.

Par dérogation à ce qui précède, la rémunération de référence est égale à la rémunération brute normale de la dernière année d'activité normale précédant celle du paiement des arriérés, pour autant que le bénéficiaire en apporte la preuve.

Toutefois, lorsque la rémunération de référence n'excède pas le montant limite qui, suivant le nombre d'enfants à charge, est mentionné dans le tableau repris sub b, les arriérés de rémunérations sont exonérés à concurrence de la différence entre le montant limite précité et la rémunération de référence.

a) Taux

REMUNERATION DE REFERENCE	POURCENTAGE DE PRECOMPTE PROFESSIONNEL DU SUR LES ARRIERES
jusqu'à 9.830,00 EUR	0,00
de 9.830,01 EUR à 11.800,00 EUR	2,68
de 11.800,01 EUR à 13.110,00 EUR	6,57
de 13.110,01 EUR à 15.735,00 EUR	10,77
de 15.735,01 EUR à 17.050,00 EUR	13,55
de 17.050,01 EUR à 19.010,00 EUR	16,55
de 19.010,01 EUR à 22.290,00 EUR	19,17
de 22.290,01 EUR à 28.840,00 EUR	24,92
de 28.840,01 EUR à 35.395,00 EUR	29,93
de 35.395,01 EUR à 45.890,00 EUR	31,30
de 45.890,01 EUR à 51.785,00 EUR	36,90
de 51.785,01 EUR à 58.995,00 EUR	38,96
de 58.995,01 EUR à 68.820,00 EUR	40,93
de 68.820,01 EUR à 82.590,00 EUR	42,92
de 82.590,01 EUR à 103.565,00 EUR	44,99
de 103.565,01 EUR à 119.295,00 EUR	46,47
de 119.295,01 EUR à 140.270,00 EUR	47,48
supérieure à 140.270,00 EUR	48,00

b) Exonération pour enfants à charge

NOMBRE D'ENFANTS A CHARGE (1)	MONTANT LIMITE
1	14.272,00 EUR
2	17.680,00 EUR
3	23.060,00 EUR
4	29.060,00 EUR
5	35.060,00 EUR
6	41.060,00 EUR
7	47.060,00 EUR
8	53.060,00 EUR
9	59.060,00 EUR
10	65.060,00 EUR
11	71.060,00 EUR
12	77.060,00 EUR

(1) l'enfant handicapé à charge est compté pour deux

B. Par dérogation au point A, aucun précompte professionnel n'est dû lorsque le douzième du montant de la rémunération de référence ne donne pas lieu au précompte professionnel suivant les règles prévues au n° 2.2 (barème I) ou au n° 2.3 (barème II) applicables aux rémunérations payées par mois.

2.11 A) Indemnités de dédit

Le précompte professionnel est déterminé suivant les règles prévues au n° 2.10, A, étant entendu que la rémunération de référence à prendre en considération pour déterminer le taux du précompte professionnel est celle qui a servi de base à la fixation de l'indemnité ou, à défaut de telle référence, la rémunération qui a été perçue par le bénéficiaire pendant sa dernière période d'activité normale au service de l'employeur qui paie l'indemnité.

Par dérogation à ce qui précède, la rémunération de référence est égale à la rémunération brute normale de la dernière année d'activité normale précédant celle du paiement des indemnités de dédit, pour autant que le bénéficiaire en apporte la preuve.

B) Indemnités de reclassement

Le précompte professionnel sur les indemnités de reclassement visées au Titre IV, Chapitre 5, Section 3, de la loi du 23 décembre 2005 relative au pacte entre les générations, est établi selon les règles au n° 2.10, A, étant entendu que pour la détermination du taux du précompte professionnel, la rémunération de référence à prendre en considération est celle qui a servi de base à la détermination de l'indemnité ou, à défaut, la rémunération que le bénéficiaire a reçue pendant la dernière période d'activité normale au service de l'employeur qui paye l'indemnité.

Par dérogation à ce qui précède, la rémunération de référence est égale aux rémunérations brutes normales de la dernière année d'activité normale qui précède l'année de paiement des indemnités de reclassement, pour autant que le bénéficiaire en apporte la preuve.

2.12 Réparation de pertes temporaires de rémunérations, de bénéfices ou de profits

A. Les indemnités légales ou extra-légales payées ou attribuées en réparation d'une perte temporaire de rémunérations résultant par exemple d'un accident, d'une maladie, d'une invalidité ou d'autres événements analogues sont soumises au précompte professionnel en tenant compte de la distinction suivante :

1° lorsque les indemnités sont payées ou attribuées au bénéficiaire par l'employeur ou à son intervention :

- a) cumulativement avec les rémunérations normales d'une même période : suivant les règles prévues aux n°s 2.2 à 2.8 en tenant compte du montant total des rémunérations normales et des indemnités dont il s'agit;
- b) non-cumulativement avec les rémunérations normales d'une même période :
 - suivant les règles prévues au n° 2.9, A, eu égard à la rémunération de référence, c.-à-d., la rémunération annuelle normale qui a servi de base au calcul de l'indemnisation;
 - à défaut de la rémunération de référence, le précompte professionnel s'élève à 26,75 p.c. (sans réduction);

2° lorsque ces indemnités sont payées au bénéficiaire, sans intervention de l'employeur, par un organisme d'assurance ou par une autre institution ou par un autre intermédiaire : au taux de 11,11 p.c. ou 22,20 p.c. (sans réduction) suivant qu'il s'agit d'indemnités légales ou d'indemnités extra-légales.

B. Dans les cas cités ci-après et par dérogation au point A, le précompte professionnel doit respectivement être déterminé conformément aux règles suivantes :

1. Incapacité primaire

a) Les indemnités légales d'assurance en cas de maladie ou d'invalidité payées ou attribuées pendant la période d'incapacité de travail primaire définie à l'article 87 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités coordonnée le 14 juillet 1994, sont soumises au précompte professionnel au taux de 11,11 p.c. (sans réduction), pour autant que la période d'incapacité primaire prenne cours après le 31 décembre 2003.

b) Le précompte professionnel calculé conformément sub a ne peut pas avoir pour effet que le montant de l'indemnité finalement due, soit inférieur à l'indemnité d'invalidité minimum visée à l'article 93*bis* de la loi coordonnée précitée, sauf lorsque cette indemnité est cumulée avec des revenus visés à l'article 104 de la même loi ou lorsque des prestations sont refusées ou diminuées en vertu de l'article 136, §2, de la même loi.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er} ; pendant les six premiers mois de l'incapacité de travail primaire, on tient cependant compte uniquement du montant de l'indemnité d'invalidité minimum pour un titulaire avec charge de famille, visé à l'article 93*bis* de la loi coordonnée précitée.

Les alinéas 1^{er} et 2 ne s'appliquent pas aux indemnités complémentaires payées ou attribuées en exécution de la loi du 24 juin 2020 octroyant un complément temporaire aux indemnités d'incapacité primaire. Il est également fait abstraction de ces indemnités complémentaires pour l'application des alinéas 1^{er} et 2.

- c) - Les indemnités légales d'assurance en cas de maladie ou d'invalidité payées ou attribuées pendant les six premiers mois de la période d'incapacité de travail primaire définie à l'article 87, alinéa 3, de la même loi et qui font suite à une période de chômage complet ou partiel visée au n° 2.13, A, sont soumises au précompte professionnel au taux de 10,09 p.c. (sans réduction).
- Toutefois, aucun précompte professionnel ne doit être retenu sur les indemnités légales d'assurance en cas de maladie ou d'invalidité payées ou attribuées aux chômeurs complets mentionnés au n° 2.13, B, pendant les six premiers mois de la période d'incapacité de travail primaire précitée.
- A partir du 1^{er} jour du 7^{ème} mois de la même période d'incapacité de travail primaire, les indemnités visées sous le premier et deuxième tiret, sont soumises au précompte professionnel au taux de 11,11 p.c. (sans réduction).

2. Traitement d'attente suite à la mise en disponibilité pour maladie

Les indemnités payées ou attribuées en vertu de l'article 57 du chapitre IX de l'arrêté royal du 19 novembre 1998 relatif aux congés et aux absences accordés aux membres du personnel des administrations de l'Etat aux agents en disponibilité pour maladie, sont soumises au précompte professionnel au taux de 11,11 p.c. (sans réduction), pour autant que la période de disponibilité prenne cours après le 31 décembre 2003.

3. Les marins

Les indemnités payées ou attribuées en vertu de l'article 88 de l'arrêté royal modifiant et coordonnant les statuts de la Caisse de secours et de prévoyance en faveur des marins, sont soumises au précompte professionnel au taux de 11,11 p.c. (sans réduction), pour autant que la période d'incapacité de travail prenne cours après le 31 décembre 2003.

4. Sécurité sociale d'outre-mer

Les indemnités payées ou attribuées en vertu de l'article 35, § 1^{er}, de la loi du 17 juillet 1963 relative à la sécurité sociale d'outre-mer, sont soumises au précompte professionnel au taux de 11,11 p.c. (sans réduction), pour autant que la période d'incapacité de travail primaire prenne cours après le 31 décembre 2003.

5. Protection de la maternité

Les indemnités payées ou attribuées en vertu de l'article 113 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités coordonnée le 14 juillet 1994, sont soumises au précompte professionnel au taux de 11,11 p.c. (sans réduction).

6. Les pauses d'allaitement

Les indemnités payées ou attribuées en vertu de l'article 116*bis* de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités coordonnée le 14 juillet 1994, sont soumises au précompte professionnel au taux de 11,11 p.c. (sans réduction).

7. Congé de paternité

Les indemnités payées ou attribuées en vertu de l'article 30, § 2, alinéa 8, de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, sont soumises au précompte professionnel au taux de 11,11 p.c. (sans réduction).

8. Congé d'adoption

Les indemnités payées ou attribuées en vertu de l'article 30ter, § 2, alinéa 1^{er}, de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, sont soumises au précompte professionnel au taux de 11,11 p.c. (sans réduction).

9. Allocations légales d'interruption

- a) Les allocations légales d'interruption payées ou attribuées aux travailleurs qui interrompent leur carrière professionnelle à temps plein sont soumises au précompte professionnel au taux de 10,13 p.c. (sans réduction).

- b) Les allocations légales d'interruption payées ou attribuées aux travailleurs qui interrompent leur carrière professionnelle à temps partiel sont soumises au précompte professionnel au taux de 17,15 p.c. (sans réduction).

Ce taux de 17,15 p.c. est porté à 35 p.c. dans le cas :

1. d'une diminution de carrière d'1/5^{ème}, en application des articles 4 et 6 de l'arrêté royal du 12 décembre 2001 pris en exécution du chapitre IV de la loi du 10 août 2001 relative à la conciliation entre l'emploi et la qualité de vie concernant le système du crédit-temps, la diminution de carrière et la réduction des prestations de travail à mi-temps, qui prend cours à partir du 1^{er} juin 2007, ou d'une même diminution de carrière en application des articles 5 et 6 de l'arrêté royal du 10 juin 2002 relatif à l'octroi d'allocation d'interruption aux membres du personnel des entreprises publiques qui ont obtenu une autonomie de gestion en application de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques. Cette mesure ne s'applique pas aux travailleurs en diminution de carrière d'1/5^{ème} qui cohabitent exclusivement avec un ou plusieurs enfants à charge;
2. d'un crédit-temps à mi-temps ou d'une interruption de carrière à mi-temps qui prend cours à partir du 1^{er} janvier 2009 pour les contribuables âgés de 50 ans et plus. Cette mesure ne s'applique pas aux travailleurs qui habitent seuls ou qui cohabitent exclusivement avec un ou plusieurs enfants à charge et aux contribuables bénéficiant d'un congé thématique (congé parental, assistance médicale, soins palliatifs).

Le taux de 17,15 p.c. est toutefois porté à 30 p.c. dans le cas d'un crédit-temps à mi-temps ou d'une interruption de carrière à mi-temps qui prend cours à partir du 1^{er} janvier 2009 pour les contribuables de moins de 50 ans. Cette majoration ne s'applique pas aux travailleurs qui habitent seuls ou qui cohabitent exclusivement avec un ou plusieurs enfants à charge et aux contribuables qui bénéficient d'un congé thématique (congé parental, assistance médicale, soins palliatifs).

10. Travail à mi-temps à partir de 50 ou 55 ans ou semaine de quatre jours

Les primes légales octroyées aux membres du personnel des services publics à l'occasion du travail à mi-temps à partir de 50 ou 55 ans ou de la semaine de quatre jours, sont soumises au précompte professionnel au taux de 17,15 p.c. (sans réduction).

C. Indépendants et conjoints aidants

1. Incapacité primaire

- a) Les indemnités légales d'assurance en cas de maladie ou d'invalidité payées ou attribuées pendant la période d'incapacité primaire définie à l'article 7 de l'arrêté royal du 20 juillet 1971 instituant une assurance indemnités et une assurance maternité en faveur des travailleurs indépendants et des conjoints aidants, sont soumises au précompte professionnel au taux de 11,11 p.c. (sans réduction), pour autant que la période d'incapacité primaire prenne cours après le 31 décembre 2003.
- b) Le précompte professionnel calculé conformément sub a ne peut pas avoir pour effet que le montant de l'indemnité finalement due, soit inférieur à l'indemnité d'invalidité minimum visée à l'article 93*bis* de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités coordonnée le 14 juillet 1994, sauf lorsque des prestations sont refusées ou diminuées en vertu de l'article 28 ou de l'article 29, § 1^{er}, 1^o à 4^o, de l'arrêté royal précité.

L'alinéa 1^{er} ne s'applique pas aux indemnités de crise supplémentaires payées ou attribuées en exécution de l'arrêté royal du 15 septembre 2020 portant octroi, suite à la pandémie COVID-19, d'une indemnité de crise supplémentaire à certains travailleurs indépendants et conjoints aidants reconnus en incapacité de travail. Il est également fait abstraction de ces indemnités de crise supplémentaires pour l'application de l'alinéa 1^{er}.

2. Assurance maternité

Les allocations de maternité payées ou attribuées conformément à l'article 94 de l'arrêté royal du 20 juillet 1971 instituant une assurance indemnités et une assurance maternité en faveur des travailleurs indépendants et des conjoints aidants, sont soumises au précompte professionnel au taux de 11,11 p.c. (sans réduction), pour autant que la période de repos de maternité prenne cours après le 31 décembre 2003.

D. Les indemnités légales ou extra-légales payées ou attribuées en réparation d'une perte temporaire de bénéfices ou profits, même si elles se rapportent à une activité professionnelle antérieure, et qui sont payées au bénéficiaire par un organisme d'assurances ou par une autre institution ou par un autre intermédiaire, sont soumises au précompte professionnel au taux de 11,11 p.c. ou 22,20 p.c. (sans réduction) suivant qu'il s'agit d'indemnités légales ou d'indemnités extra-légales.

E. Toutefois, aucun précompte professionnel ne doit être retenu lorsque l'indemnité est obtenue par un travailleur qui établit que le douzième du montant annuel de la rémunération qui a servi de base au calcul de l'indemnité ne donne pas lieu à déduction d'un précompte professionnel suivant les règles prévues aux n^{os} 2.2 à 2.5 applicables aux rémunérations payées par mois.

F. Aucun précompte professionnel n'est dû sur les indemnités légales autres que celles reprises sous les points B et C, attribuées en vertu de la législation concernant l'assurance en cas de maladie ou d'invalidité.

2.13 Allocations de chômage

A. Les allocations légales et extra-légales de toute nature, allocations d'insertion comprises, obtenues en réparation totale ou partielle d'une perte temporaire de rémunérations résultant d'un chômage complet ou partiel et non visées aux n^{os} 2.15 et 2.16, sont soumises au précompte professionnel au taux de 10,09 p.c. (sans réduction).

B. Par dérogation au point A, aucun précompte professionnel ne doit être retenu sur les allocations légales de chômage ou les allocations légales d'insertion des travailleurs, chômeurs complets, qui ne perçoivent aucun revenu d'activité professionnelle et qui, au sens de la réglementation en matière de chômage, ont la qualité :

- soit de cohabitant ayant droit au complément pour perte de revenu unique;
- soit de cohabitant qui n'a droit ni au complément pour perte de revenu unique ni au complément d'adaptation, et, si le travailleur cohabite avec un conjoint, à condition que les revenus professionnels de ce conjoint consistent uniquement en revenus de remplacement;
- soit de cohabitant qui ne dispose que d'allocations de chômage constituées du forfait légal, majoré ou non;
- soit d'isolé;
- soit de travailleur ayant droit à une allocation d'insertion;
- soit de travailleur qui bénéficie d'une dispense pour raisons sociales et familiales.

C. Par dérogation aux points A et B, les allocations légales et extra-légales payées ou attribuées aux chômeurs temporaires visés à l'article 27, 2^o, de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant la réglementation du chômage, sont soumises au précompte professionnel au taux de 26,75 p.c. (sans réduction).

D. Par dérogation aux points A, B et C, les allocations légales payées ou attribuées aux chômeurs temporaires visés à l'article 27, 2^o, de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant la réglementation du chômage, sont soumises au précompte professionnel au taux de 15 p.c. (sans réduction), dans la mesure où ces revenus sont payés ou attribués entre le 1^{er} janvier 2022 et le 31 mars 2022 et concernent des jours de chômage temporaire durant la période allant du 1^{er} mai 2020 jusqu'au 31 mars 2022 inclus.

2.14 Allocations de chômage avec complément d'entreprise

Les indemnités payées ou attribuées aux travailleurs licenciés ou prépensionnés dans le cadre ou à l'occasion d'un règlement d'allocations de chômage avec complément d'entreprise, sont exonérées du précompte professionnel pour autant que leur montant total n'excède pas le montant maximum prévu en matière d'allocations de chômage.

En ce qui concerne la partie du montant total de ces indemnités qui excède le montant maximum prévu ci-dessus en matière d'allocations de chômage, les débiteurs de cette partie doivent retenir et verser le précompte professionnel. Ce précompte professionnel est calculé sur le montant total des indemnités, conformément aux règles prévues aux n^{os} 4.1 à 4.5.

Le précompte professionnel calculé conformément à l'alinéa précédent est ensuite diminué de la réduction pour assurance de groupe et pour assurance extra-légale contre la vieillesse et le décès prématuré reprise au n^o 2.2, A, c.

Les allocations de chômage avec complément d'entreprise se composent des éléments suivants :

1° une allocation de chômage;

2° un complément d'entreprise visé à l'article 4, § 3, deuxième tiret, de la convention collective de travail n° 17 du 19 décembre 1974 instituant un régime d'indemnité complémentaire pour certains travailleurs âgés, en cas de licenciement, ainsi que le complément d'entreprise visé dans une convention collective de travail conclue conformément aux dispositions de la loi du 5 décembre 1968 relative aux conventions collectives de travail et aux commissions paritaires, qui prévoit des avantages au moins équivalents à ceux prévus par la convention de travail n° 17 précitée.

2.15 Indemnités complémentaires en sus des allocations de chômage avec complément d'entreprise hors règlement d'allocations de chômage avec complément d'entreprise

A. L'ancien travailleur a atteint l'âge de 50 ans :

Les indemnités complémentaires en sus des allocations de chômage avec complément d'entreprise que le travailleur précité a reçues pendant une période d'inactivité, de reprise du travail chez un autre employeur ou de reprise du travail en tant qu'indépendant, sont soumises au précompte professionnel selon la distinction suivante :

- l'obligation pour l'ancien employeur de poursuivre le paiement de ces indemnités après reprise du travail est mentionnée dans une convention collective de travail ou dans une convention individuelle prévoyant le paiement de l'indemnité complémentaire : précompte professionnel de 10,09 p.c. (sans réduction) ;
- l'obligation pour l'ancien employeur de poursuivre le paiement de ces indemnités après reprise du travail n'est pas mentionnée dans une convention collective de travail ou dans une convention individuelle prévoyant le paiement de l'indemnité complémentaire : précompte professionnel de 26,75 p.c. (sans réduction).

B. L'ancien travailleur n'a pas atteint l'âge de 50 ans :

Les indemnités complémentaires en sus des allocations de chômage avec complément d'entreprise que le travailleur précité a reçues pendant une période d'inactivité, de reprise du travail chez un autre employeur ou de reprise du travail en tant qu'indépendant, sont soumises au précompte professionnel selon la règle d'application n° 2.12, A, 1°, b, 2^{ème} tiret (réparation de pertes temporaires de rémunérations).

2.16 Pseudo-allocations de chômage avec complément d'entreprise en sus d'allocations de chômage

A. L'ancien travailleur a atteint l'âge de 50 ans et la convention dont il s'agit n'est pas une convention collective de travail sectorielle conclue avant le 30 septembre 2005 ou une convention sectorielle qui prolonge une telle convention sans interruption.

Les indemnités complémentaires qu'un travailleur mentionné dans l'intitulé qui a atteint l'âge de 50 ans et qui perçoit des allocations de chômage en tant que chômeur à temps plein ou pourrait les recevoir s'il n'avait pas repris le travail, qu'il a reçues directement ou indirectement, sont soumises au précompte professionnel selon la distinction suivante :

- l'obligation pour l'ancien employeur de poursuivre le paiement de ces indemnités après reprise du travail est mentionnée dans une convention collective de travail ou dans une convention individuelle prévoyant le paiement de l'indemnité complémentaire : précompte professionnel de 10,09 p.c. (sans réduction) ;
- l'obligation pour l'ancien employeur de poursuivre le paiement de ces indemnités après reprise du travail n'est pas mentionnée dans une convention collective de travail ou dans une convention individuelle prévoyant le paiement de l'indemnité complémentaire : précompte professionnel de 26,75 p.c. (sans réduction).

B. Soit l'ancien travailleur n'a pas atteint l'âge de 50 ans, soit l'ancien travailleur a atteint l'âge de 50 ans ET la convention dont il s'agit est une convention collective de travail sectorielle conclue avant le 30 septembre 2005 ou une convention sectorielle qui prolonge une telle convention sans interruption.

Dans l'une de ces situations, les indemnités complémentaires en sus d'une allocation de chômage après licenciement que l'ancien travailleur a reçues pendant une période d'inactivité, de reprise du travail chez un autre employeur ou de reprise du travail en tant qu'indépendant, sont soumises au précompte professionnel selon la règle d'application n° 2.13 (allocations de chômage).

2.17. Indemnités et allocations payées occasionnellement ou périodiquement et en ordre subsidiaire

A. Les indemnités et allocations non visées aux n°s 2.9 à 2.16, payées par un débiteur du précompte professionnel à des personnes qui ne sont rétribuées qu'occasionnellement ou périodiquement et en ordre subsidiaire par lui-même ou à son intervention (commissions occasionnelles, rétributions, jetons de présence, etc.) sont soumises au précompte professionnel suivant les taux prévus ci-après (sans réduction) :

MONTANT DES INDEMNITES ET ALLOCATIONS	POURCENTAGE DE PRECOMPTE PROFESSIONNEL DU SUR LE MONTANT TOTAL DES INDEMNITES ET ALLOCATIONS
1	2
jusqu'à 500,00 EUR	27,25
de 500,01 EUR à 650,00 EUR	32,30
supérieur à 650,00 EUR	37,35

2.18 Créances ayant le caractère de rémunérations visées à l'article 270, 6°, du Code des impôts sur les revenus 1992

En ce qui concerne les créances ayant le caractère de rémunérations au sens de l'article 30, 1° et 2°, du Code des impôts sur les revenus 1992 honorées par des curateurs de faillites, liquidateurs de concordats judiciaires, liquidateurs de sociétés ou des personnes qui exercent des fonctions analogues, le précompte professionnel est fixé uniformément (sans réduction) à 26,75 p.c.

2.19 Rémunérations pour travail à la pièce

Le précompte professionnel dû sur les rémunérations allouées aux ouvriers travaillant à la pièce et dont les prestations irrégulières et non contrôlées par l'employeur ne sont pas exprimées en journées, semaines, quinzaines ou mois de travail, est déterminé d'après les règles prévues aux n°s 2.2 à 2.8, compte tenu de la période à laquelle les rémunérations se rapportent. Dans ce cas, le précompte professionnel ne peut cependant jamais être inférieur à 11,11 p.c. des rémunérations.

2.20 a) Artistes et musiciens

Le précompte professionnel est fixé uniformément à 11,11 p.c. (sans réduction) en ce qui concerne les rémunérations payées aux artistes et aux musiciens par des entreprises de spectacles ou de divertissements, lorsque les intéressés n'appartiennent pas en titre au personnel de ces entreprises et qu'ils ne peuvent pas être considérés comme étant rémunérés par elles en ordre subsidiaire;

b) Personnes qui rentrent dans les catégories spéciales déterminées par le fonctionnaire chargé de la direction générale de l'Administration générale de la fiscalité

Le précompte professionnel est fixé uniformément à 11,11 p.c. (sans réduction) en ce qui concerne les rémunérations payées à des personnes qui rentrent dans les catégories déterminées par le fonctionnaire chargé de la direction générale de l'Administration générale de la fiscalité et qui, eu égard aux conditions dans lesquelles elles exercent leur activité professionnelle, sont rémunérées selon des modalités spéciales.

2.21 Pécules de vacances payés par les caisses de vacances

Les pécules de vacances payés ou attribués par les caisses de vacances annuelles sans intervention de l'employeur sont soumis au précompte professionnel suivant les taux ci-après (sans réduction) :

MONTANT DU PECULE DE VACANCES	POURCENTAGE DE PRECOMPTE PROFESSIONNEL DU SUR LE MONTANT TOTAL DU PECULE DE VACANCES
jusqu'à 1.440,00 EUR	17,16
supérieur à 1.440,00 EUR	23,22

2.22 Etudiants

Par dérogation aux règles précédentes, aucun précompte professionnel n'est dû sur les rémunérations payées ou attribuées aux étudiants engagés dans le cadre d'un contrat d'occupation d'étudiants, visé au titre VII de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, pour 475 heures déclarées d'occupation d'étudiants par année civile et qui, conformément à l'article 17bis, §1^{er}, de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, ne sont pas soumises aux cotisations de sécurité sociale.

2.23 Jeunes travailleurs

Par dérogation aux règles précédentes, aucun précompte professionnel n'est dû sur les rémunérations payées ou attribuées durant les mois d'octobre, novembre ou décembre aux jeunes travailleurs qui satisfont aux conditions visées à l'article 36, § 1^{er}, alinéa 1, 1^o à 3^o, de l'arrêté royal 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage engagés dans le cadre d'un contrat de travail entamé au cours des mois d'octobre, novembre ou décembre précités et à la condition que le montant brut mensuel de ces rémunérations n'excède pas 3.625 euros.

2.24 Travailleurs occasionnels dans le secteur horeca

Par dérogation aux règles précédentes, le précompte professionnel est fixé uniformément (sans réduction) à 33,31 p.c. sur les rémunérations pour des prestations faites durant au maximum 50 jours par année civile et qui sont payées ou attribuées aux travailleurs occasionnels occupés chez un employeur ressortissant de la commission paritaire de l'industrie hôtelière ou ressortissant de la commission paritaire pour le travail intérimaire si l'utilisateur relève de la commission paritaire de l'industrie hôtelière est, pour l'application de cet article, considéré comme un travailleur occasionnel pour autant que l'employeur et le travailleur concluent un contrat de travail pour une durée déterminée ou un contrat de travail pour un travail nettement défini pour un maximum de 2 jours consécutifs et pour lesquelles les cotisations sociales sont calculées sur un forfait horaire ou journalier tel que visé à l'article 31ter, alinéa 2, de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs s'applique.

3. CHAPITRE III. -Rémunérations des dirigeants d'entreprise

3.1. Ce chapitre s'applique aux :

- A. habitants du royaume
- B. non-résidents qui ont bénéficié de rémunérations :
 - pour des prestations de travail effectuées en Belgique;
 - en exécution d'un ou de plusieurs contrats de travail couvrant **l'année civile complète**;
 - et pour autant que les prestations de travail atteignent **au moins 75 p.c. du temps légal de travail par contrat**.

3.2. Requalification des revenus locatifs

Les rémunérations qui proviennent de la requalification des revenus immobiliers visée à l'article 32, alinéa 2, 3^o, du Code des impôts sur les revenus 1992, sont, pour la détermination du précompte professionnel et tant que le Roi n'a pas déterminé le coefficient de revalorisation à prendre en considération pour cette année, calculés sur la base du coefficient de revalorisation applicable à la dernière année qui précède.

Section 1^{ère}. - Rémunérations mensuelles brutes ne dépassant pas 7.500 euros

3.3. Le bénéficiaire des revenus est un isolé OU le conjoint du bénéficiaire des revenus a également des revenus professionnels (barème I)

A. Lorsque les rémunérations mensuelles brutes ne dépassent pas 7.500 euros, le précompte professionnel est déterminé suivant le barème I.

Les réductions sont ensuite déduites du précompte professionnel déterminé suivant ce barème; ces réductions sont reprises au n° 2.2, A, a à c.

Après ces réductions, la réduction suivante est appliquée :

la réduction du précompte professionnel sur les rémunérations des dirigeants d'entreprise qui ont droit au bonus à l'emploi en vertu de l'article 2 de la loi du 20 décembre 1999 visant à octroyer un bonus à l'emploi sous la forme d'une réduction des cotisations personnelles de sécurité sociale aux travailleurs salariés ayant un bas salaire et à certains travailleurs qui ont été victimes d'une restructuration.

La réduction est égale à 33,14 p.c. du montant du bonus à l'emploi réellement accordé.

B. Par dérogation au point A, le précompte professionnel est déterminé conformément aux règles prévues au n° 3.4 lorsque le conjoint du bénéficiaire des revenus recueille des revenus professionnels propres qui sont constitués exclusivement par des pensions, rentes ou revenus y assimilés dont le montant ne dépasse pas 144 euros nets par mois.

Les revenus professionnels nets sont déterminés suivant les règles reprises au n° 1.8, C.

3.4. Le conjoint du bénéficiaire des revenus n'a pas de revenus professionnels (barème II)

Lorsque les rémunérations mensuelles brutes ne dépassent pas 7.500 euros, le précompte professionnel est déterminé suivant le barème II.

Les réductions sont ensuite déduites du précompte professionnel déterminé suivant ce barème; ces réductions sont reprises au n° 2.3, a à c.

Après ces réductions, la réduction suivante est appliquée :

la réduction du précompte professionnel sur les rémunérations des dirigeants d'entreprise qui ont droit au bonus à l'emploi en vertu de l'article 2 de la loi du 20 décembre 1999 visant à octroyer un bonus à l'emploi sous la forme d'une réduction des cotisations personnelles de sécurité sociale aux travailleurs salariés ayant un bas salaire et à certains travailleurs qui ont été victimes d'une restructuration.

La réduction est égale à 33,14 p.c. du montant du bonus à l'emploi réellement accordé.

Section 2. - Rémunérations mensuelles brutes supérieures à 7.500 euros

3.5. Le bénéficiaire des revenus est un isolé OU le conjoint du bénéficiaire des revenus a également des revenus professionnels

A. Lorsque les rémunérations mensuelles brutes dépassent 7.500 euros, le précompte professionnel est déterminé comme suit :

- a) la rémunération mensuelle brute est arrondie au multiple inférieur de 15 euros;
- b) le précompte professionnel sur ce montant arrondi est égal à 3.243,52 euros majorés de 53,50 p.c. de la partie de la rémunération mensuelle brute supérieure à 7.500 euros;
- c) les réductions sont ensuite déduites du précompte professionnel calculé conformément au point b; ces réductions sont reprises au n° 2.2, A, a à c.

B. Par dérogation au point A, le précompte professionnel est déterminé conformément aux règles prévues au n° 3.6 lorsque le conjoint du bénéficiaire des revenus recueille des revenus professionnels propres qui sont constitués exclusivement par des pensions, rentes ou revenus y assimilés dont le montant ne dépasse pas 144 euros nets par mois.

Les revenus professionnels nets sont déterminés suivant les règles reprises au n° 1.8, C.

3.6. Le conjoint du bénéficiaire des revenus n'a pas de revenus professionnels

Lorsque les rémunérations mensuelles brutes dépassent 7.500 euros, le précompte professionnel est déterminé comme suit :

- a) la rémunération mensuelle brute est arrondie au multiple inférieur de 15 euros;
- b) le précompte professionnel sur ce montant arrondi est égal à 2.803,48 euros majorés de 53,50 p.c. de la partie de la rémunération mensuelle brute supérieure à 7.500 euros;
- c) les réductions sont ensuite déduites du précompte professionnel calculé conformément au point b ; ces réductions sont reprises au n° 2.3, a à c.

Section 3. - Règles particulières

3.7 Paiements périodiques effectués autrement que par mois

Pour les rémunérations périodiques payées autrement que par mois, le précompte professionnel s'élève au vingtième du produit obtenu en multipliant le montant du précompte professionnel dû, suivant les règles reprises aux n°s 3.3 à 3.6, sur la rémunération mensuelle correspondante par le nombre de journées de travail de la période à laquelle se rapporte la rémunération.

3.8 Rémunérations non périodiques

Le précompte professionnel dû sur les rémunérations non périodiques est égal à douze fois la différence entre :

- d'une part, le précompte qui, suivant les règles prévues aux n°s 3.3 à 3.6, est dû sur un revenu égal aux rémunérations périodiques du mois au cours duquel la rémunération non périodique est payée ou attribuée, augmenté d'un douzième de la rémunération non périodique;
- d'autre part, le précompte qui, suivant les mêmes règles, est dû sur les rémunérations périodiques du mois au cours duquel la rémunération non périodique est payée ou attribuée.

4. CHAPITRE IV.- Pensions, rentes, capitaux, valeurs de rachat et revenus y assimilés

Section 1^{ère}. - Pensions ou rentes mensuelles ne dépassant pas 7.500 euros

4.1. Le bénéficiaire des revenus est un isolé OU le conjoint du bénéficiaire des revenus a également des revenus professionnels (barème I)

A. Lorsque les pensions ou les rentes mensuelles ne dépassent pas 7.500 euros, le précompte professionnel est déterminé suivant le barème I.

Le précompte professionnel déterminé suivant ce barème est ensuite diminué :

- a) de la réduction pour enfants à charge reprise au n° 2.2, A, tableau a;
- b) des réductions pour autres charges de famille reprises au n° 2.2, A, tableau b, sauf la réduction pour isolés (reprise au n° 2.2, A, tableau b, point 1).

B. Par dérogation au point A, le précompte professionnel est déterminé conformément aux règles prévues au n° 4.2 lorsque le conjoint du bénéficiaire des revenus recueille des revenus professionnels propres qui sont exclusivement constitués de pensions, rentes ou revenus y assimilés dont le montant ne dépasse pas 144 euros nets par mois.

Les revenus professionnels nets sont déterminés suivant les règles reprises au n° 1.8, C.

4.2 Le conjoint du bénéficiaire des revenus n'a pas de revenus professionnels (barème II)

Lorsque les pensions ou les rentes mensuelles ne dépassent pas 7.500 euros, le précompte professionnel est déterminé suivant le barème II.

Les réductions pour enfants à charge et pour autres charges de famille sont ensuite déduites du précompte professionnel déterminé suivant ce barème; ces réductions sont reprises dans les tableaux a et b figurant au n° 2.3.

Section 2. - Pensions ou rentes mensuelles supérieures à 7.500 euros

4.3. Le bénéficiaire des revenus est un isolé OU le conjoint du bénéficiaire des revenus a également des revenus professionnels

A. Lorsque les pensions ou les rentes mensuelles dépassent 7.500 euros, le précompte professionnel est déterminé comme suit :

- a) les pensions ou les rentes mensuelles sont arrondies au multiple inférieur de 15 euros;
- b) le précompte professionnel sur ce montant arrondi est égal à 3.298,33 euros majorés de 53,50 p.c. de la partie des pensions ou des rentes mensuelles supérieures à 7.500 euros;
- c) le précompte professionnel calculé conformément au point b est ensuite diminué :
 - 1° de la réduction pour enfants à charge reprise au n° 2.2, A, tableau a;
 - 2° des réductions pour autres charges de famille reprises au n° 2.2, A, tableau b, sauf la réduction pour isolés (reprise au n° 2.2, A, tableau b, point 1).

B. Par dérogation au point A, le précompte professionnel est déterminé conformément aux règles prévues au n° 4.4 lorsque le conjoint du bénéficiaire des revenus recueille des revenus professionnels propres qui sont exclusivement constitués de pensions, rentes ou revenus y assimilés dont le montant ne dépasse pas 144 euros nets par mois.

Les revenus professionnels nets sont déterminés suivant les règles reprises au n° 1.8, C.

4.4. Le conjoint du bénéficiaire des revenus n'a pas de revenus professionnels

Lorsque les pensions ou les rentes mensuelles dépassent 7.500 euros, le précompte professionnel est déterminé comme suit :

- a) les pensions ou les rentes mensuelles sont arrondies au multiple inférieur de 15 euros;
- b) le précompte professionnel sur ce montant arrondi est égal à 2.858,30 euros majorés de 53,50 p.c. de la partie des pensions ou des rentes mensuelles supérieures à 7.500 euros;
- c) les réductions pour enfants à charge et pour autres charges de famille sont ensuite déduites du précompte professionnel calculé conformément au point b; ces réductions sont reprises dans les tableaux a et b figurant au n° 2.3.

Section 3. – Règles particulières

4.5 Paiements effectués autrement que par mois

Pour les pensions ou les rentes payées autrement que par mois, le précompte professionnel s'élève au trentième du produit obtenu en multipliant le montant du précompte professionnel dû sur la pension ou la rente mensuelle correspondante par le nombre de jours de la période à laquelle se rapporte la pension ou la rente.

4.6 Arriérés

Les arriérés de pensions ou rentes (c.-à-d. les pensions ou les rentes dont le paiement ou l'attribution n'a eu lieu, par le fait de l'autorité publique ou de l'existence d'un litige, qu'après l'expiration de la période imposable

à laquelle elles se rapportent effectivement) sont soumis au précompte professionnel suivant les règles prévues au n° 2.10, A, étant entendu que le taux à appliquer est déterminé mutatis mutandis eu égard au montant annuel des pensions ou des rentes brutes normales allouées au bénéficiaire immédiatement avant l'année à laquelle les arriérés se rapportent ou, à défaut de telle référence, eu égard au montant annuel des rémunérations brutes normales, majorées des avances éventuelles sur pensions ou rentes, perçues par le bénéficiaire pendant la dernière année d'activité normale.

4.7 Pécules de vacances

Le précompte professionnel sur le pécule de vacances attribué aux personnes qui bénéficient d'une pension de retraite ou de survie à charge du régime de pension pour travailleurs salariés est établi conformément au taux mentionné dans les tableaux ci-après, sur le total imposable mensuel des pensions du bénéficiaire des revenus.

- a) Le bénéficiaire des revenus est un isolé OU le conjoint du bénéficiaire des revenus a également des revenus professionnels

MONTANT MENSUEL IMPOSABLE DE LA PENSION	POURCENTAGE DE PRECOMPTE PROFESSIONNEL DU SUR LE MONTANT DU PECULE DE VACANCES
jusqu'à 1.349,99 EUR	0
de 1.350,00 EUR jusqu'à 1.399,99 EUR	1
de 1.400,00 EUR jusqu'à 1.449,99 EUR	3
de 1.450,00 EUR jusqu'à 1.499,99 EUR	4
de 1.500,00 EUR jusqu'à 1.699,99 EUR	6
de 1.700,00 EUR jusqu'à 1.949,99 EUR	10
de 1.950,00 EUR jusqu'à 2.249,99 EUR	15
de 2.250,00 EUR jusqu'à 2.599,99 EUR	20
de 2.600,00 EUR jusqu'à 3.149,99 EUR	25
de 3.150,00 EUR jusqu'à 3.849,99 EUR	30
de 3.850,00 EUR jusqu'à 3.999,99 EUR	35
À partir de 4.000,00 EUR	36

- b) Le conjoint du bénéficiaire des revenus n'a pas de revenus professionnels

MONTANT MENSUEL IMPOSABLE DE LA PENSION	POURCENTAGE DE PRECOMPTE PROFESSIONNEL DU SUR LE MONTANT DU PECULE DE VACANCES
jusqu'à 1.949,99 EUR	0
de 1.950,00 EUR jusqu'à 1.999,99 EUR	1
de 2.000,00 EUR jusqu'à 2.049,99 EUR	2
de 2.050,00 EUR jusqu'à 2.149,99 EUR	3
de 2.150,00 EUR jusqu'à 2.199,99 EUR	4
de 2.200,00 EUR jusqu'à 2.499,99 EUR	5
de 2.500,00 EUR jusqu'à 2.849,99 EUR	10
de 2.850,00 EUR jusqu'à 3.349,99 EUR	15
de 3.350,00 EUR jusqu'à 3.899,99 EUR	20
de 3.900,00 EUR jusqu'à 4.799,99 EUR	25
de 4.800,00 EUR jusqu'à 6.049,99 EUR	30
de 6.050,00 EUR jusqu'à 6.399,99 EUR	35
de 6.400,00 EUR jusqu'à 6.799,99 EUR	36
à partir de 6.800,00 EUR	37

- 4.8 Pensions et rentes qui ne sont octroyées, ni dans le cadre de l'épargne-pension, ni en exécution d'un statut légal ou réglementaire

A. Les pensions ou les rentes de retraite et de survie qui ne sont octroyées ni dans le cadre de l'épargne-pension, ni en exécution de la législation sociale ou d'un statut légal ou réglementaire excluant les intéressés du champ d'application de la législation sociale, d'une part, et les rentes de vieillesse et les rentes de veuves octroyées par les organismes d'assurances en contrepartie de versements opérés librement dans le cadre de la législation relative à la pension des employés d'autre part, sont soumises au précompte professionnel suivant les taux (sans réduction) repris ci-après :

MONTANT ANNUEL DE LA PENSION OU DE LA RENTE	POURCENTAGE DE PRECOMPTE PROFESSIONNEL DU SUR LE MONTANT TOTAL DE LA PENSION OU DE LA RENTE
jusqu'à 1.790,00 EUR	0
de 1.790,01 EUR à 2.990,00 EUR	11,11
de 2.990,01 EUR à 8.900,00 EUR	16,15
de 8.900,01 EUR à 14.820,00 EUR	21,20
de 14.820,01 EUR à 29.640,00 EUR	27,25
de 29.640,01 EUR à 44.460,00 EUR	32,30
supérieur à 44.460,00 EUR	37,35

B. Par dérogation au point A, aucun précompte professionnel ne doit être retenu :

- a) sur les pensions et rentes dans l'éventualité et la mesure où ces pensions ou rentes ont été octroyées en exécution de contrats qui ont fait l'objet d'une taxe sur l'épargne à long terme telle qu'elle est fixée au Livre II, Titre VIII du Code des droits et taxes divers;
- b) lorsque le bénéficiaire des pensions ou rentes établit que le douzième du total du montant annuel de sa pension légale et complémentaire ne donne pas lieu à déduction de précompte professionnel eu égard aux règles prévues aux n^{os} 4.1 à 4.4.

4.9 Allocations ou rentes octroyées à la suite d'un accident, d'une maladie ou d'une invalidité

Les allocations ou les rentes qui se rattachent directement ou indirectement à une activité professionnelle visée à l'article 23, § 1^{er}, 1^o, 2^o et 4^o, du Code des impôts sur les revenus 1992 ou qui constituent la réparation d'une perte permanente de rémunérations, bénéfices ou profits et qui sont octroyées à la suite d'un accident, d'une maladie, d'une invalidité ou d'autres événements analogues, sont soumises au précompte professionnel en tenant compte de la distinction suivante :

- 1^o quand ces allocations ou ces rentes sont payées aux bénéficiaires par leur employeur ou à son intervention : suivant les règles prévues au n^o 2.9, A, étant entendu que le taux à prendre en considération est déterminé eu égard au total annuel des rémunérations brutes normales qui ont servi de base de calcul des allocations ou des rentes;
- 2^o quand ces allocations ou ces rentes sont payées aux bénéficiaires sans intervention de l'employeur, par un organisme d'assurances ou par une autre institution ou par un intermédiaire : au taux de 11,11 p.c. ou de 22,20 p.c. (sans réduction) suivant qu'il s'agit d'allocations ou de rentes légales ou d'allocations ou de rentes extra-légales. Toutefois, aucun précompte professionnel ne doit être retenu lorsque le bénéficiaire des rentes ou des allocations établit que le douzième de la rémunération annuelle qui a servi de base au calcul de l'indemnisation ne donne pas lieu à déduction de précompte professionnel suivant les règles prévues aux n^{os} 4.1 à 4.4.

4.10 Capitaux et valeurs de rachat qui ne sont pas octroyés dans le cadre de l'épargne-pension

- A. Les capitaux et valeurs de rachat, ou les tranches de ceux-ci, qui, conformément à l'article 169, § 1^{er}, ou à l'article 515*bis*, alinéas 4 et 7, du Code des impôts sur les revenus 1992, sont taxés à l'impôt des personnes physiques selon le régime de conversion, n'interviennent, pour le calcul du précompte professionnel, qu'à concurrence du montant de la rente viagère résultant de leur conversion suivant les coefficients déterminés par l'article 73 du présent arrêté.
La rente est soumise au précompte professionnel au taux de 11,11 p.c. (sans réduction).
- B. Un précompte professionnel de 10,09 p.c. (sans réduction) est dû sur les capitaux et valeurs de rachat qui, conformément à l'article 171, 2^o, b à d, ou 515*quater*, § 1^{er}, b, du Code des impôts sur les revenus 1992, sont taxés distinctement à l'impôt des personnes physiques.
- C. Un précompte professionnel de 16,66 p.c. (sans réduction) est dû sur les capitaux et valeurs de rachat, les capitaux tenant lieu de rentes ou pensions et le rachat de la valeur capitalisée d'une partie de la pension légale de retraite ou de survie qui, conformément à l'article 171, 4^o, f à h ; 515*bis*, alinéa 5 ; ou 515*octies*, du Code des impôts sur les revenus 1992, ou conformément à l'article 104, alinéa 2, de la loi du 28 décembre 1992 portant des dispositions fiscales, financières et diverses, sont taxés distinctement à l'impôt des personnes physiques.

- C.1 Un précompte professionnel au taux de 18,17 p.c. (sans réduction) est dû sur les capitaux et valeurs de rachat visés à l'article 171, 4°, f, CIR 92, dans la mesure où il s'agit de capitaux constitués au moyen de cotisations de l'employeur ou de l'entreprise et liquidés en cas de vie au travailleur ou au dirigeant d'entreprise à l'âge de 61 ans.
- C.2 Un précompte professionnel de 20,19 p.c. (sans réduction) est dû sur les capitaux et valeurs de rachat visés à l'article 171, 4°, f, CIR 92, dans la mesure où il s'agit de capitaux constitués au moyen de cotisations de l'employeur ou de l'entreprise et liquidés en cas de vie :
- au travailleur ou au dirigeant d'entreprise à l'âge de 60 ans ;
 - au travailleur à l'occasion de la mise à la retraite visée à l'article 27, §3, de la loi du 28 avril 2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale, avant d'atteindre l'âge de 61 ans.
- D. Un précompte professionnel de 33,31 p.c. (sans réduction) est dû sur :
- 1° les capitaux et valeurs de rachat qui, conformément à l'article 171, 1°, d, f, h, ou j ou 515^{quater}, § 1^{er}, a, du Code des impôts sur les revenus 1992, sont taxés distinctement à l'impôt des personnes physiques;
 - 2° les capitaux, valeurs de rachat et capitaux tenant lieu de rentes ou pensions, ou sur les tranches de ceux-ci, qui ne sont pas visés aux points A à D, 1°, ci-dessus.
- E. Par dérogation aux points B à D visés ci-dessus, aucun précompte professionnel ne doit être retenu dans l'éventualité et la mesure où les capitaux, les valeurs de rachat et les capitaux tenant lieu de rentes ou pensions ont été octroyés en exécution de contrats qui ont fait l'objet d'une taxe sur l'épargne à long terme telle qu'elle est fixée au Livre II, Titre VIII du Code des droits et taxes divers ou à l'article 119, 1°, de la loi du 28 décembre 1992 portant des dispositions fiscales, financières et diverses.

4.11 Epargne-pension

- A. Les pensions et les rentes d'une assurance-épargne sont soumises au précompte professionnel suivant les taux (sans réduction) repris ci-après :

MONTANT ANNUEL DE LA PENSION OU DE LA RENTE	POURCENTAGE DE PRECOMPTE PROFESSIONNEL DU SUR LE MONTANT TOTAL DE LA PENSION OU DE LA RENTE
jusqu'à 1.500,00 EUR	11,11
de 1.500,01 EUR à 2.500,00 EUR	16,15
supérieur à 2.500,00 EUR	21,20

- B. L'épargne de comptes-épargne et les capitaux et valeurs de rachat d'assurances-épargne qui, en vertu des articles 171, 1°*bis*, 174 et 515^{ter} du Code des impôts sur les revenus 1992 et en vertu de l'article 105 de la loi du 28 décembre 1992 portant des dispositions fiscales, financières et diverses, sont taxés distinctement à l'impôt des personnes physiques, sont soumis au précompte professionnel au taux de 8,08 p.c. (sans réduction), étant entendu qu'en ce qui concerne l'épargne, le montant imposable doit être déterminé conformément aux articles 34, § 3 et 515^{bis}, alinéa 3, du même Code.
- C. L'épargne de comptes-épargne et les capitaux et valeurs de rachat d'assurances-épargne qui, en vertu des articles 515^{bis}, alinéa 5 et 515^{ter} du Code des impôts sur les revenus 1992 et en vertu de l'article 104, alinéa 2, de la loi du 28 décembre 1992 portant des dispositions fiscales, financières et diverses, sont imposés distinctement à l'impôt des personnes physiques, sont soumis au précompte professionnel au taux de 16,66 p.c. (sans réduction), étant entendu qu'en ce qui concerne l'épargne, le montant imposable doit être déterminé conformément aux articles 34, § 3 et 515^{bis}, alinéa 3, du même Code.

L'alinéa précédent est également applicable à l'épargne, aux capitaux et valeurs de rachat qui sont visés à l'article 9, § 4, de l'arrêté royal du 22 décembre 1986 instaurant un régime d'épargne du troisième âge ou d'épargne-pension.

- D. Un précompte professionnel de 33,31 p.c. (sans réduction) est dû sur :
- 1° l'épargne de comptes-épargne et sur les capitaux et valeurs de rachat d'assurances-épargne qui, conformément à l'article 171, 1°, g, du Code des impôts sur les revenus 1992, sont taxés

distinctement à l'impôt des personnes physiques, étant entendu qu'en ce qui concerne l'épargne, le montant imposable doit être déterminé conformément aux articles 34, § 3, et 515*bis*, alinéa 3, du même Code;

- 2° l'épargne de comptes-épargne et sur les capitaux et valeurs de rachat d'assurances-épargne qui ne sont pas visés aux points B à D, 1°, ci-dessus. En outre, en ce qui concerne l'épargne, le montant imposable doit être déterminé conformément à l'article 515*bis*, alinéa 3, du même Code.

L'alinéa précédent est également applicable aux transferts visés à l'article 34, § 2, 3°, du même Code.

- E. Par dérogation aux points B à D ci-avant, aucun précompte professionnel ne doit être retenu dans l'éventualité et la mesure où l'épargne de comptes-épargne et les capitaux et valeurs de rachat d'assurances-épargne ont été octroyés en exécution de contrats qui ont fait l'objet d'une taxe sur l'épargne à long terme telle qu'elle est fixée au Livre II, Titre VIII du Code des droits et taxes divers, à l'exception de la perception anticipée de la taxe visée à l'article 185, § 4, du même Code, ou à l'article 119 de la loi du 28 décembre 1992 portant des dispositions fiscales, financières et diverses.

5. CHAPITRE V. -Revenus des non-résidents autres que ceux repris aux n^{os} 2.1, B et 3.1, B

Section 1^{ère}. - Rémunérations des travailleurs et revenus y assimilés

5.1 Par dérogation aux n^{os} 2.2 à 2.11 et 2.19, le précompte professionnel dû sur les rémunérations des travailleurs, payées ou attribuées à des non-résidents autres que ceux repris au n^o 2.1, B, est déterminé conformément aux règles suivantes.

Sous-section 1^{ère}. - Rémunérations mensuelles brutes ne dépassant pas 7.500 euros

5.2 Lorsque les rémunérations mensuelles brutes ne dépassent pas 7.500 euros, le précompte professionnel est déterminé suivant le barème III.

5.3 Du précompte professionnel déterminé suivant ce barème les réductions suivantes sont déduites :

- a) Réduction pour assurance de groupe et pour assurance extra-légale contre la vieillesse et le décès prématuré

Le précompte professionnel est diminué à concurrence de 30 p.c. :

- des retenues obligatoires effectuées en exécution d'un contrat d'assurance de groupe;
- des retenues obligatoires effectuées en exécution d'un règlement de prévoyance extra-légal d'assurance contre la vieillesse et le décès prématuré;
- des retenues qui ont trait à la continuation à titre individuel d'un engagement de pension visée à l'article 145³, alinéa 3, du Code des impôts sur les revenus 1992 ;
- des retenues qui ont trait à une pension libre complémentaire pour les travailleurs salariés visée à l'article 145³, alinéa 4, du Code précité.

- b) Réduction pour rémunérations suite à la prestation de travail supplémentaire donnant droit à un sursalaire est ensuite déduite

Il est accordé une réduction aux travailleurs qui ont presté, pendant la période imposable, un travail supplémentaire qui donne droit à un sursalaire en vertu de l'article 29 de la loi sur le travail du 16 mars 1971 ou de l'article 7 de l'arrêté royal n^o 213 du 26 septembre 1983 relatif à la durée du travail dans les entreprises ressortissant à la commission de la construction et qui :

- 1° soit sont soumis à la loi sur le travail du 16 mars 1971 et occupés par un employeur soumis à la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires ;
- 2° soit sont occupés, sous statut ou avec un contrat de travail, par une des entreprises publiques autonomes suivantes : la société anonyme de droit public Proximus, la société anonyme de droit public bpost, la société anonyme de droit public SNCB et la société anonyme de droit public Infrabel ;

3° soit sont occupés, sous statut ou avec un contrat de travail, par la société anonyme de droit public HR Rail.

Cette réduction s'applique seulement sur la base de calcul du sursalaire relatif aux 130 premières heures par an de travail supplémentaire que le travailleur a prestées.

Le maximum de 130 heures de travail supplémentaire déterminé à l'alinéa 2 est porté à 180 heures pour les travailleurs employés par des employeurs qui exécutent des travaux immobiliers à condition que ces derniers utilisent un système électronique d'enregistrement de présence visé au chapitre V, section 4, de la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail.

Le maximum de 130 heures de travail supplémentaire déterminé à l'alinéa 2 est porté à 360 heures pour les travailleurs employés par des employeurs qui ressortent de la commission paritaire de l'industrie hôtelière ou de la commission paritaire du travail intérimaire si l'utilisateur ressort de la commission paritaire de l'industrie hôtelière.

La réduction d'impôt n'est pas applicable au travail supplémentaire qui entre en considération pour l'application de l'article 38, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 30°, du Code des impôts sur les revenus 1992.

La réduction s'applique après la réduction visée sub a et est fixée à :

- pour une heure prestée à laquelle s'applique un sursalaire légal de 50 ou 100 p.c. : 57,75 p.c.;
- pour une heure prestée à laquelle s'applique un sursalaire légal de 20 p.c. : 66,81 p.c.,

du "montant brut social" des rémunérations (donc avant déduction des retenues obligatoires effectuées en exécution de la législation sociale ou d'un statut légal ou réglementaire y assimilé), qui a servi de base de calcul pour établir le sursalaire.

Sous-section 2. - Rémunérations mensuelles brutes supérieures à 7.500 euros

5.4 A. Lorsque les rémunérations mensuelles brutes dépassent 7.500 euros, le précompte professionnel est déterminé comme suit :

- a) la rémunération mensuelle brute est arrondie au multiple inférieur de 15 euros;
- b) le précompte professionnel sur ce montant arrondi est égal à 3.322,66 euros majorés de 53,50 p.c. de la partie de la rémunération mensuelle brute supérieure à 7.500 euros.

B. La réduction pour assurance de groupe et pour assurance extra-légale contre la vieillesse et le décès prématuré et la réduction pour rémunérations suite à la prestation de travail supplémentaire donnant droit à un sursalaire sont ensuite déduites du précompte professionnel calculé conformément au point A; ces réductions sont reprises au n° 5.3.

Sous-section 3. - Règles particulières

5.5 Paiements par quinzaine

Pour les rémunérations payées par quinzaine, le précompte professionnel est fixé à la moitié du précompte qui est dû, suivant la règle applicable aux rémunérations payées par mois et prévue au n° 5.2 ou 5.4, sur le montant qui correspond à deux fois la rémunération par quinzaine.

5.6 Paiements par semaine

Pour les rémunérations payées par semaine, le précompte professionnel est fixé au quart du précompte qui est dû, suivant la règle applicable aux rémunérations payées par mois et prévue au n° 5.2 ou 5.4, sur le montant qui correspond à quatre fois la rémunération par semaine.

5.7 Paiements par journée de travail

Pour les rémunérations payées par journée de travail, le précompte professionnel est fixé au vingtième du précompte qui est dû, suivant la règle applicable aux rémunérations payées par mois et prévue au n° 5.2 ou 5.4, sur le montant qui correspond à vingt fois la rémunération par journée de travail.

5.8 Allocations exceptionnelles

En ce qui concerne les allocations exceptionnelles (commissions, pécules de vacances, primes de fin d'année, etc.) payées par un employeur à des membres de son personnel en dehors des rémunérations normales, le précompte professionnel (sans réduction) est fixé suivant les taux prévus ci-après, eu égard au montant annuel des rémunérations brutes normales qui sont payées ou attribuées en Belgique au bénéficiaire des revenus.

MONTANT ANNUEL DES REMUNERATIONS BRUTES NORMALES		POURCENTAGE DE PRECOMPTE PROFESSIONNEL DU
1		2
de	0,01 EUR à 20.750,00 EUR	26,75
de	20.750,01 EUR à 28.310,00 EUR	42,80
de	28.310,01 EUR à 53.030,00 EUR	48,15
	supérieur à 53.030,00 EUR	53,50

5.9 Arriérés et indemnités de dédit

En ce qui concerne les arriérés de rémunérations (entre autres les rémunérations dont le paiement ou l'attribution n'a eu lieu, par le fait de l'autorité publique ou de l'existence d'un litige, qu'après l'expiration de la période imposable à laquelle elles se rapportent effectivement) et les indemnités de dédit, le précompte professionnel (sans réduction) est fixé suivant les taux prévus ci-après, eu égard à la rémunération de référence, c.-à-d. :

- soit le montant annuel de la rémunération brute normale payée ou attribuée en Belgique qui a été allouée au bénéficiaire des revenus immédiatement avant la révision qui a entraîné le paiement des arriérés;
- soit la rémunération qui a servi de base à la fixation de l'indemnité de dédit ou, à défaut de telle référence, la rémunération qui a été perçue par le bénéficiaire pendant sa dernière période d'activité normale au service de l'employeur qui paie l'indemnité.

REMUNERATION DE REFERENCE		POURCENTAGE DE PRECOMPTE PROFESSIONNEL DU
1		2
de	0,01 EUR à 18.890,00 EUR	26,75
de	18.890,01 EUR à 25.560,00 EUR	42,80
de	25.560,01 EUR à 47.350,00 EUR	48,15
	supérieure à 47.350,00 EUR	53,50

5.10 Rémunérations pour travail à la pièce

Le précompte professionnel dû sur les rémunérations allouées aux ouvriers travaillant à la pièce et dont les prestations irrégulières et non contrôlées par l'employeur ne sont pas exprimées en journées, semaines, quinzaines ou mois de travail, est déterminé d'après les règles prévues aux n^{os} 5.2 à 5.7, compte tenu de la période à laquelle les rémunérations se rapportent.

5.11 Travailleurs occasionnels dans le secteur horeca

Par dérogation aux règles précédentes, le précompte professionnel est fixé uniformément (sans réduction) à 33,31 p.c. sur les rémunérations pour des prestations faites durant au maximum 50 jours par année civile et qui sont payées ou attribuées aux travailleurs occasionnels occupés chez un employeur ressortissant de la commission paritaire de l'industrie hôtelière ou ressortissant de la commission paritaire pour le travail intérimaire si l'utilisateur relève de la commission paritaire de l'industrie hôtelière est, pour l'application de cet article, considéré comme un travailleur occasionnel pour autant que l'employeur et le travailleur concluent un contrat de travail pour une durée déterminée ou un contrat de travail pour un travail nettement défini pour un maximum de 2 jours consécutifs et pour lesquelles les cotisations sociales sont calculées sur un forfait horaire ou journalier tel que visé à l'article 31^{ter}, alinéa 2, de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs s'applique.

5.11/1 Travailleurs saisonniers dans l'agriculture et l'horticulture

Par dérogation à toutes les règles précédentes, le précompte professionnel est fixé uniformément (sans réduction) à 18,725 p.c. sur les rémunérations des travailleurs saisonniers dans l'agriculture et l'horticulture mentionnées ci-après :

- les rémunérations pour les prestations en tant que travailleur occasionnel dans l'agriculture ou l'horticulture visé à l'article 8bis de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs ;
- la prime de fin d'année et la prime de fidélité octroyées par le Fonds social et de garantie pour les entreprises horticoles aux travailleurs saisonniers visés au premier tiret ;
- les rémunérations pour les prestations en tant qu'ouvrier dans l'agriculture ou l'horticulture effectuées dans le cadre d'un contrat à durée déterminée ou pour un travail nettement défini de maximum 6 semaines d'affilée à la suite immédiate d'une occupation en tant que travailleur occasionnel dans l'agriculture ou l'horticulture auprès du même employeur ;
- le pécule de vacances relatif à la période d'occupation consécutive visée au troisième tiret.

Section 2. - Allocations de chômage avec complément d'entreprise

5.12. Par dérogation au n° 2.14, le précompte professionnel dû sur les allocations de chômage avec complément d'entreprise des travailleurs, payées ou attribuées à des non-résidents autres que ceux repris au n° 2.1, B, est déterminé conformément aux règles suivantes.

5.13 Allocations de chômage avec complément d'entreprise

Les indemnités payées ou attribuées aux travailleurs licenciés ou prépensionnés dans le cadre ou à l'occasion d'un régime d'allocations de chômage avec complément d'entreprise, sont exonérées du précompte professionnel pour autant que leur montant total n'excède pas le montant maximum prévu en matière d'allocations de chômage.

En ce qui concerne la partie du montant total de ces indemnités qui excède le montant maximum prévu ci-dessus en matière d'allocations de chômage, les débiteurs de cette partie doivent retenir et verser le précompte professionnel. Ce précompte professionnel est calculé sur le montant total des indemnités conformément aux règles prévues aux n°s 5.14 et 5.15.

5.14 Allocations de chômage avec complément d'entreprise mensuelles

A. Lorsque le montant total de ces indemnités mensuelles ne dépasse pas 7.500 euros, le précompte professionnel est déterminé suivant le barème III, colonne pensions.

B. Lorsque le montant total de ces indemnités mensuelles dépasse 7.500 euros, le précompte professionnel est déterminé comme suit :

- a) le montant total mensuel est arrondi au multiple inférieur de 15 euros;
- b) le précompte professionnel sur ce montant arrondi est égal à 3.419,50 euros majorés de 53,50 p.c. de la partie du montant total mensuel supérieure à 7.500 euros.

5.15 Allocations de chômage avec complément d'entreprise payées autrement que par mois

Pour les allocations de chômage avec complément d'entreprise payées autrement que par mois, le précompte professionnel s'élève au trentième du produit obtenu en multipliant le montant du précompte professionnel dû sur le montant total mensuel correspondant des allocations de chômage avec complément d'entreprise par le nombre de jours de la période à laquelle se rapporte les allocations de chômage avec complément d'entreprise.

Section 3. - Rémunérations des dirigeants d'entreprise

5.16 Par dérogation aux n°s 3.3 à 3.8, le précompte professionnel dû sur les rémunérations des dirigeants d'entreprise, payées ou attribuées à des non-résidents autres que ceux repris au n° 3.1, B, est déterminé conformément aux règles suivantes.

Sous-section 1^{ère}. - Rémunérations mensuelles brutes ne dépassant pas 7.500 euros

5.17 Lorsque les rémunérations mensuelles brutes ne dépassent pas 7.500 euros, le précompte professionnel est déterminé suivant le barème III, colonne dirigeants d'entreprise.

5.18. Le précompte professionnel déterminé suivant ce barème est diminué à concurrence de 30 p.c. :

- des retenues obligatoires effectuées en exécution d'un contrat d'assurance de groupe;
- des retenues obligatoires effectuées en exécution d'un règlement de prévoyance extra-légal d'assurance contre la vieillesse et le décès prématuré;
- des retenues qui ont trait à la continuation à titre individuel d'un engagement de pension visée à l'article 145³, alinéa 3, du Code des impôts sur les revenus 1992.

Sous-section 2. - Rémunérations mensuelles brutes supérieures à 7.500 euros

5.19 Lorsque les rémunérations mensuelles brutes dépassent 7.500 euros, le précompte professionnel est déterminé comme suit :

- a) la rémunération mensuelle brute est arrondie au multiple inférieur de 15 euros;
- b) le précompte professionnel sur ce montant arrondi est égal à 3.428,77 euros majorés de 53,50 p.c. de la partie de la rémunération mensuelle brute supérieure à 7.500 euros.

5.20 Le précompte professionnel déterminé conformément au n° 5.19 peut encore être diminué de la réduction pour assurance de groupe et pour assurance extra-légale contre la vieillesse et le décès prématuré; cette réduction est reprise au n° 5.18.

Sous-section 3. - Règles particulières

5.21 Paiements périodiques effectués autrement que par mois

Pour les rémunérations périodiques payées autrement que par mois, le précompte professionnel s'élève au vingtième du produit obtenu en multipliant le montant du précompte professionnel dû, suivant la règle reprise au n° 5.17 ou 5.19, sur la rémunération mensuelle correspondante par le nombre de journées de travail de la période à laquelle se rapporte la rémunération.

5.22 Rémunérations non périodiques

Le précompte professionnel dû sur les rémunérations non périodiques est égal à douze fois la différence entre :

- d'une part, le précompte qui, suivant les règles prévues aux n°s 5.17 à 5.21, est dû sur un revenu égal aux rémunérations périodiques du mois au cours duquel la rémunération non périodique est payée ou attribuée, augmenté d'un douzième de la rémunération non périodique;
- d'autre part, le précompte qui, suivant les mêmes règles, est dû sur les rémunérations périodiques du mois au cours duquel la rémunération non périodique est payée ou attribuée.

Section 4. - Rentes alimentaires et capitaux visés à l'article 90, alinéa 1^{er}, 3° et 4°, du Code des impôts sur les revenus 1992, versés à des non-résidents

5.23 Rentes

Le précompte professionnel dû sur le montant des rentes visées à l'article 90, alinéa 1^{er}, 3° et 4°, du Code des impôts sur les revenus 1992, que des habitants du Royaume versent à des non-résidents, est égal à 26,75 p.c. des 80 p.c. du montant de ces rentes.

5.24 Capitaux

Lorsque les rentes visées au n° 5.23 sont remplacées par un capital payé à un non-résident, le précompte professionnel est dû au taux de 26,75 p.c. sur les 80 p.c. de ce capital.

Section 5. - Revenus mentionnés à l'article 87, 5°, a à c, e et f, du présent arrêté, payés ou attribués à des non-résidents visés à la même disposition

5.25 Base de perception et taux

En ce qui concerne les revenus mentionnés à l'article 87, 5°, a à c, e et f du présent arrêté, payés ou attribués à des non-résidents visés au même article, le précompte professionnel dû est fixé suivant la distinction établie ci-après :

- a) à 30,28 p.c. de leur montant brut en ce qui concerne les bénéfices et profits mentionnés à l'article 87, 5°, a;
- b) conformément aux règles et aux taux prévus au n° 2.17, en ce qui concerne les revenus mentionnés à l'article 87, 5°, b;
- c) à 2,50 p.c. du montant brut des primes relatives aux opérations traitées en Belgique en ce qui concerne les bénéfices mentionnés à l'article 87, 5°, c;
- d) à 24,25 p.c. de leur montant brut en ce qui concerne les bénéfices mentionnés à l'article 87, 5°, e ;
- e) 25 p.c. des revenus visés à l'article 87, 5°, f (après déduction d'un montant forfaitaire de frais égal à 50 p.c. du montant brut des revenus). Le montant de ce précompte est toutefois limité au montant maximum de la retenue à la source prévue par une convention préventive de la double imposition applicable.

Section 6. - Revenus des artistes du spectacle non-résidents

5.26 Base de perception et taux

Par dérogation aux dispositions des chapitres II et V et du n°5.25, a et b, le précompte professionnel est fixé uniformément à 18 p.c. du montant brut des revenus mentionnés à l'article 228, §2, 8°, du Code des impôts sur les revenus 1992, diminué d'un montant forfaitaire de frais repris dans le tableau ci-après :

NATURE DES FRAIS	MONTANT
1. frais de déplacement :	300,00 EUR
2. frais de nourriture et autres menues dépenses :	37,50 EUR
3. frais de logement :	62,50 EUR
Total :	400,00 EUR

Le forfait est déterminé par redevable du précompte professionnel en fonction des jours de prestation en Belgique pour lesquels l'artiste du spectacle est rétribué. Le nombre de jours de prestation doit toutefois être limité par redevable du précompte professionnel pour chaque artiste du spectacle à 10 jours par année civile.

Les montants suivants peuvent être pris en considération :

- 400 euros pour le premier jour, par artiste ;
- 100 euros pour chaque jour de prestation suivant, par artiste.

Section 7. - Bénéfices et profits des associés ou membres non-résidents de sociétés ou associations sans personnalité juridique visées à l'article 29 du Code des impôts sur les revenus 1992, mentionnés à l'article 229, § 3, du même Code

5.27 Base de perception et taux

Les revenus de chaque associé ou membre visés à l'article 87, 7°, du présent arrêté sont soumis au précompte professionnel suivant les distinctions suivantes :

- A. Les revenus qui sont considérés comme attribués à des non-habitants du Royaume visés à l'article 227, 1°, du Code des impôts sur les revenus 1992 : le précompte professionnel est fixé suivant les taux ci-après (sans réduction) :

MONTANT TOTAL DES BENEFICES OU PROFITS DE CHAQUE ASSOCIE OU MEMBRE	PRECOMPTE PROFESSIONNEL DU
de 0,01 EUR à 13.860,00 EUR	26,75 p.c.
de 13.860,01 EUR à 20.530,00 EUR	3.707,55 EUR + 42,80 p.c. de la tranche au-delà de 13.860,00 EUR
de 20.530,01 EUR à 42.320,00 EUR	6.562,31 EUR + 48,15 p.c. de la tranche au-delà de 20.530,00 EUR
supérieur à 42.320,00 EUR	17.054,20 EUR + 53,50 p.c. de la tranche au-delà de 42.320,00 EUR

- B. Les revenus qui sont considérés comme attribués à des non-résidents visés à l'article 227, 2°, du Code précité : le précompte professionnel est fixé uniformément à 25,00 p.c.

Section 8. - Plus-values visées à l'article 87, 8°, du présent arrêté, réalisées par des non-résidents, dans le cadre de leur activité professionnelle

5.28 Les plus-values visées à l'article 87, 8°, du présent arrêté, déterminées conformément à l'article 235, 1° ou 2°, du Code des impôts sur les revenus 1992 sont soumises au précompte professionnel, selon les distinctions suivantes :

- A. Les plus-values réalisées par des non-résidents visés à l'article 227, 1°, du Code précité, sont soumises au précompte professionnel aux taux fixés au n° 5.27, A (sans réduction).

Par dérogation à l'alinéa précédent, les plus-values réalisées sur des biens immobiliers affectés à l'exercice de l'activité professionnelle depuis plus de 5 ans au moment de leur aliénation, sont soumises au précompte professionnel au taux de 17,66 p.c. (sans réduction).

- B. Les plus-values réalisées par des non-résidents visés à l'article 227, 2°, du Code précité sont soumises au précompte professionnel au taux de 25,00 p.c.

Par dérogation à l'alinéa précédent, les plus-values réalisées à l'occasion de l'apport rémunéré exclusivement par des actions ou parts nouvelles d'un bien immobilier dans une société d'investissement à capital fixe en biens immobiliers ou dans une société immobilière réglementée pour autant qu'elles bénéficient de l'application du régime prévu à l'article 185bis, du code précité, sont soumises au précompte professionnel au taux de 12,50 p.c.

6. CHAPITRE VI. – Revenus des sportifs, arbitres, formateurs, entraîneurs et accompagnateurs

6.1 Les revenus que les sportifs, arbitres, formateurs, entraîneurs et accompagnateurs perçoivent pendant la période imposable pour leurs prestations sportives ou arbitrales ou pour leurs activités de formation, d'encadrement ou de soutien des sportifs, sont soumis au précompte professionnel conformément aux règles suivantes:

- A. habitants du royaume

1. rémunérations visées à l'article 30, 1°, du Code des impôts sur les revenus 1992 des sportifs qui ont atteint l'âge de 16 ans mais qui ont moins de 26 ans au 1^{er} janvier 2021: voir n° 6.2;
2. rémunérations visées à l'article 30, 1°, du Code précité des sportifs qui ont atteint l'âge de 26 ans au 1^{er} janvier 2021 et des arbitres, formateurs, entraîneurs et accompagnateurs, à condition qu'ils perçoivent d'une autre activité professionnelle des revenus professionnels qui atteignent un montant brut imposable total plus élevé que le montant brut imposable total des rémunérations perçues de la totalité de leurs activités précitées dans le secteur du sport tel qu'il est déterminé à l'article 171, 1°, i, du Code précité: voir n° 6.3;
3. rémunérations des habitants du royaume qui ne sont pas visés au 1 ou au 2: ces rémunérations sont soumises aux dispositions du chapitre II;

- B. sportifs non-résidents

1. revenus perçus personnellement par des non-résidents qui exercent personnellement en Belgique une activité de sportif, durant 30 jours au maximum, à calculer par période de 12 mois successifs et par débiteur de revenus: voir n° 5.26;

2. non-résidents qui exercent personnellement en Belgique une activité de sportif, durant plus de 30 jours, à calculer par période de 12 mois et par débiteur de revenus:
 - a) rémunérations visées à l'article 30, 1°, du Code précité perçues personnellement par des sportifs qui ont atteint l'âge de 16 ans mais qui ont moins de 26 ans au 1^{er} janvier 2021: voir n° 6.2;
 - b) revenus professionnels, à l'exception des rémunérations de dirigeants d'entreprise, perçus personnellement par des sportifs qui ont atteint l'âge de 26 ans au 1^{er} janvier 2021, à condition qu'ils perçoivent d'une autre activité professionnelle des revenus professionnels qui atteignent un montant brut imposable total plus élevé que le montant brut imposable total des revenus professionnels perçus de leur activité de sportif tel qu'il est déterminé à l'article 171, 1°, i, du Code précité : voir n° 6.3;
 3. revenus d'une activité exercée personnellement en Belgique en tant que sportifs, indépendamment de la durée et attribués à une autre personne physique ou à une personne morale : voir le n° 5.26;
 4. revenus des sportifs non visés au 1, au 2 ou au 3 : voir, en ce qui concerne les rémunérations et en tenant compte de l'assimilation (n° 2.1, B) ou non à un habitant du royaume, le chapitre II ou le chapitre V et, en ce qui concerne les autres revenus, le numéro 2.17;
- C. arbitres, formateurs, entraîneurs et accompagnateurs non-résidents
1. revenus professionnels, à l'exception des rémunérations de dirigeants d'entreprise, des arbitres, formateurs, entraîneurs et accompagnateurs, à condition qu'ils perçoivent d'une autre activité professionnelle des revenus professionnels qui atteignent un montant brut imposable total plus élevé que le montant brut imposable total des revenus professionnels perçus de la totalité de leurs activités précitées dans le secteur du sport tel qu'il est déterminé à l'article 171, 1°, i, du Code précité : voir n° 6.3;
 2. revenus professionnels des arbitres, formateurs, entraîneurs et accompagnateurs non visés au 1: voir, en ce qui concerne les rémunérations et en tenant compte de l'assimilation (n° 2.1, B) ou non à un habitant du royaume, le chapitre II ou le chapitre V et, en ce qui concerne les autres revenus, le n° 2.17.

6.2 Rémunérations des sportifs visés au n° 6.1, A, 1 et B, 2, a :

Le précompte professionnel est établi comme suit :

A. Le revenu mensuel ne dépasse pas 1.749 euros :

Le précompte professionnel est égal à 16,66 p.c. de ce montant (sans réduction);

B. Le revenu mensuel est supérieur à 1.749 euros :

- a. Le précompte professionnel sur la première tranche de 1.749 euros est égal à 291,38 euros;
- b. Sur la différence entre le revenu mensuel et 1.749 euros, le précompte professionnel est appliqué différemment selon la nature des revenus et la qualité du bénéficiaire:

1. Rémunérations des habitants du royaume et des non-résidents assimilés visés au n° 2.1,B. :

La différence entre le revenu mensuel et 1.749 euros est arrondie au multiple inférieur de 15 euros et ensuite le précompte professionnel est calculé suivant les barèmes I et II. Sur ce précompte professionnel ainsi calculé, on peut encore appliquer les réductions suivantes pour :

- enfants à charge (voir n° 2.2, A, a);
- autres charges de famille (voir n° 2.2, A, b);
- assurance de groupe et assurance extra-légale contre la vieillesse et le décès prématuré (voir n° 2.2, A, c);
- les rémunérations des personnes physiques à bas revenus, autres que les personnes qui, autrement qu'en vertu d'un contrat de travail, exécutent des prestations de travail dans le secteur public (voir n° 2.2, A, e);
- les rémunérations des travailleurs à bas revenus qui ont droit au bonus à l'emploi (voir n° 2.2, A, f).

2. Rémunérations des autres non-résidents :

La différence entre le revenu mensuel et 1.749 euros est arrondie au multiple inférieur de 15 euros et ensuite le précompte professionnel y est calculé suivant le barème III.

c. Le précompte professionnel dû est égal à a + b.

6.3 Rémunérations visées au n° 6.1, A, 2 et revenus professionnels visés au n° 6.1, B, 2, b et C.1.

Le précompte professionnel est établi comme suit :

A. Le revenu mensuel ne dépasse pas 1.749 euros :

le précompte professionnel est égal à 33,31 p.c. de ce montant (sans réduction);

B. Le revenu mensuel est supérieur à 1.749 euros :

a) le précompte professionnel sur la première tranche de 1.749 euros est égal à 582,59 euros;

b) sur la différence entre le revenu mensuel et 1.749 euros, le précompte professionnel est appliqué différemment selon la nature des revenus et la qualité du bénéficiaire :

1. Rémunérations des habitants du royaume et des non-résidents assimilés visés au n° 2.1,B.

La différence entre le revenu mensuel et 1.749 euros est arrondie au multiple inférieur de 15 euros et ensuite le précompte professionnel est calculé suivant les barèmes I et II. Sur ce précompte professionnel ainsi calculé, on peut encore appliquer les réductions suivantes pour :

- enfants à charge (voir n° 2.2, A, a);
- autres charges de famille (voir n° 2.2, A, b);
- assurance de groupe et assurance extra-légale contre la vieillesse et le décès prématuré (voir n° 2.2, A, c);
- les rémunérations des personnes physiques à bas revenus, autres que les personnes qui, autrement qu'en vertu d'un contrat de travail, exécutent des prestations de travail dans le secteur public (voir n° 2.2, A, e);
- les rémunérations des travailleurs à bas revenus qui ont droit au bonus à l'emploi (voir n° 2.2, A, f).

2. Rémunérations des autres non-résidents :

La différence entre le revenu mensuel et 1.749 euros est arrondie au multiple inférieur de 15 euros et ensuite le précompte professionnel est calculé suivant le barème III.

c. Le précompte professionnel dû est égal à a + b.

7. CHAPITRE VII.- Divers

Section 1^{ère}. -Jetons de présence

7.1 Jetons de présence constituant des profits visés à l'article 23, § 1^{er}, 2^o, du Code des impôts sur les revenus 1992

Les jetons de présence payés ou attribués à des personnes pour lesquelles ces jetons de présence constituent des profits visés à l'article 23, § 1^{er}, 2^o, du Code des impôts sur les revenus 1992 (membres des conseils provinciaux et communaux, des conseils d'agglomération, des conseils d'aide sociale, des comités de gestion d'établissements ou organismes publics, etc.), sont soumis au précompte professionnel, pour leur montant brut, aux taux repris au n° 2.17.

Section 1/1. - Revenus visés à l'article 90, alinéa 1^{er}, 1^o bis, du Code des impôts sur les revenus 1992

7.1./1 Base de perception et taux

Le précompte professionnel s'élève à 10,70 p.c. du montant brut, c'est-à-dire le montant qui a effectivement été payé ou attribué par la plateforme ou par l'intermédiaire de la plateforme, majoré de toutes les sommes qui ont été retenues par la plateforme ou par l'intermédiaire de la plateforme.

Section 2. - Prix, subsides, rentes ou pensions visés à l'article 90, alinéa 1^{er}, 2^o, du Code des impôts sur les revenus 1992

7.2 Base de perception et taux

Le précompte professionnel est dû au taux de 18,17 p.c. sur le montant brut des prix, subsides, rentes ou pensions payés ou attribués, en Belgique, à des savants, écrivains ou artistes, par des pouvoirs publics ou par des organismes publics sans but lucratif, belges ou étrangers, à l'exclusion des sommes payées ou attribuées à titre de rémunérations pour services rendus et qui constituent des revenus professionnels.

Toutefois, le précompte professionnel est dû au taux de 26,75 p.c. sur le montant brut des prix, subsides, rentes ou pensions payés ou attribués à des savants, écrivains ou artistes non-résidents, par des pouvoirs publics ou par des organismes publics belges, à l'exclusion des sommes payées ou attribuées à titre de rémunérations pour services rendus et qui constituent des revenus professionnels.

7.3 Exonération

En ce qui concerne les prix et subsides payés ou attribués pendant deux ans, aucun précompte professionnel n'est dû sur la première tranche de 4.270 euros.

En outre, les prix et subsides exonérés en vertu de l'article 53 du présent arrêté ne sont pas soumis au précompte professionnel.

Section 3. - Indemnités personnelles visées aux articles 90, alinéa 1^{er}, 12^o, et 228, § 2, 9^o, k, du Code des impôts sur les revenus 1992

7.4 Base de perception et taux

Le précompte professionnel s'élève à 33,31 p.c. du montant net (c.à.d. le montant brut imposable diminué d'un forfait de 10 p.c. de frais) des indemnités personnelles provenant de l'exploitation d'une découverte visées aux articles 90, alinéa 1^{er}, 12^o, et 228, § 2, 9^o, k, du Code des impôts sur les revenus 1992.

8. CHAPITRE VIII. -Retenues complémentaires

8.1 Généralités

A. Les débiteurs du précompte professionnel DOIVENT, au plus tard à partir du premier paiement effectué au cours du deuxième mois qui suit la date de la demande écrite qui leur en est faite par le bénéficiaire des revenus, effectuer sur ceux-ci des retenues de précompte professionnel complémentaires à celles qui sont visées aux n^{os} 1.1 à 7.4.

Ces retenues complémentaires doivent être faites, lors de chaque paiement ou attribution de revenus et elles doivent consister en une somme fixe proposée par le bénéficiaire lui-même dans sa demande.

La demande précitée lie le bénéficiaire des revenus jusqu'à révocation de celle-ci. Une révocation n'aura d'effet qu'à partir du premier paiement effectué au cours du troisième mois qui suit cette révocation.

B. Outre ce qui est prévu au point A, les débiteurs du précompte professionnel ONT LA FACULTE, sur demande des bénéficiaires, de retenir sur les revenus qu'ils paient ou attribuent, des montants supérieurs à ceux déterminés suivant les règles des n^{os} 1.1 à 7.4.

8.2 Précompte professionnel visé à l'article 158 du Code des impôts sur les revenus 1992

En ce qui concerne les rémunérations mentionnées aux n^{os} 3.1 à 3.8, les retenues complémentaires visées au n^o 8.1 doivent, pour pouvoir être considérées comme précompte professionnel pour l'application de l'article 158 du Code des impôts sur les revenus 1992 :

- a) être opérées sur toutes les rémunérations fixes et variables que l'employeur paie ou attribue aux bénéficiaires, au cours de l'année;
- b) être versées au receveur des contributions dans le délai imparti;
- c) en outre, lorsqu'il s'agit de retenues complémentaires visées au n^o 8.1, B:
 - soit, représenter une quotité uniforme du précompte professionnel dû, calculé comme il est indiqué aux n^{os} 3.1 à 3.8;
 - soit, représenter la différence entre le montant calculé à un taux forfaitaire pour l'année entière et le précompte professionnel calculé conformément aux n^{os} 3.1 à 3.8.

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 9 décembre 2021.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le ministre des Finances,

V. VAN PETEGHEM

BAREME I

CE BAREME EST APPLICABLE :

- LORSQUE LE BENEFICIAIRE DES REVENUS EST UN ISOLE;
- LORSQUE LE CONJOINT DU BENEFICIAIRE DES REVENUS A EGALEMENT DES REVENUS PROFESSIONNELS PROPRES.

* * *

PRECOMPTE PROFESSIONNEL DU SUR :

- LES REMUNERATIONS DES TRAVAILLEURS : COLONNE (2)
 - LES REMUNERATIONS DES DIRIGEANTS D'ENTREPRISE : COLONNE (3)
 - LES PENSIONS ET RENTES : COLONNE (4)
- PAYEES OU ATTRIBUEES PAR MOIS A PARTIR DU 1ER JANVIER 2022.

* * *

LES MONTANTS INDiques DANS LA COLONNE (1) REPRESENTENT LES REVENUS BRUTS DIMINUES DES RETENUES ET CHARGES VISEES AU NO 1 DES REGLES D'APPLICATION.

LORSQU'UN REVENU SE SITUE ENTRE DEUX MONTANTS INDiques DANS LA COLONNE (1), LE PRECOMPTE PROFESSIONNEL DU EST CELUI QUI FIGURE EN REGARD DU MOINS ELEVE DE CES DEUX MONTANTS.

* * *

LE PRECOMPTE PROFESSIONNEL QUI FIGURE AU BAREME PEUT ENCORE ETRE DIMINUE DES REDUCTIONS POUR ENFANTS A CHARGE ET POUR AUTRES CHARGES DE FAMILLE (VOIR NOS 2.2.A, 3.3.A ET 4.1.A DES REGLES D'APPLICATION).

(1)	(2)	(3)	(4)	(1)	(2)	(3)	(4)
720,00		1,57		1245,00	47,88	146,25	
735,00		5,47		1260,00	50,69	152,48	
750,00		9,36		1275,00	53,50	158,70	
765,00		13,25		1290,00	56,30	164,93	
780,00		17,14		1305,00	59,11	171,16	
795,00		21,03		1320,00	61,92	177,38	
810,00		24,93		1335,00	64,73	183,61	4,33
825,00		28,82		1350,00	67,54	189,84	10,75
840,00		32,71		1365,00	70,35	196,07	17,17
855,00		36,60		1380,00	73,16	202,29	23,59
870,00		40,49		1395,00	75,97	208,52	30,01
885,00		44,39		1410,00	79,80	214,75	36,43
900,00		48,28		1425,00	83,81	220,98	42,85
915,00		52,17		1440,00	87,82	227,20	49,27
930,00		56,06		1455,00	91,84	233,43	55,69
945,00		59,96		1470,00	95,85	239,66	62,11
960,00		63,85		1485,00	99,86	245,89	68,53
975,00		67,74		1500,00	103,87	252,11	74,95
990,00	0,13	71,63		1515,00	107,89	258,34	81,37
1005,00	2,94	75,52		1530,00	111,90	264,57	87,79
1020,00	5,75	79,42		1545,00	115,91	270,80	94,21
1035,00	8,56	83,31		1560,00	119,92	277,02	100,63
1050,00	11,36	87,20		1575,00	124,07	283,25	107,05
1065,00	14,17	91,09		1590,00	130,49	289,48	113,47
1080,00	16,98	94,98		1605,00	136,91	295,71	119,89
1095,00	19,79	98,88		1620,00	143,33	301,93	126,31
1110,00	22,60	102,77		1635,00	149,75	308,16	132,73
1125,00	25,41	106,66		1650,00	156,17	314,39	139,15
1140,00	28,22	110,55		1665,00	162,59	320,62	145,57
1155,00	31,03	114,44		1680,00	169,01	326,84	151,99
1170,00	33,83	118,34		1695,00	175,43	333,07	158,41
1185,00	36,64	122,23		1710,00	181,85	339,30	164,83
1200,00	39,45	127,57		1725,00	188,27	345,52	171,25
1215,00	42,26	133,79		1740,00	194,69	351,75	178,43
1230,00	45,07	140,02		1755,00	201,11	357,98	185,65
							192,88

(1)	(2)	(3)	(4)	(1)	(2)	(3)	(4)
1770,00	207,53	364,53	200,10	2295,00	441,06	609,74	468,95
1785,00	213,95	371,54	207,32	2310,00	448,28	616,74	477,11
1800,00	220,37	378,54	214,54	2325,00	455,50	623,75	485,26
1815,00	226,79	385,55	221,77	2340,00	462,73	630,75	493,42
1830,00	233,21	392,55	228,99	2355,00	469,95	637,76	501,58
1845,00	239,63	399,56	236,21	2370,00	477,17	644,76	509,73
1860,00	246,05	406,57	243,43	2385,00	484,39	651,77	517,89
1875,00	252,47	413,57	250,66	2400,00	491,62	658,78	526,04
1890,00	258,89	420,58	257,88	2415,00	498,84	665,78	534,20
1905,00	265,31	427,58	265,10	2430,00	506,06	672,79	542,35
1920,00	271,73	434,59	272,32	2445,00	513,28	679,79	550,51
1935,00	278,15	441,60	279,55	2460,00	520,51	686,80	558,66
1950,00	284,57	448,60	286,77	2475,00	527,73	693,81	566,82
1965,00	290,99	455,61	293,99	2490,00	534,95	700,81	574,97
1980,00	297,41	462,61	301,21	2505,00	542,17	707,82	583,13
1995,00	303,83	469,62	308,44	2520,00	549,40	714,82	591,29
2010,00	310,25	476,62	315,66	2535,00	556,62	721,83	599,44
2025,00	316,67	483,63	322,88	2550,00	563,84	728,83	607,60
2040,00	323,09	490,64	330,31	2565,00	571,06	735,84	615,75
2055,00	329,51	497,64	338,47	2580,00	578,29	742,85	623,91
2070,00	335,93	504,65	346,62	2595,00	585,51	749,85	632,06
2085,00	342,35	511,65	354,78	2610,00	592,73	756,86	640,22
2100,00	348,77	518,66	362,93	2625,00	599,95	763,86	648,37
2115,00	355,19	525,67	371,09	2640,00	607,18	770,87	656,53
2130,00	361,61	532,67	379,24	2655,00	614,40	777,88	664,68
2145,00	368,83	539,68	387,40	2670,00	621,62	784,88	672,84
2160,00	376,06	546,68	395,56	2685,00	628,84	791,89	680,99
2175,00	383,28	553,69	403,71	2700,00	636,07	798,89	689,15
2190,00	390,50	560,69	411,87	2715,00	643,29	805,90	697,31
2205,00	397,72	567,70	420,02	2730,00	650,51	812,90	705,46
2220,00	404,95	574,71	428,18	2745,00	657,73	819,91	713,62
2235,00	412,17	581,71	436,33	2760,00	664,96	826,92	721,77
2250,00	419,39	588,72	444,49	2775,00	672,18	833,92	729,93
2265,00	426,61	595,72	452,64	2790,00	679,40	840,93	738,08
2280,00	433,84	602,73	460,80	2805,00	686,62	847,93	746,24

(1)	(2)	(3)	(4)	(1)	(2)	(3)	(4)
2820,00	693,85	854,94	754,39	3345,00	946,63	1100,14	1039,83
2835,00	701,07	861,95	762,55	3360,00	953,86	1107,15	1047,99
2850,00	708,29	868,95	770,70	3375,00	961,08	1114,15	1056,14
2865,00	715,51	875,96	778,86	3390,00	968,30	1121,16	1064,30
2880,00	722,74	882,96	787,01	3405,00	975,52	1128,17	1072,45
2895,00	729,96	889,97	795,17	3420,00	982,75	1135,17	1080,61
2910,00	737,18	896,97	803,33	3435,00	989,97	1142,18	1088,76
2925,00	744,40	903,98	811,48	3450,00	997,19	1149,18	1096,92
2940,00	751,63	910,99	819,64	3465,00	1004,41	1156,19	1105,08
2955,00	758,85	917,99	827,79	3480,00	1011,64	1163,20	1113,23
2970,00	766,07	925,00	835,95	3495,00	1018,86	1170,20	1121,39
2985,00	773,29	932,00	844,10	3510,00	1026,08	1177,21	1129,54
3000,00	780,52	939,01	852,26	3525,00	1033,30	1184,21	1137,70
3015,00	787,74	946,01	860,41	3540,00	1040,53	1191,22	1146,57
3030,00	794,96	953,02	868,57	3555,00	1047,75	1198,22	1155,52
3045,00	802,18	960,03	876,72	3570,00	1054,97	1205,23	1164,48
3060,00	809,41	967,03	884,88	3585,00	1062,19	1212,24	1173,44
3075,00	816,63	974,04	893,03	3600,00	1069,42	1219,24	1182,40
3090,00	823,85	981,04	901,19	3615,00	1076,64	1226,25	1191,35
3105,00	831,07	988,05	909,35	3630,00	1083,86	1233,25	1200,31
3120,00	838,30	995,06	917,50	3645,00	1091,08	1240,74	1209,27
3135,00	845,52	1002,06	925,66	3660,00	1098,31	1248,52	1218,23
3150,00	852,74	1009,07	933,81	3675,00	1105,53	1256,31	1227,19
3165,00	859,96	1016,07	941,97	3690,00	1112,75	1264,09	1236,14
3180,00	867,19	1023,08	950,12	3705,00	1119,97	1271,88	1245,10
3195,00	874,41	1030,08	958,28	3720,00	1127,20	1279,66	1254,06
3210,00	881,63	1037,09	966,43	3735,00	1134,42	1287,45	1263,02
3225,00	888,85	1044,10	974,59	3750,00	1141,64	1295,23	1271,98
3240,00	896,08	1051,10	982,74	3765,00	1148,86	1303,01	1280,93
3255,00	903,30	1058,11	990,90	3780,00	1156,09	1310,80	1289,89
3270,00	910,52	1065,11	999,05	3795,00	1163,31	1318,58	1298,85
3285,00	917,74	1072,12	1007,21	3810,00	1170,53	1326,37	1307,81
3300,00	924,97	1079,13	1015,37	3825,00	1177,75	1334,15	1316,77
3315,00	932,19	1086,13	1023,52	3840,00	1184,98	1341,94	1325,72
3330,00	939,41	1093,14	1031,68	3855,00	1192,20	1349,72	1334,68

(1)	(2)	(3)	(4)	(1)	(2)	(3)	(4)
3870,00	1199,42	1357,50	1343,64	4395,00	1476,24	1629,95	1637,16
3885,00	1206,64	1365,29	1352,60	4410,00	1484,26	1637,74	1645,18
3900,00	1213,87	1373,07	1361,55	4425,00	1492,29	1645,52	1653,21
3915,00	1221,09	1380,86	1370,51	4440,00	1500,31	1653,31	1661,23
3930,00	1228,31	1388,64	1379,47	4455,00	1508,34	1661,09	1669,26
3945,00	1235,53	1396,43	1388,43	4470,00	1516,36	1668,87	1677,28
3960,00	1243,51	1404,21	1397,39	4485,00	1524,39	1676,66	1685,31
3975,00	1251,54	1411,99	1406,34	4500,00	1532,41	1684,44	1693,33
3990,00	1259,56	1419,78	1415,30	4515,00	1540,44	1692,23	1701,36
4005,00	1267,59	1427,56	1424,26	4530,00	1548,46	1700,01	1709,38
4020,00	1275,61	1435,35	1433,22	4545,00	1556,49	1707,80	1717,41
4035,00	1283,64	1443,13	1442,18	4560,00	1564,51	1715,58	1725,43
4050,00	1291,66	1450,92	1451,13	4575,00	1572,54	1723,36	1733,46
4065,00	1299,69	1458,70	1460,09	4590,00	1580,56	1731,15	1741,48
4080,00	1307,71	1466,48	1468,63	4605,00	1588,59	1738,93	1749,51
4095,00	1315,74	1474,27	1476,66	4620,00	1596,61	1746,72	1757,53
4110,00	1323,76	1482,05	1484,68	4635,00	1604,64	1754,50	1765,56
4125,00	1331,79	1489,84	1492,71	4650,00	1612,66	1762,29	1773,58
4140,00	1339,81	1497,62	1500,73	4665,00	1620,69	1770,07	1781,61
4155,00	1347,84	1505,41	1508,76	4680,00	1628,71	1777,85	1789,63
4170,00	1355,86	1513,19	1516,78	4695,00	1636,74	1785,64	1797,66
4185,00	1363,89	1520,97	1524,81	4710,00	1644,76	1793,42	1805,68
4200,00	1371,91	1528,76	1532,83	4725,00	1652,79	1801,21	1813,71
4215,00	1379,94	1536,54	1540,86	4740,00	1660,81	1808,99	1821,73
4230,00	1387,96	1544,33	1548,88	4755,00	1668,84	1816,78	1829,76
4245,00	1395,99	1552,11	1556,91	4770,00	1676,86	1824,56	1837,78
4260,00	1404,01	1559,89	1564,93	4785,00	1684,89	1832,34	1845,81
4275,00	1412,04	1567,68	1572,96	4800,00	1692,91	1840,13	1853,83
4290,00	1420,06	1575,46	1580,98	4815,00	1700,94	1847,91	1861,86
4305,00	1428,09	1583,25	1589,01	4830,00	1708,96	1855,70	1869,88
4320,00	1436,11	1591,03	1597,03	4845,00	1716,99	1863,48	1877,91
4335,00	1444,14	1598,82	1605,06	4860,00	1725,01	1871,26	1885,93
4350,00	1452,16	1606,60	1613,08	4875,00	1733,04	1879,05	1893,96
4365,00	1460,19	1614,38	1621,11	4890,00	1741,06	1886,83	1901,98
4380,00	1468,21	1622,17	1629,13	4905,00	1749,09	1894,62	1910,01

(1)	(2)	(3)	(4)	(1)	(2)	(3)	(4)
4920,00	1757,11	1902,40	1918,03	5445,00	2037,99	2174,85	2198,91
4935,00	1765,14	1910,19	1926,06	5460,00	2046,01	2182,63	2206,93
4950,00	1773,16	1917,97	1934,08	5475,00	2054,04	2190,42	2214,96
4965,00	1781,19	1925,75	1942,11	5490,00	2062,06	2198,20	2222,98
4980,00	1789,21	1933,54	1950,13	5505,00	2070,09	2205,99	2231,01
4995,00	1797,24	1941,32	1958,16	5520,00	2078,11	2213,77	2239,03
5010,00	1805,26	1949,11	1966,18	5535,00	2086,14	2221,56	2247,06
5025,00	1813,29	1956,89	1974,21	5550,00	2094,16	2229,34	2255,08
5040,00	1821,31	1964,68	1982,23	5565,00	2102,19	2237,12	2263,11
5055,00	1829,34	1972,46	1990,26	5580,00	2110,21	2244,91	2271,13
5070,00	1837,36	1980,24	1998,28	5595,00	2118,24	2252,69	2279,16
5085,00	1845,39	1988,03	2006,31	5610,00	2126,26	2260,48	2287,18
5100,00	1853,41	1995,81	2014,33	5625,00	2134,29	2268,26	2295,21
5115,00	1861,44	2003,60	2022,36	5640,00	2142,31	2276,05	2303,23
5130,00	1869,46	2011,38	2030,38	5655,00	2150,34	2283,83	2311,26
5145,00	1877,49	2019,17	2038,41	5670,00	2158,36	2291,61	2319,28
5160,00	1885,51	2026,95	2046,43	5685,00	2166,39	2299,40	2327,31
5175,00	1893,54	2034,73	2054,46	5700,00	2174,41	2307,18	2335,33
5190,00	1901,56	2042,52	2062,48	5715,00	2182,44	2314,97	2343,36
5205,00	1909,59	2050,30	2070,51	5730,00	2190,46	2322,75	2351,38
5220,00	1917,61	2058,09	2078,53	5745,00	2198,49	2330,54	2359,41
5235,00	1925,64	2065,87	2086,56	5760,00	2206,51	2338,32	2367,43
5250,00	1933,66	2073,66	2094,58	5775,00	2214,54	2346,10	2375,46
5265,00	1941,69	2081,44	2102,61	5790,00	2222,56	2353,89	2383,48
5280,00	1949,71	2089,22	2110,63	5805,00	2230,59	2361,67	2391,51
5295,00	1957,74	2097,01	2118,66	5820,00	2238,61	2369,46	2399,53
5310,00	1965,76	2104,79	2126,68	5835,00	2246,64	2377,24	2407,56
5325,00	1973,79	2112,58	2134,71	5850,00	2254,66	2385,03	2415,58
5340,00	1981,81	2120,36	2142,73	5865,00	2262,69	2392,81	2423,61
5355,00	1989,84	2128,15	2150,76	5880,00	2270,71	2400,59	2431,63
5370,00	1997,86	2135,93	2158,78	5895,00	2278,74	2408,38	2439,66
5385,00	2005,89	2143,71	2166,81	5910,00	2286,76	2416,16	2447,68
5400,00	2013,91	2151,50	2174,83	5925,00	2294,79	2423,95	2455,71
5415,00	2021,94	2159,28	2182,86	5940,00	2302,81	2431,73	2463,73
5430,00	2029,96	2167,07	2190,88	5955,00	2310,84	2439,52	2471,76

(1)	(2)	(3)	(4)	(1)	(2)	(3)	(4)
5970,00	2318,86	2447,30	2479,78	6495,00	2599,74	2719,75	2760,66
5985,00	2326,89	2455,08	2487,81	6510,00	2607,76	2727,53	2768,68
6000,00	2334,91	2462,87	2495,83	6525,00	2615,79	2735,32	2776,71
6015,00	2342,94	2470,65	2503,86	6540,00	2623,81	2743,10	2784,73
6030,00	2350,96	2478,44	2511,88	6555,00	2631,84	2750,89	2792,76
6045,00	2358,99	2486,22	2519,91	6570,00	2639,86	2758,67	2800,78
6060,00	2367,01	2494,00	2527,93	6585,00	2647,89	2766,45	2808,81
6075,00	2375,04	2501,79	2535,96	6600,00	2655,91	2774,24	2816,83
6090,00	2383,06	2509,57	2543,98	6615,00	2663,94	2782,02	2824,86
6105,00	2391,09	2517,36	2552,01	6630,00	2671,96	2789,81	2832,88
6120,00	2399,11	2525,14	2560,03	6645,00	2679,99	2797,59	2840,91
6135,00	2407,14	2532,93	2568,06	6660,00	2688,01	2805,37	2848,93
6150,00	2415,16	2540,71	2576,08	6675,00	2696,04	2813,16	2856,96
6165,00	2423,19	2548,49	2584,11	6690,00	2704,06	2820,94	2864,98
6180,00	2431,21	2556,28	2592,13	6705,00	2712,09	2828,73	2873,01
6195,00	2439,24	2564,06	2600,16	6720,00	2720,11	2836,51	2881,03
6210,00	2447,26	2571,85	2608,18	6735,00	2728,14	2844,30	2889,06
6225,00	2455,29	2579,63	2616,21	6750,00	2736,16	2852,08	2897,08
6240,00	2463,31	2587,42	2624,23	6765,00	2744,19	2859,86	2905,11
6255,00	2471,34	2595,20	2632,26	6780,00	2752,21	2867,65	2913,13
6270,00	2479,36	2602,98	2640,28	6795,00	2760,24	2875,43	2921,16
6285,00	2487,39	2610,77	2648,31	6810,00	2768,26	2883,22	2929,18
6300,00	2495,41	2618,55	2656,33	6825,00	2776,29	2891,00	2937,21
6315,00	2503,44	2626,34	2664,36	6840,00	2784,31	2898,79	2945,23
6330,00	2511,46	2634,12	2672,38	6855,00	2792,34	2906,57	2953,26
6345,00	2519,49	2641,91	2680,41	6870,00	2800,36	2914,35	2961,28
6360,00	2527,51	2649,69	2688,43	6885,00	2808,39	2922,14	2969,31
6375,00	2535,54	2657,47	2696,46	6900,00	2816,41	2929,92	2977,33
6390,00	2543,56	2665,26	2704,48	6915,00	2824,44	2937,71	2985,36
6405,00	2551,59	2673,04	2712,51	6930,00	2832,46	2945,49	2993,38
6420,00	2559,61	2680,83	2720,53	6945,00	2840,49	2953,28	3001,41
6435,00	2567,64	2688,61	2728,56	6960,00	2848,51	2961,06	3009,43
6450,00	2575,66	2696,40	2736,58	6975,00	2856,54	2968,84	3017,46
6465,00	2583,69	2704,18	2744,61	6990,00	2864,56	2976,63	3025,48
6480,00	2591,71	2711,96	2752,63	7005,00	2872,59	2984,41	3033,51

(1)	(2)	(3)	(4)	(1)	(2)	(3)	(4)
7020,00	2880,61	2992,20	3041,53				
7035,00	2888,64	2999,98	3049,56				
7050,00	2896,66	3007,77	3057,58				
7065,00	2904,69	3015,55	3065,61				
7080,00	2912,71	3023,33	3073,63				
7095,00	2920,74	3031,12	3081,66				
7110,00	2928,76	3038,90	3089,68				
7125,00	2936,79	3046,69	3097,71				
7140,00	2944,81	3054,47	3105,73				
7155,00	2952,84	3062,26	3113,76				
7170,00	2960,86	3070,04	3121,78				
7185,00	2968,89	3077,82	3129,81				
7200,00	2976,91	3085,61	3137,83				
7215,00	2984,94	3093,39	3145,86				
7230,00	2992,96	3101,18	3153,88				
7245,00	3000,99	3108,96	3161,91				
7260,00	3009,01	3116,74	3169,93				
7275,00	3017,04	3124,53	3177,96				
7290,00	3025,06	3132,31	3185,98				
7305,00	3033,09	3140,10	3194,01				
7320,00	3041,11	3147,88	3202,03				
7335,00	3049,14	3155,67	3210,06				
7350,00	3057,16	3163,45	3218,08				
7365,00	3065,19	3171,30	3226,11				
7380,00	3073,21	3179,32	3234,13				
7395,00	3081,24	3187,35	3242,16				
7410,00	3089,26	3195,37	3250,18				
7425,00	3097,29	3203,40	3258,21				
7440,00	3105,31	3211,42	3266,23				
7455,00	3113,34	3219,45	3274,26				
7470,00	3121,36	3227,47	3282,28				
7485,00	3129,39	3235,50	3290,31				
7500,00	3137,41	3243,52	3298,33				

BAREME II

CE BAREME EST APPLICABLE LORSQUE LE CONJOINT DU BENEFICIAIRE DES REVENUS N'A PAS DE REVENUS PROFESSIONNELS PROPRES.

* * *

PRECOMPTE PROFESSIONNEL DU SUR :

- LES REMUNERATIONS DES TRAVAILLEURS : COLONNE (2)
 - LES REMUNERATIONS DES DIRIGEANTS D'ENTREPRISE : COLONNE (3)
 - LES PENSIONS ET RENTES : COLONNE (4)
- PAYEES OU ATTRIBUEES PAR MOIS A PARTIR DU 1ER JANVIER 2022.

* * *

LES MONTANTS INDIQUES DANS LA COLONNE (1) REPRESENTENT LES REVENUS BRUTS DIMINUES DES RETENUES ET CHARGES VISEES AU NO 1 DES REGLES D'APPLICATION.

LORSQU'UN REVENU SE SITUE ENTRE DEUX MONTANTS INDIQUES DANS LA COLONNE (1), LE PRECOMPTE PROFESSIONNEL DU EST CELUI QUI FIGURE EN REGARD DU MOINS ELEVE DE CES DEUX MONTANTS.

* * *

LE PRECOMPTE PROFESSIONNEL QUI FIGURE AU BAREME PEUT ENCORE ETRE DIMINUE DES REDUCTIONS POUR ENFANTS A CHARGE ET POUR AUTRES CHARGES DE FAMILLE (VOIR NOS 2.3, 3.4 ET 4.2 DES REGLES D'APPLICATION).

(1)	(2)	(3)	(4)	(1)	(2)	(3)	(4)
1440,00		3,15		1965,00	43,02	168,14	0,54
1455,00		7,04		1980,00	47,03	173,67	6,23
1470,00		10,94		1995,00	51,04	179,20	11,93
1485,00		14,83		2010,00	55,05	184,72	17,63
1500,00		18,72		2025,00	59,07	190,25	23,33
1515,00		22,61		2040,00	63,08	195,78	29,02
1530,00		26,50		2055,00	67,09	201,30	34,72
1545,00		30,40		2070,00	71,20	206,83	40,42
1560,00		34,29		2085,00	76,90	212,36	46,12
1575,00		38,18		2100,00	82,59	217,88	51,81
1590,00		42,07		2115,00	88,29	223,41	57,51
1605,00		45,96		2130,00	93,99	228,94	63,21
1620,00		49,86		2145,00	99,69	234,46	68,91
1635,00		53,75		2160,00	105,38	239,99	74,61
1650,00		57,64		2175,00	111,08	245,52	80,30
1665,00		61,53		2190,00	116,78	251,04	86,00
1680,00		65,42		2205,00	122,48	256,57	91,70
1695,00		69,32		2220,00	128,18	262,10	97,40
1710,00		74,19		2235,00	133,87	267,63	103,09
1725,00		79,71		2250,00	139,57	273,15	108,79
1740,00		85,24		2265,00	145,27	278,68	114,49
1755,00		90,77		2280,00	150,97	284,21	120,19
1770,00		96,29		2295,00	156,67	289,73	125,89
1785,00		101,82		2310,00	162,36	295,26	131,58
1800,00		107,35		2325,00	168,06	300,79	137,28
1815,00	2,89	112,87		2340,00	173,76	306,31	142,98
1830,00	6,90	118,40		2355,00	179,46	311,84	148,68
1845,00	10,92	123,93		2370,00	185,15	317,37	154,37
1860,00	14,93	129,45		2385,00	190,85	322,89	160,07
1875,00	18,94	134,98		2400,00	196,55	328,42	165,77
1890,00	22,95	140,51		2415,00	202,25	333,95	171,47
1905,00	26,97	146,04		2430,00	207,94	339,47	177,17
1920,00	30,98	151,56		2445,00	213,64	345,00	182,90
1935,00	34,99	157,09		2460,00	219,34	350,53	189,16
1950,00	39,00	162,62		2475,00	225,04	356,05	195,42

(1)	(2)	(3)	(4)	(1)	(2)	(3)	(4)
2490,00	230,74	361,58	201,68	3015,00	435,84	573,01	425,35
2505,00	236,43	367,11	207,94	3030,00	442,10	579,09	432,26
2520,00	242,13	372,65	214,20	3045,00	448,36	585,16	439,18
2535,00	247,83	378,72	220,46	3060,00	454,62	591,23	446,09
2550,00	253,53	384,79	226,72	3075,00	460,88	597,30	453,00
2565,00	259,22	390,86	232,97	3090,00	467,14	603,37	459,91
2580,00	264,92	396,93	239,23	3105,00	473,40	609,44	466,83
2595,00	270,62	403,01	245,49	3120,00	479,66	615,52	473,74
2610,00	276,32	409,08	251,75	3135,00	485,92	621,59	480,65
2625,00	282,02	415,15	258,01	3150,00	492,18	627,66	487,57
2640,00	287,71	421,22	264,27	3165,00	498,44	633,73	494,48
2655,00	293,41	427,29	270,53	3180,00	504,70	639,80	501,80
2670,00	299,11	433,36	276,79	3195,00	510,96	645,88	509,96
2685,00	304,81	439,44	283,05	3210,00	517,21	651,95	518,12
2700,00	310,50	445,51	289,31	3225,00	523,47	658,02	526,27
2715,00	316,20	451,58	295,57	3240,00	529,73	664,09	534,43
2730,00	321,90	457,65	301,83	3255,00	535,99	670,16	542,58
2745,00	327,60	463,72	308,09	3270,00	542,25	676,23	550,74
2760,00	333,29	469,80	314,35	3285,00	548,51	683,04	558,89
2775,00	338,99	475,87	320,61	3300,00	554,77	690,05	567,05
2790,00	344,69	481,94	326,87	3315,00	561,03	697,05	575,20
2805,00	350,39	488,01	333,13	3330,00	567,29	704,06	583,36
2820,00	356,09	494,08	339,39	3345,00	573,55	711,06	591,51
2835,00	361,78	500,15	345,65	3360,00	579,81	718,07	599,67
2850,00	367,48	506,23	351,91	3375,00	586,07	725,08	607,82
2865,00	373,25	512,30	358,16	3390,00	592,33	732,08	615,98
2880,00	379,51	518,37	364,42	3405,00	598,59	739,09	624,14
2895,00	385,77	524,44	370,68	3420,00	604,85	746,09	632,29
2910,00	392,02	530,51	376,96	3435,00	611,11	753,10	640,45
2925,00	398,28	536,58	383,88	3450,00	617,37	760,11	648,60
2940,00	404,54	542,66	390,79	3465,00	623,63	767,11	656,76
2955,00	410,80	548,73	397,70	3480,00	629,89	774,12	664,91
2970,00	417,06	554,80	404,61	3495,00	636,15	781,12	673,07
2985,00	423,32	560,87	411,53	3510,00	642,40	788,13	681,22
3000,00	429,58	566,94	418,44	3525,00	648,66	795,13	689,38

(1)	(2)	(3)	(4)	(1)	(2)	(3)	(4)
3540,00	654,92	802,14	697,53	4065,00	904,23	1047,34	982,97
3555,00	661,18	809,15	705,69	4080,00	911,46	1054,35	991,13
3570,00	667,44	816,15	713,84	4095,00	918,68	1061,36	999,28
3585,00	673,70	823,16	722,00	4110,00	925,90	1068,36	1007,44
3600,00	680,34	830,16	730,16	4125,00	933,12	1075,37	1015,59
3615,00	687,56	837,17	738,31	4140,00	940,35	1082,37	1023,75
3630,00	694,78	844,18	746,47	4155,00	947,57	1089,38	1031,91
3645,00	702,00	851,18	754,62	4170,00	954,79	1096,38	1040,06
3660,00	709,23	858,19	762,78	4185,00	962,01	1103,39	1048,22
3675,00	716,45	865,19	770,93	4200,00	969,24	1110,40	1056,37
3690,00	723,67	872,20	779,09	4215,00	976,46	1117,40	1064,53
3705,00	730,89	879,20	787,24	4230,00	983,68	1124,41	1072,68
3720,00	738,12	886,21	795,40	4245,00	990,90	1131,41	1080,84
3735,00	745,34	893,22	803,55	4260,00	998,13	1138,42	1088,99
3750,00	752,56	900,22	811,71	4275,00	1005,35	1145,43	1097,15
3765,00	759,78	907,23	819,86	4290,00	1012,57	1152,43	1105,30
3780,00	767,01	914,23	828,02	4305,00	1019,79	1159,44	1113,46
3795,00	774,23	921,24	836,18	4320,00	1027,02	1166,44	1121,61
3810,00	781,45	928,24	844,33	4335,00	1034,24	1173,45	1129,77
3825,00	788,67	935,25	852,49	4350,00	1041,46	1180,45	1137,93
3840,00	795,90	942,26	860,64	4365,00	1048,68	1187,46	1146,08
3855,00	803,12	949,26	868,80	4380,00	1055,91	1194,47	1154,24
3870,00	810,34	956,27	876,95	4395,00	1063,13	1201,47	1162,39
3885,00	817,56	963,27	885,11	4410,00	1070,35	1208,48	1170,55
3900,00	824,79	970,28	893,26	4425,00	1077,57	1215,48	1178,70
3915,00	832,01	977,29	901,42	4440,00	1084,80	1222,49	1186,86
3930,00	839,23	984,29	909,57	4455,00	1092,02	1229,50	1195,01
3945,00	846,45	991,30	917,73	4470,00	1099,24	1236,50	1203,17
3960,00	853,68	998,30	925,88	4485,00	1106,46	1243,51	1211,64
3975,00	860,90	1005,31	934,04	4500,00	1113,69	1250,51	1220,59
3990,00	868,12	1012,31	942,20	4515,00	1120,91	1257,52	1229,55
4005,00	875,34	1019,32	950,35	4530,00	1128,13	1264,52	1238,51
4020,00	882,57	1026,33	958,51	4545,00	1135,35	1271,53	1247,47
4035,00	889,79	1033,33	966,66	4560,00	1142,58	1278,54	1256,43
4050,00	897,01	1040,34	974,82	4575,00	1149,80	1285,54	1265,38

(1)	(2)	(3)	(4)	(1)	(2)	(3)	(4)
4590,00	1157,02	1292,55	1274,34	5115,00	1421,40	1563,56	1582,32
4605,00	1164,24	1299,55	1283,30	5130,00	1429,43	1571,34	1590,35
4620,00	1171,47	1306,68	1292,26	5145,00	1437,45	1579,13	1598,37
4635,00	1178,69	1314,46	1301,22	5160,00	1445,48	1586,91	1606,40
4650,00	1185,91	1322,25	1310,17	5175,00	1453,50	1594,70	1614,42
4665,00	1193,13	1330,03	1319,13	5190,00	1461,53	1602,48	1622,45
4680,00	1200,36	1337,82	1328,09	5205,00	1469,55	1610,27	1630,47
4695,00	1207,58	1345,60	1337,05	5220,00	1477,58	1618,05	1638,50
4710,00	1214,80	1353,38	1346,00	5235,00	1485,60	1625,83	1646,52
4725,00	1222,02	1361,17	1354,96	5250,00	1493,63	1633,62	1654,55
4740,00	1229,25	1368,95	1363,92	5265,00	1501,65	1641,40	1662,57
4755,00	1236,47	1376,74	1372,88	5280,00	1509,68	1649,19	1670,60
4770,00	1243,69	1384,52	1381,84	5295,00	1517,70	1656,97	1678,62
4785,00	1250,91	1392,31	1390,79	5310,00	1525,73	1664,75	1686,65
4800,00	1258,14	1400,09	1399,75	5325,00	1533,75	1672,54	1694,67
4815,00	1265,36	1407,87	1408,71	5340,00	1541,78	1680,32	1702,70
4830,00	1272,58	1415,66	1417,67	5355,00	1549,80	1688,11	1710,72
4845,00	1279,80	1423,44	1426,63	5370,00	1557,83	1695,89	1718,75
4860,00	1287,03	1431,23	1435,58	5385,00	1565,85	1703,68	1726,77
4875,00	1294,25	1439,01	1444,54	5400,00	1573,88	1711,46	1734,80
4890,00	1301,47	1446,80	1453,50	5415,00	1581,90	1719,24	1742,82
4905,00	1309,05	1454,58	1462,46	5430,00	1589,93	1727,03	1750,85
4920,00	1317,08	1462,36	1471,42	5445,00	1597,95	1734,81	1758,87
4935,00	1325,10	1470,15	1480,37	5460,00	1605,98	1742,60	1766,90
4950,00	1333,13	1477,93	1489,33	5475,00	1614,00	1750,38	1774,92
4965,00	1341,15	1485,72	1498,29	5490,00	1622,03	1758,17	1782,95
4980,00	1349,18	1493,50	1507,25	5505,00	1630,05	1765,95	1790,97
4995,00	1357,20	1501,29	1516,20	5520,00	1638,08	1773,73	1799,00
5010,00	1365,23	1509,07	1525,16	5535,00	1646,10	1781,52	1807,02
5025,00	1373,25	1516,85	1534,12	5550,00	1654,13	1789,30	1815,05
5040,00	1381,28	1524,64	1542,20	5565,00	1662,15	1797,09	1823,07
5055,00	1389,30	1532,42	1550,22	5580,00	1670,18	1804,87	1831,10
5070,00	1397,33	1540,21	1558,25	5595,00	1678,20	1812,66	1839,12
5085,00	1405,35	1547,99	1566,27	5610,00	1686,23	1820,44	1847,15
5100,00	1413,38	1555,78	1574,30	5625,00	1694,25	1828,22	1855,17

(1)	(2)	(3)	(4)	(1)	(2)	(3)	(4)
5640,00	1702,28	1836,01	1863,20	6165,00	1983,15	2108,46	2144,07
5655,00	1710,30	1843,79	1871,22	6180,00	1991,18	2116,24	2152,10
5670,00	1718,33	1851,58	1879,25	6195,00	1999,20	2124,03	2160,12
5685,00	1726,35	1859,36	1887,27	6210,00	2007,23	2131,81	2168,15
5700,00	1734,38	1867,15	1895,30	6225,00	2015,25	2139,59	2176,17
5715,00	1742,40	1874,93	1903,32	6240,00	2023,28	2147,38	2184,20
5730,00	1750,43	1882,71	1911,35	6255,00	2031,30	2155,16	2192,22
5745,00	1758,45	1890,50	1919,37	6270,00	2039,33	2162,95	2200,25
5760,00	1766,48	1898,28	1927,40	6285,00	2047,35	2170,73	2208,27
5775,00	1774,50	1906,07	1935,42	6300,00	2055,38	2178,52	2216,30
5790,00	1782,53	1913,85	1943,45	6315,00	2063,40	2186,30	2224,32
5805,00	1790,55	1921,64	1951,47	6330,00	2071,43	2194,08	2232,35
5820,00	1798,58	1929,42	1959,50	6345,00	2079,45	2201,87	2240,37
5835,00	1806,60	1937,20	1967,52	6360,00	2087,48	2209,65	2248,40
5850,00	1814,63	1944,99	1975,55	6375,00	2095,50	2217,44	2256,42
5865,00	1822,65	1952,77	1983,57	6390,00	2103,53	2225,22	2264,45
5880,00	1830,68	1960,56	1991,60	6405,00	2111,55	2233,01	2272,47
5895,00	1838,70	1968,34	1999,62	6420,00	2119,58	2240,79	2280,50
5910,00	1846,73	1976,12	2007,65	6435,00	2127,60	2248,57	2288,52
5925,00	1854,75	1983,91	2015,67	6450,00	2135,63	2256,36	2296,55
5940,00	1862,78	1991,69	2023,70	6465,00	2143,65	2264,14	2304,57
5955,00	1870,80	1999,48	2031,72	6480,00	2151,68	2271,93	2312,60
5970,00	1878,83	2007,26	2039,75	6495,00	2159,70	2279,71	2320,62
5985,00	1886,85	2015,05	2047,77	6510,00	2167,73	2287,49	2328,65
6000,00	1894,88	2022,83	2055,80	6525,00	2175,75	2295,28	2336,67
6015,00	1902,90	2030,61	2063,82	6540,00	2183,78	2303,06	2344,70
6030,00	1910,93	2038,40	2071,85	6555,00	2191,80	2310,85	2352,72
6045,00	1918,95	2046,18	2079,87	6570,00	2199,83	2318,63	2360,75
6060,00	1926,98	2053,97	2087,90	6585,00	2207,85	2326,42	2368,77
6075,00	1935,00	2061,75	2095,92	6600,00	2215,88	2334,20	2376,80
6090,00	1943,03	2069,54	2103,95	6615,00	2223,90	2341,98	2384,82
6105,00	1951,05	2077,32	2111,97	6630,00	2231,93	2349,77	2392,85
6120,00	1959,08	2085,10	2120,00	6645,00	2239,95	2357,55	2400,87
6135,00	1967,10	2092,89	2128,02	6660,00	2247,98	2365,34	2408,90
6150,00	1975,13	2100,67	2136,05	6675,00	2256,00	2373,12	2416,92

(1)	(2)	(3)	(4)	(1)	(2)	(3)	(4)
6690,00	2264,03	2380,91	2424,95	7215,00	2544,90	2653,35	2705,82
6705,00	2272,05	2388,69	2432,97	7230,00	2552,93	2661,14	2713,85
6720,00	2280,08	2396,47	2441,00	7245,00	2560,95	2668,92	2721,87
6735,00	2288,10	2404,26	2449,02	7260,00	2568,98	2676,71	2729,90
6750,00	2296,13	2412,04	2457,05	7275,00	2577,00	2684,49	2737,92
6765,00	2304,15	2419,83	2465,07	7290,00	2585,03	2692,28	2745,95
6780,00	2312,18	2427,61	2473,10	7305,00	2593,05	2700,06	2753,97
6795,00	2320,20	2435,40	2481,12	7320,00	2601,08	2707,84	2762,00
6810,00	2328,23	2443,18	2489,15	7335,00	2609,10	2715,63	2770,02
6825,00	2336,25	2450,96	2497,17	7350,00	2617,13	2723,41	2778,05
6840,00	2344,28	2458,75	2505,20	7365,00	2625,15	2731,26	2786,07
6855,00	2352,30	2466,53	2513,22	7380,00	2633,18	2739,28	2794,10
6870,00	2360,33	2474,32	2521,25	7395,00	2641,20	2747,31	2802,12
6885,00	2368,35	2482,10	2529,27	7410,00	2649,23	2755,33	2810,15
6900,00	2376,38	2489,89	2537,30	7425,00	2657,25	2763,36	2818,17
6915,00	2384,40	2497,67	2545,32	7440,00	2665,28	2771,38	2826,20
6930,00	2392,43	2505,45	2553,35	7455,00	2673,30	2779,41	2834,22
6945,00	2400,45	2513,24	2561,37	7470,00	2681,33	2787,43	2842,25
6960,00	2408,48	2521,02	2569,40	7485,00	2689,35	2795,46	2850,27
6975,00	2416,50	2528,81	2577,42	7500,00	2697,38	2803,48	2858,30
6990,00	2424,53	2536,59	2585,45				
7005,00	2432,55	2544,38	2593,47				
7020,00	2440,58	2552,16	2601,50				
7035,00	2448,60	2559,94	2609,52				
7050,00	2456,63	2567,73	2617,55				
7065,00	2464,65	2575,51	2625,57				
7080,00	2472,68	2583,30	2633,60				
7095,00	2480,70	2591,08	2641,62				
7110,00	2488,73	2598,86	2649,65				
7125,00	2496,75	2606,65	2657,67				
7140,00	2504,78	2614,43	2665,70				
7155,00	2512,80	2622,22	2673,72				
7170,00	2520,83	2630,00	2681,75				
7185,00	2528,85	2637,79	2689,77				
7200,00	2536,88	2645,57	2697,80				

BAREME III

CE BAREME EST APPLICABLE LORSQUE LE BENEFICIAIRE DES REVENUS EST UN NON-RESIDENT QUI NE PEUT ETRE ASSIMILE A UN HABITANT EN APPLICATION DU NO 2.1,B OU NO 3.1,B DES REGLES D'APPLICATION.

* * *

PRECOMPTE PROFESSIONNEL DU SUR :

- LES REMUNERATIONS DES TRAVAILLEURS : COLONNE (2)
- LES REMUNERATIONS DES DIRIGEANTS D'ENTREPRISE : COLONNE (3)
- LES PREPENSIONS : COLONNE (4)
PAYEES OU ATTRIBUEES PAR MOIS A PARTIR DU 1ER JANVIER 2022.

* * *

LES MONTANTS INDiques DANS LA COLONNE (1) REPRESENTENT LES REVENUS BRUTS DIMINUES DES RETENUES ET CHARGES VISEES AU NO 1 DES REGLES D'APPLICATION.

LORSQU'UN REVENU SE SITUE ENTRE DEUX MONTANTS INDiques DANS LA COLONNE (1), LE PRECOMPTE PROFESSIONNEL DU EST CELUI QUI FIGURE EN REGARD DU MOINS ELEVE DE CES DEUX MONTANTS.

* * *

LE PRECOMPTE PROFESSIONNEL QUI FIGURE AU BAREME PEUT ENCORE ETRE DIMINUE DES REDUCTIONS VISEES AU NO 5.3 DES REGLES D'APPLICATION.

(1)	(2)	(3)	(4)	(1)	(2)	(3)	(4)
15,00	2,80	3,89		540,00	101,11	140,11	
30,00	5,61	7,78		555,00	103,92	144,00	
45,00	8,42	11,67		570,00	106,73	147,90	
60,00	11,23	15,56		585,00	109,54	151,79	
75,00	14,04	19,46		600,00	112,35	155,68	
90,00	16,85	23,35		615,00	115,15	159,57	
105,00	19,66	27,24		630,00	117,96	163,46	
120,00	22,47	31,13		645,00	120,77	167,36	
135,00	25,27	35,02		660,00	123,58	171,25	
150,00	28,08	38,92		675,00	126,39	175,14	
165,00	30,89	42,81		690,00	129,20	179,03	
180,00	33,70	46,70		705,00	132,01	182,93	
195,00	36,51	50,59		720,00	134,82	186,82	
210,00	39,32	54,49		735,00	137,62	190,71	
225,00	42,13	58,38		750,00	140,43	194,60	
240,00	44,94	62,27		765,00	143,24	198,49	
255,00	47,74	66,16		780,00	146,05	202,39	
270,00	50,55	70,05		795,00	148,86	206,28	
285,00	53,36	73,95		810,00	151,67	210,17	
300,00	56,17	77,84		825,00	154,48	214,06	
315,00	58,98	81,73		840,00	157,29	217,95	
330,00	61,79	85,62		855,00	160,09	221,85	
345,00	64,60	89,51		870,00	162,90	225,74	
360,00	67,41	93,41		885,00	165,71	229,63	
375,00	70,21	97,30		900,00	168,52	233,52	
390,00	73,02	101,19		915,00	171,33	237,42	
405,00	75,83	105,08		930,00	174,14	241,31	
420,00	78,64	108,97		945,00	176,95	245,20	
435,00	81,45	112,87		960,00	179,76	249,09	
450,00	84,26	116,76		975,00	182,56	252,98	
465,00	87,07	120,65		990,00	185,37	256,88	
480,00	89,88	124,54		1005,00	188,18	260,77	
495,00	92,68	128,44		1020,00	190,99	264,66	
510,00	95,49	132,33		1035,00	193,80	268,55	
525,00	98,30	136,22		1050,00	196,61	272,44	

(1)	(2)	(3)	(4)	(1)	(2)	(3)	(4)
1065,00	199,42	276,34		1590,00	315,73	474,72	112,89
1080,00	202,23	280,23		1605,00	322,15	480,95	119,31
1095,00	205,03	284,12		1620,00	328,57	487,18	125,73
1110,00	207,84	288,01		1635,00	334,99	493,40	132,15
1125,00	210,65	291,90		1650,00	341,41	499,63	138,57
1140,00	213,46	295,80		1665,00	347,83	505,86	144,99
1155,00	216,27	299,69		1680,00	354,25	512,09	151,41
1170,00	219,08	303,58		1695,00	360,67	518,31	157,83
1185,00	221,89	307,47		1710,00	367,09	524,54	164,25
1200,00	224,70	312,81		1725,00	373,51	530,77	171,43
1215,00	227,50	319,04		1740,00	379,93	537,00	178,65
1230,00	230,31	325,26		1755,00	386,35	543,22	185,87
1245,00	233,12	331,49		1770,00	392,77	549,78	193,09
1260,00	235,93	337,72		1785,00	399,19	556,78	200,32
1275,00	238,74	343,95		1800,00	405,61	563,79	207,54
1290,00	241,55	350,17		1815,00	412,03	570,79	214,76
1305,00	244,36	356,40		1830,00	418,45	577,80	221,98
1320,00	247,17	362,63		1845,00	424,87	584,80	229,21
1335,00	249,97	368,86		1860,00	431,29	591,81	236,43
1350,00	252,78	375,08		1875,00	437,71	598,82	243,65
1365,00	255,59	381,31		1890,00	444,13	605,82	250,87
1380,00	258,40	387,54		1905,00	450,55	612,83	258,10
1395,00	261,21	393,77		1920,00	456,97	619,83	265,32
1410,00	265,04	399,99		1935,00	463,39	626,84	272,54
1425,00	269,06	406,22		1950,00	469,81	633,85	279,76
1440,00	273,07	412,45		1965,00	476,23	640,85	286,99
1455,00	277,08	418,68		1980,00	482,65	647,86	294,21
1470,00	281,09	424,90		1995,00	489,07	654,86	301,43
1485,00	285,11	431,13		2010,00	495,49	661,87	308,65
1500,00	289,12	437,36		2025,00	501,91	668,87	315,88
1515,00	293,13	443,59		2040,00	508,33	675,88	323,52
1530,00	297,14	449,81		2055,00	514,75	682,89	332,62
1545,00	301,16	456,04		2070,00	521,17	689,89	341,71
1560,00	305,17	462,27		2085,00	527,59	696,90	350,81
1575,00	309,31	468,49		2100,00	534,01	703,90	359,91
			3,75				
			10,17				
			16,59				
			23,01				
			29,43				
			35,85				
			42,27				
			48,69				
			55,11				
			61,53				
			67,95				
			74,37				
			80,79				
			87,21				
			93,63				
			100,05				
			106,47				

(1)	(2)	(3)	(4)	(1)	(2)	(3)	(4)
2115,00	540,43	710,91	369,01	2640,00	792,42	956,11	687,49
2130,00	546,85	717,92	378,11	2655,00	799,64	963,12	696,59
2145,00	554,08	724,92	387,21	2670,00	806,86	970,13	705,69
2160,00	561,30	731,93	396,31	2685,00	814,09	977,13	714,79
2175,00	568,52	738,93	405,41	2700,00	821,31	984,14	723,89
2190,00	575,74	745,94	414,51	2715,00	828,53	991,14	732,99
2205,00	582,97	752,94	423,61	2730,00	835,75	998,15	742,09
2220,00	590,19	759,95	432,71	2745,00	842,98	1005,15	751,19
2235,00	597,41	766,96	441,81	2760,00	850,20	1012,16	760,28
2250,00	604,63	773,96	450,91	2775,00	857,42	1019,17	769,38
2265,00	611,86	780,97	460,01	2790,00	864,64	1026,17	778,48
2280,00	619,08	787,97	469,11	2805,00	871,87	1033,18	787,58
2295,00	626,30	794,98	478,21	2820,00	879,09	1040,18	796,68
2310,00	633,52	801,99	487,30	2835,00	886,31	1047,19	805,78
2325,00	640,75	808,99	496,40	2850,00	893,53	1054,20	814,88
2340,00	647,97	816,00	505,50	2865,00	900,76	1061,20	823,98
2355,00	655,19	823,00	514,60	2880,00	907,98	1068,21	833,08
2370,00	662,41	830,01	523,70	2895,00	915,20	1075,21	842,18
2385,00	669,64	837,01	532,80	2910,00	922,42	1082,22	851,28
2400,00	676,86	844,02	541,90	2925,00	929,65	1089,22	860,38
2415,00	684,08	851,03	551,00	2940,00	936,87	1096,23	869,48
2430,00	691,30	858,03	560,10	2955,00	944,09	1103,24	878,58
2445,00	698,53	865,04	569,20	2970,00	951,31	1110,24	887,68
2460,00	705,75	872,04	578,30	2985,00	958,54	1117,25	896,77
2475,00	712,97	879,05	587,40	3000,00	965,76	1124,25	905,87
2490,00	720,19	886,06	596,50	3015,00	972,98	1131,26	914,97
2505,00	727,42	893,06	605,60	3030,00	980,20	1138,26	924,07
2520,00	734,64	900,07	614,70	3045,00	987,43	1145,27	933,17
2535,00	741,86	907,07	623,79	3060,00	994,65	1152,28	942,27
2550,00	749,08	914,08	632,89	3075,00	1001,87	1159,28	951,37
2565,00	756,31	921,08	641,99	3090,00	1009,09	1166,29	960,47
2580,00	763,53	928,09	651,09	3105,00	1016,32	1173,29	969,57
2595,00	770,75	935,10	660,19	3120,00	1023,54	1180,30	978,67
2610,00	777,97	942,10	669,29	3135,00	1030,76	1187,31	987,77
2625,00	785,20	949,11	678,39	3150,00	1037,98	1194,31	996,87

(1)	(2)	(3)	(4)	(1)	(2)	(3)	(4)
3165,00	1045,21	1201,32	1005,97	3690,00	1297,99	1449,34	1333,18
3180,00	1052,43	1208,32	1015,07	3705,00	1305,22	1457,12	1343,08
3195,00	1059,65	1215,33	1024,17	3720,00	1312,44	1464,91	1352,99
3210,00	1066,87	1222,33	1033,26	3735,00	1319,66	1472,69	1362,89
3225,00	1074,10	1229,34	1042,36	3750,00	1326,88	1480,47	1372,79
3240,00	1081,32	1236,35	1051,46	3765,00	1334,11	1488,26	1382,69
3255,00	1088,54	1243,35	1060,56	3780,00	1341,33	1496,04	1392,59
3270,00	1095,76	1250,36	1069,66	3795,00	1348,55	1503,83	1402,50
3285,00	1102,99	1257,36	1078,76	3810,00	1355,77	1511,61	1412,40
3300,00	1110,21	1264,37	1087,86	3825,00	1363,00	1519,40	1422,30
3315,00	1117,43	1271,38	1096,96	3840,00	1370,22	1527,18	1432,20
3330,00	1124,65	1278,38	1106,06	3855,00	1377,44	1534,96	1442,10
3345,00	1131,88	1285,39	1115,16	3870,00	1384,66	1542,75	1452,00
3360,00	1139,10	1292,39	1124,26	3885,00	1391,89	1550,53	1461,91
3375,00	1146,32	1299,40	1133,36	3900,00	1399,11	1558,32	1471,81
3390,00	1153,54	1306,40	1142,46	3915,00	1406,33	1566,10	1481,71
3405,00	1160,77	1313,41	1151,56	3930,00	1413,55	1573,89	1491,61
3420,00	1167,99	1320,42	1160,66	3945,00	1420,78	1581,67	1501,51
3435,00	1175,21	1327,42	1169,75	3960,00	1428,76	1589,45	1511,42
3450,00	1182,43	1334,43	1178,85	3975,00	1436,78	1597,24	1521,32
3465,00	1189,66	1341,43	1187,95	3990,00	1444,81	1605,02	1531,22
3480,00	1196,88	1348,44	1197,05	4005,00	1452,83	1612,81	1541,12
3495,00	1204,10	1355,45	1206,15	4020,00	1460,86	1620,59	1551,02
3510,00	1211,32	1362,45	1215,25	4035,00	1468,88	1628,38	1560,92
3525,00	1218,55	1369,46	1224,35	4050,00	1476,91	1636,16	1570,83
3540,00	1225,77	1376,46	1234,16	4065,00	1484,93	1643,94	1580,73
3555,00	1232,99	1383,47	1244,07	4080,00	1492,96	1651,73	1589,80
3570,00	1240,21	1390,47	1253,97	4095,00	1500,98	1659,51	1597,82
3585,00	1247,44	1397,48	1263,87	4110,00	1509,01	1667,30	1605,85
3600,00	1254,66	1404,49	1273,77	4125,00	1517,03	1675,08	1613,87
3615,00	1261,88	1411,49	1283,67	4140,00	1525,06	1682,87	1621,90
3630,00	1269,10	1418,50	1293,57	4155,00	1533,08	1690,65	1629,92
3645,00	1276,33	1425,98	1303,48	4170,00	1541,11	1698,43	1637,95
3660,00	1283,55	1433,77	1313,38	4185,00	1549,13	1706,22	1645,97
3675,00	1290,77	1441,55	1323,28	4200,00	1557,16	1714,00	1654,00

(1)	(2)	(3)	(4)	(1)	(2)	(3)	(4)
4215,00	1565,18	1721,79	1662,02	4740,00	1846,06	1994,24	1942,90
4230,00	1573,21	1729,57	1670,05	4755,00	1854,08	2002,02	1950,92
4245,00	1581,23	1737,35	1678,07	4770,00	1862,11	2009,80	1958,95
4260,00	1589,26	1745,14	1686,10	4785,00	1870,13	2017,59	1966,97
4275,00	1597,28	1752,92	1694,12	4800,00	1878,16	2025,37	1975,00
4290,00	1605,31	1760,71	1702,15	4815,00	1886,18	2033,16	1983,02
4305,00	1613,33	1768,49	1710,17	4830,00	1894,21	2040,94	1991,05
4320,00	1621,36	1776,28	1718,20	4845,00	1902,23	2048,72	1999,07
4335,00	1629,38	1784,06	1726,22	4860,00	1910,26	2056,51	2007,10
4350,00	1637,41	1791,84	1734,25	4875,00	1918,28	2064,29	2015,12
4365,00	1645,43	1799,63	1742,27	4890,00	1926,31	2072,08	2023,15
4380,00	1653,46	1807,41	1750,30	4905,00	1934,33	2079,86	2031,17
4395,00	1661,48	1815,20	1758,32	4920,00	1942,36	2087,65	2039,20
4410,00	1669,51	1822,98	1766,35	4935,00	1950,38	2095,43	2047,22
4425,00	1677,53	1830,77	1774,37	4950,00	1958,41	2103,21	2055,25
4440,00	1685,56	1838,55	1782,40	4965,00	1966,43	2111,00	2063,27
4455,00	1693,58	1846,33	1790,42	4980,00	1974,46	2118,78	2071,30
4470,00	1701,61	1854,12	1798,45	4995,00	1982,48	2126,57	2079,32
4485,00	1709,63	1861,90	1806,47	5010,00	1990,51	2134,35	2087,35
4500,00	1717,66	1869,69	1814,50	5025,00	1998,53	2142,14	2095,37
4515,00	1725,68	1877,47	1822,52	5040,00	2006,56	2149,92	2103,40
4530,00	1733,71	1885,26	1830,55	5055,00	2014,58	2157,70	2111,42
4545,00	1741,73	1893,04	1838,57	5070,00	2022,61	2165,49	2119,45
4560,00	1749,76	1900,82	1846,60	5085,00	2030,63	2173,27	2127,47
4575,00	1757,78	1908,61	1854,62	5100,00	2038,66	2181,06	2135,50
4590,00	1765,81	1916,39	1862,65	5115,00	2046,68	2188,84	2143,52
4605,00	1773,83	1924,18	1870,67	5130,00	2054,71	2196,63	2151,55
4620,00	1781,86	1931,96	1878,70	5145,00	2062,73	2204,41	2159,57
4635,00	1789,88	1939,75	1886,72	5160,00	2070,76	2212,19	2167,60
4650,00	1797,91	1947,53	1894,75	5175,00	2078,78	2219,98	2175,62
4665,00	1805,93	1955,31	1902,77	5190,00	2086,81	2227,76	2183,65
4680,00	1813,96	1963,10	1910,80	5205,00	2094,83	2235,55	2191,67
4695,00	1821,98	1970,88	1918,82	5220,00	2102,86	2243,33	2199,70
4710,00	1830,01	1978,67	1926,85	5235,00	2110,88	2251,12	2207,72
4725,00	1838,03	1986,45	1934,87	5250,00	2118,91	2258,90	2215,75

(1)	(2)	(3)	(4)	(1)	(2)	(3)	(4)
5265,00	2126,93	2266,68	2223,77	5790,00	2407,81	2539,13	2504,65
5280,00	2134,96	2274,47	2231,80	5805,00	2415,83	2546,92	2512,67
5295,00	2142,98	2282,25	2239,82	5820,00	2423,86	2554,70	2520,70
5310,00	2151,01	2290,04	2247,85	5835,00	2431,88	2562,49	2528,72
5325,00	2159,03	2297,82	2255,87	5850,00	2439,91	2570,27	2536,75
5340,00	2167,06	2305,61	2263,90	5865,00	2447,93	2578,05	2544,77
5355,00	2175,08	2313,39	2271,92	5880,00	2455,96	2585,84	2552,80
5370,00	2183,11	2321,17	2279,95	5895,00	2463,98	2593,62	2560,82
5385,00	2191,13	2328,96	2287,97	5910,00	2472,01	2601,41	2568,85
5400,00	2199,16	2336,74	2296,00	5925,00	2480,03	2609,19	2576,87
5415,00	2207,18	2344,53	2304,02	5940,00	2488,06	2616,98	2584,90
5430,00	2215,21	2352,31	2312,05	5955,00	2496,08	2624,76	2592,92
5445,00	2223,23	2360,09	2320,07	5970,00	2504,11	2632,54	2600,95
5460,00	2231,26	2367,88	2328,10	5985,00	2512,13	2640,33	2608,97
5475,00	2239,28	2375,66	2336,12	6000,00	2520,16	2648,11	2617,00
5490,00	2247,31	2383,45	2344,15	6015,00	2528,18	2655,90	2625,02
5505,00	2255,33	2391,23	2352,17	6030,00	2536,21	2663,68	2633,05
5520,00	2263,36	2399,02	2360,20	6045,00	2544,23	2671,46	2641,07
5535,00	2271,38	2406,80	2368,22	6060,00	2552,26	2679,25	2649,10
5550,00	2279,41	2414,58	2376,25	6075,00	2560,28	2687,03	2657,12
5565,00	2287,43	2422,37	2384,27	6090,00	2568,31	2694,82	2665,15
5580,00	2295,46	2430,15	2392,30	6105,00	2576,33	2702,60	2673,17
5595,00	2303,48	2437,94	2400,32	6120,00	2584,36	2710,39	2681,20
5610,00	2311,51	2445,72	2408,35	6135,00	2592,38	2718,17	2689,22
5625,00	2319,53	2453,51	2416,37	6150,00	2600,41	2725,95	2697,25
5640,00	2327,56	2461,29	2424,40	6165,00	2608,43	2733,74	2705,27
5655,00	2335,58	2469,07	2432,42	6180,00	2616,46	2741,52	2713,30
5670,00	2343,61	2476,86	2440,45	6195,00	2624,48	2749,31	2721,32
5685,00	2351,63	2484,64	2448,47	6210,00	2632,51	2757,09	2729,35
5700,00	2359,66	2492,43	2456,50	6225,00	2640,53	2764,88	2737,37
5715,00	2367,68	2500,21	2464,52	6240,00	2648,56	2772,66	2745,40
5730,00	2375,71	2508,00	2472,55	6255,00	2656,58	2780,44	2753,42
5745,00	2383,73	2515,78	2480,57	6270,00	2664,61	2788,23	2761,45
5760,00	2391,76	2523,56	2488,60	6285,00	2672,63	2796,01	2769,47
5775,00	2399,78	2531,35	2496,62	6300,00	2680,66	2803,80	2777,50

(1)	(2)	(3)	(4)	(1)	(2)	(3)	(4)
6315,00	2688,68	2811,58	2785,52	6840,00	2969,56	3084,03	3066,40
6330,00	2696,71	2819,37	2793,55	6855,00	2977,58	3091,81	3074,42
6345,00	2704,73	2827,15	2801,57	6870,00	2985,61	3099,60	3082,45
6360,00	2712,76	2834,93	2809,60	6885,00	2993,63	3107,38	3090,47
6375,00	2720,78	2842,72	2817,62	6900,00	3001,66	3115,17	3098,50
6390,00	2728,81	2850,50	2825,65	6915,00	3009,68	3122,95	3106,52
6405,00	2736,83	2858,29	2833,67	6930,00	3017,71	3130,74	3114,55
6420,00	2744,86	2866,07	2841,70	6945,00	3025,73	3138,52	3122,57
6435,00	2752,88	2873,86	2849,72	6960,00	3033,76	3146,30	3130,60
6450,00	2760,91	2881,64	2857,75	6975,00	3041,78	3154,09	3138,62
6465,00	2768,93	2889,42	2865,77	6990,00	3049,81	3161,87	3146,65
6480,00	2776,96	2897,21	2873,80	7005,00	3057,83	3169,66	3154,67
6495,00	2784,98	2904,99	2881,82	7020,00	3065,86	3177,44	3162,70
6510,00	2793,01	2912,78	2889,85	7035,00	3073,88	3185,23	3170,72
6525,00	2801,03	2920,56	2897,87	7050,00	3081,91	3193,01	3178,75
6540,00	2809,06	2928,35	2905,90	7065,00	3089,93	3200,79	3186,77
6555,00	2817,08	2936,13	2913,92	7080,00	3097,96	3208,58	3194,80
6570,00	2825,11	2943,91	2921,95	7095,00	3105,98	3216,36	3202,82
6585,00	2833,13	2951,70	2929,97	7110,00	3114,01	3224,15	3210,85
6600,00	2841,16	2959,48	2938,00	7125,00	3122,03	3231,93	3218,87
6615,00	2849,18	2967,27	2946,02	7140,00	3130,06	3239,72	3226,90
6630,00	2857,21	2975,05	2954,05	7155,00	3138,08	3247,50	3234,92
6645,00	2865,23	2982,83	2962,07	7170,00	3146,11	3255,28	3242,95
6660,00	2873,26	2990,62	2970,10	7185,00	3154,13	3263,07	3250,97
6675,00	2881,28	2998,40	2978,12	7200,00	3162,16	3270,85	3259,00
6690,00	2889,31	3006,19	2986,15	7215,00	3170,18	3278,64	3267,02
6705,00	2897,33	3013,97	2994,17	7230,00	3178,21	3286,42	3275,05
6720,00	2905,36	3021,76	3002,20	7245,00	3186,23	3294,20	3283,07
6735,00	2913,38	3029,54	3010,22	7260,00	3194,26	3301,99	3291,10
6750,00	2921,41	3037,32	3018,25	7275,00	3202,28	3309,77	3299,12
6765,00	2929,43	3045,11	3026,27	7290,00	3210,31	3317,56	3307,15
6780,00	2937,46	3052,89	3034,30	7305,00	3218,33	3325,34	3315,17
6795,00	2945,48	3060,68	3042,32	7320,00	3226,36	3333,13	3323,20
6810,00	2953,51	3068,46	3050,35	7335,00	3234,38	3340,91	3331,22
6825,00	2961,53	3076,25	3058,37	7350,00	3242,41	3348,69	3339,25

(1)	(2)	(3)	(4)	(1)	(2)	(3)	(4)
7365,00	3250,43	3356,54	3347,27				
7380,00	3258,46	3364,57	3355,30				
7395,00	3266,48	3372,59	3363,32				
7410,00	3274,51	3380,62	3371,35				
7425,00	3282,53	3388,64	3379,37				
7440,00	3290,56	3396,67	3387,40				
7455,00	3298,58	3404,69	3395,42				
7470,00	3306,61	3412,72	3403,45				
7485,00	3314,63	3420,74	3411,47				
7500,00	3322,66	3428,77	3419,50				

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 9 décembre 2021

PHILIPPE

Par le Roi :

Le ministre des Finances

V. VAN PETEGHEM

Bijlage bij het Koninklijk besluit van 9 december 2021

BIJLAGE III VAN HET KONINKLIJK BESLUIT TOT UITVOERING VAN HET WETBOEK VAN DE INKOMSTENBELASTINGEN 1992

**Schalen en regels die van toepassing zijn om de bedrijfsvoorheffing vast te stellen bij de bron
verschuldigd op inkomsten betaald of toegekend vanaf 1 januari 2022**

(Koninklijk besluit tot uitvoering van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, artikel 88)

TOEPASSINGSREGELS

1. HOOFDSTUK I. - Algemeen

Afdeling 1. – Grondslag

1.1 Aftrekken

- A. De bedrijfsvoorheffing op beroepsinkomsten (hoofdstukken II tot V, afdelingen 1 tot 3) wordt vastgesteld op grondslag van de werkelijk betaalde of toegekende bruto inkomsten, verminderd met de verplichte inhoudingen ter uitvoering van de sociale wetgeving of van een ermede gelijkgesteld wettelijk of reglementair statuut.
- B. De bruto bezoldigingen van werknemers en ermede gelijkgestelde inkomsten (hoofdstukken II en V, afdeling 1) worden bovendien verminderd met de buitengewone beroepskosten als vermeld in artikel 89 van dit besluit.
- C. De bedrijfsvoorheffing op maandelijkse bezoldigingen van bedrijfsleiders (nrs. 3.3 tot 3.6, 5.16 tot 5.20) die onderworpen zijn aan het sociaal statuut van de zelfstandigen wordt vastgesteld op grondslag van de werkelijk betaalde of toegekende bruto inkomsten, verminderd zoals aangegeven in de onderstaande tabel :

BRUTO BEDRAG VAN DE MAANDELIJKSE BEZOLDIGINGEN	VERMINDERING
Tot 1.210,00 EUR	335,00 EUR
Van 1.210,01 EUR tot 5.210,00 EUR	335,00 EUR + 21,50 pct. op de schijf boven 1.210,00 EUR
Van 5.210,01 EUR tot 7.670,00 EUR	1.195,00 EUR + 14,50 pct. op de schijf boven 5.210,00 EUR
Boven 7.670,00 EUR	1.551,70 EUR

1.2 Gehuwden en echtgenoten – wettelijk samenwonenden

De wettelijk samenwonenden worden gelijkgesteld met gehuwden, en een wettelijk samenwonende wordt gelijkgesteld met een echtgenoot.

1.3 Voordelen van alle aard

A. De waarde van de voordelen van alle aard wordt aan de bedrijfsvoorheffing onderworpen naar het volgende onderscheid :

- 1° de voordelen worden door de werkgever of door diens tussenkomst aan de verkrijger toegekend of geacht toegekend te zijn : de waarde van de voordelen wordt :
- toegevoegd aan het bedrag van de bezoldigingen wanneer zij gelijktijdig met de betaling of toekenning van bezoldigingen worden toegekend of geacht worden toegekend te zijn ;
 - behandeld als in nr. 2.9, A, vermelde exceptionele vergoedingen in het andere geval ;
- 2° de voordelen worden, zonder tussenkomst van de werkgever, door een derde persoon aan de verkrijger toegekend of geacht toegekend te zijn : de waarde van de voordelen wordt aan de bedrijfsvoorheffing onderworpen volgens de regels en het tarief van nr. 2.17.

B. Voordelen wegens leningen tegen gunstvoorwaarden worden voor het jaar waarin de lening begint te lopen, voor het vaststellen van de bedrijfsvoorheffing en zolang de Koning de voor dat jaar in aanmerking te nemen referentierentevoeten niet heeft bepaald, berekend op basis van het verschil tussen de referentierentevoet die geldt voor het laatste vorige jaar en de werkelijk aangerekende rentevoet.

C. Woon-werkverkeer

Op voorwaarde dat de werknemer aan zijn werkgever schriftelijk bevestigt dat hij bij de aangifte van zijn inkomsten voor het betrokken jaar geen aanspraak zal maken op zijn werkelijke beroepskosten, mag de werkgever bij de berekening van de verschuldigde bedrijfsvoorheffing rekening houden met de volgende vrijstellingen voorzien in artikel 38, § 1, WIB 92 om de verschuldigde bedrijfsvoorheffing te bepalen.

a) De werknemer gebruikt het openbaar gemeenschappelijk vervoer

Voor zover de werkgever kan vaststellen dat de vergoedingen betrekking hebben op de betaling of terugbetaling van kosten voor woon-werkverplaatsingen met één of meerdere openbare gemeenschappelijke vervoermiddelen, mag het bedrag van de vergoeding worden vrijgesteld.

b) De werknemer gebruikt het georganiseerd gemeenschappelijk vervoer

Voor zover de werkgever kan vaststellen dat de vergoeding betrekking heeft op woon-werkverplaatsingen met het georganiseerd gemeenschappelijk vervoer, mag het bedrag van de vergoeding worden vrijgesteld in de mate dat die vergoeding de prijs van een treinabonnement eerste klasse voor die afstand niet overschrijdt.

c) In de andere gevallen (behalve de fietsvergoeding bedoeld in artikel 38, § 1, eerste lid, 14°, WIB 92) mag een bedrag van maximum 35,80 euro per maand worden vrijgesteld.

Indien niet aan de vermelde voorwaarden is voldaan, moet het totale bedrag van de vergoeding aan de bedrijfsvoorheffing worden onderworpen.

1.4 Fooien

Voor werknemers wier bezoldiging geheel of gedeeltelijk uit fooien bestaat, moet, voor de toepassing van nr. 1.1, onder bruto inkomsten worden verstaan :

a) wanneer de fooien worden berekend op de ontvangsten, ongeacht of die fooien al dan niet begrepen zijn in de door de klanten betaalde prijs : het bedrag van de vaste bezoldiging verhoogd met het aandeel van de werknemer in de fooien (waarbij het totaal van die fooien ten minste gelijk moet zijn aan het product verkregen door vermenigvuldiging van de ontvangsten die aanleiding gaven tot de inning van fooien met het percent dat in de onderneming gewoonlijk wordt toegepast) of, indien dit hoger is, het bedrag van de forfaitaire bezoldigingen die tot grondslag hebben gediend voor de berekening van de bijdragen welke door die werknemers en hun werkgever ter uitvoering van de wetgeving betreffende de sociale zekerheid verschuldigd zijn ;

b) in de andere gevallen : het bedrag van de forfaitaire bezoldigingen die tot grondslag hebben gediend voor de berekening van de bijdragen welke die werknemers en hun werkgever ter uitvoering van de wetgeving betreffende de sociale zekerheid verschuldigd zijn.

1.5 Cumulatie van bepaalde pensioenen of renten (nrs. 4.1 tot 4.5 en 4.8)

A. In geval van cumulatie van pensioenen of renten verleend ter uitvoering van een wettelijk of reglementair statuut ten laste van eenzelfde schuldenaar van bedrijfsvoorheffing, wordt de bedrijfsvoorheffing per verkrijger overeenkomstig de regels van de nrs. 4.1 tot 4.5 vastgesteld op het totaalbedrag van de gecumuleerde pensioenen of renten.

B. In geval van cumulatie van pensioenen of renten als vermeld in punt A, betaald :

- ofwel door de Federale Pensioendienst ;
- ofwel door de Federale Pensioendienst en door een andere instelling vermeld in artikel 68, § 1, I, van de wet van 30 maart 1994 houdende sociale bepalingen,

wordt het percentage van de per verkrijger op elk pensioen of rente in te houden bedrijfsvoorheffing vastgesteld en medegedeeld door de Federale Pensioendienst, naar analogie van de artikelen 68 tot 68quinquies van voormelde wet.

In geval van cumulatie van een of meerdere pensioenen of renten verleend ter uitvoering van een wettelijk of reglementair statuut, waarvan tenminste een wordt betaald door de Federale Pensioendienst, met één of meerdere pensioenen of renten die niet worden verleend ter uitvoering van dergelijk statuut, is het eerste lid eveneens van toepassing voor de vaststelling van het percentage van de per verkrijger op elk pensioen of rente verleend ter uitvoering van een wettelijk of reglementair statuut in te houden bedrijfsvoorheffing.

Het percentage wordt berekend op grond van het bedrag van de bedrijfsvoorheffing verkregen door toepassing van de nrs. 4.1 tot 4.5 op het verschil tussen :

- eensdeels, het totale bruto bedrag van de wettelijke pensioenen en aanvullende voordelen als vermeld in artikel 68, § 1, a en c, van voormelde wet van 30 maart 1994, met uitzondering van de in de vorm van kapitaal uitbetaalde voordelen, zoals dat bedrag voor de toepassing van de artikelen 68 tot 68quinquies van dezelfde wet werd medegedeeld ;
- anderdeels, de verplichte sociale inhoudingen vermeld in nr. 1.1, A, of een forfait van 5 pct.

Dit percentage wordt afgerond tot het hogere of lagere tiende van een punt naargelang het cijfer van de honderdsten van een punt al dan niet 5 bereikt.

Bij wijziging van het percentage moet de schuldenaar van de bedrijfsvoorheffing de nieuwe toestand in aanmerking nemen zodra hij daarover is ingelicht.

1.6 Pensioenen, renten en als zodanig geldende toelagen die aan beide echtgenoten samen worden betaald of toegekend (gezinspensioenen)

Voor de berekening van de bedrijfsvoorheffing worden pensioenen, renten en als zodanig geldende toelagen die aan beide echtgenoten samen worden betaald of toegekend, aangemerkt als inkomsten van de echtgenoot in wiens beroepswerkzaamheid zij voor het geheel of voor het grootste gedeelte hun oorsprong vinden.

Afdeling 2. - Verminderingen wegens gezinslasten

1.7 Gezinstoestand

Voor de toepassing van de bedrijfsvoorheffing wordt verstaan :

1° onder echtgenoten : de gehuwden die zich niet in een van de in sub 2°, b vermelde gevallen bevinden ;

2° onder alleenstaanden :

a) de ongehuwde personen ;

b) de gehuwde personen :

- voor het jaar van het huwelijk of van de verklaring van wettelijke samenwoning ;
- voor het jaar waarin de wettelijk samenwonenden met elkaar in het huwelijk treden, worden zij als gehuwden aangemerkt, tenzij de verklaring van wettelijke samenwoning tijdens hetzelfde jaar is afgelegd ;
- vanaf het jaar na dat waarin de feitelijke scheiding heeft plaatsgevonden, voor zover die scheiding in het belastbare tijdperk niet ongedaan is gemaakt ;
- voor het jaar van de ontbinding van het huwelijk of van de scheiding van tafel en bed of van de beëindiging van de wettelijke samenwoning ;
- die rijksinwoners zijn, indien de echtgenoot beroepsinkomsten heeft van meer dan 11.430 euro per jaar die bij overeenkomst zijn vrijgesteld en die niet in aanmerking komen voor de berekening van de belasting op de andere inkomsten van het gezin ;
- die niet-inwoners zijn, indien slechts één van de echtgenoten in België aan de belasting onderworpen inkomsten verkrijgt en de andere echtgenoot binnenlandse beroepsinkomsten die

bij overeenkomst zijn vrijgesteld of buitenlandse beroepsinkomsten heeft van meer dan 11.430 euro per jaar.

Om de vermindering van de bedrijfsvoorheffing wegens gezinslasten vast te stellen, moet de gezinstoestand van de verkrijger van de inkomsten in aanmerking worden genomen zoals die zich voordoet op 1 januari van het jaar waarin de inkomsten worden betaald of toegekend.

De schuldenaar van de bedrijfsvoorheffing :

- mag echter, bij wijziging van de gezinstoestand in de loop van het jaar, de nieuwe toestand in aanmerking nemen zodra hij daarover is ingelicht ;
- moet evenwel rekening houden met de gezinstoestand die hem door de Algemene Administratie van de Fiscaliteit zou zijn medegedeeld en zulks vanaf de eerste betaling of toekenning van inkomsten tijdens de tweede maand die op de mededeling volgt.

1.8 Gezinslasten

A. Wanneer beide echtgenoten beroepsinkomsten verkrijgen, worden de verminderingen wegens gezinslasten, behalve die voor de gehandicapte echtgenoot aan de door hen gekozen echtgenoot toegekend.

Die keuze moet worden uitgedrukt door middel van een attest waarvan het model is vastgesteld door de bevoegde administratie van de Federale Overheidsdienst Financiën.

De vermindering voor de gehandicapte echtgenoot, wordt aan de betrokkene zelf toegekend.

B. Wanneer een kind ten laste of een in artikel 136, 2° tot 4°, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 vermelde persoon ten laste overlijdt, wordt de vermindering voor dat kind of die persoon verder toegestaan tot het einde van het jaar van overlijden.

C. Met betrekking tot de vermindering bepaald in nr. 2.2, A, b, 6 en 7, en met betrekking tot de afwijking bepaald in nrs. 2.2,B, 2.4,B, 3.3,B, 3.5,B, 4.1,B en 4.3,B, dienen de grenzen inzake beroepsinkomsten van respectievelijk 240 euro, 480 euro en 144 euro NETTO per maand als volgt te worden vastgesteld :

- de bruto beroepsinkomsten verminderen met de verplichte inhoudingen of bijdragen ter uitvoering van de sociale wetgeving of van een ermede gelijkgesteld wettelijk of reglementair statuut ;
- vervolgens het verschil verminderen met 20 pct.

1.9 Gehandicapten

A. Gehandicapt kind

Onder "gehandicapt kind" wordt verstaan :

- het kind dat tot ten minste 66 pct. is getroffen door ontoereikende of verminderde lichamelijke of geestelijke geschiktheid wegens één of meer aandoeningen ;
- het kind van wie, ongeacht de leeftijd, is vastgesteld dat ingevolge feiten overkomen en vastgesteld vóór de leeftijd van 65 jaar :
 - a) ofwel zijn lichamelijke of geestelijke toestand zijn verdienvermogen heeft verminderd tot één derde of minder van wat een valide persoon door een of ander beroep op de algemene arbeidsmarkt kan verdienen ;
 - b) ofwel zijn gezondheidstoestand een volledig gebrek aan, of een vermindering van zelfredzaamheid van ten minste 9 punten tot gevolg heeft, gemeten volgens de handleiding en de medisch-sociale schaal van toepassing in het kader van de wetgeving met betrekking tot de tegemoetkomingen aan gehandicapten ;
 - c) ofwel, na de periode van primaire ongeschiktheid bepaald in artikel 87 van de gecoördineerde wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, zijn verdienvermogen is verminderd tot een derde of minder, zoals bepaald in artikel 100 van dezelfde gecoördineerde wet ;

d) ofwel hij, ingevolge een administratieve of gerechtelijke beslissing, tot ten minste 66 pct. blijvend lichamelijk of geestelijk gehandicapt of arbeidsongeschikt is verklaard.

B. Gehandicapte andere persoon

Onder "gehandicapte andere persoon" wordt verstaan :

- diegene van wie vóór 1 januari 1989 is vastgesteld dat hij tot ten minste 66 pct. is getroffen door ontoereikende of verminderde lichamelijke of geestelijke geschiktheid wegens één of meer aandoeningen ;
- diegene van wie, ongeacht de leeftijd, is vastgesteld dat ingevolge feiten overkomen en vastgesteld vóór de leeftijd van 65 jaar :
 - a) ofwel zijn lichamelijke of geestelijke toestand zijn verdienvermogen heeft verminderd tot één derde of minder van wat een valide persoon door een of ander beroep op de algemene arbeidsmarkt kan verdienen ;
 - b) ofwel zijn gezondheidstoestand een volledig gebrek aan of een vermindering van zelfredzaamheid van ten minste 9 punten tot gevolg heeft, gemeten volgens de handleiding en de medisch-sociale schaal van toepassing in het kader van de wetgeving met betrekking tot de tegemoetkomingen aan gehandicapten ;
 - c) ofwel, na de periode van primaire ongeschiktheid bepaald in artikel 87 van de gecoördineerde wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, zijn verdienvermogen is verminderd tot een derde of minder, zoals bepaald in artikel 100 van dezelfde gecoördineerde wet ;
 - d) ofwel hij, ingevolge een administratieve of gerechtelijke beslissing, tot ten minste 66 pct. blijvend lichamelijk of geestelijk gehandicapt of arbeidsongeschikt is verklaard.

Afdeling 3. - Afronding

1.10 Het bedrag van de bedrijfsvoorheffing wordt steeds op de lagere cent afgerond.

2. HOOFDSTUK II. - Bezoldigingen van werknemers en ermede gelijkgestelde inkomsten

2.1 Dit hoofdstuk is van toepassing op :

A. Rijksinwoners

B. Niet-inwoners die bezoldigingen verkrijgen :

- belastbaar in België;
- ingevolge één of meerdere arbeidsovereenkomsten die het **volledige kalenderjaar** bestrijken ;
- en voor zover die arbeidsprestaties **ten minste 75 pct. van de wettelijk voorziene arbeidsduur per overeenkomst** bedragen.

Afdeling 1. - Maandelijke bruto bezoldigingen tot 7.500 euro

2.2 De verkrijger van de inkomsten is een alleenstaande OF de echtgenoot van de verkrijger van de inkomsten heeft eveneens beroepsinkomsten (schaal I)

A. Wanneer de maandelijke bruto bezoldigingen niet hoger zijn dan 7.500 euro wordt de bedrijfsvoorheffing vastgesteld volgens schaal I.

Van de bedrijfsvoorheffing vastgesteld volgens die schaal mogen vervolgens nog de volgende verminderingen worden afgetrokken :

Vermindering voor kinderen ten laste

AANTAL KINDEREN TEN LASTE (1)	VERMINDERING
1	39,00 EUR
2	110,00 EUR
3	291,00 EUR
4	510,00 EUR
5	750,00 EUR
6	991,00 EUR
7	1.232,00 EUR
8	1.498,00 EUR
meer dan 8	1.498,00 EUR verhoogd met 268,00 EUR per kind ten laste boven het achtste
(1) het gehandicapte kind ten laste wordt voor twee gerekend.	

b) Verminderingen voor andere gezinslasten

GROND VAN DE VERMINDERING	VERMINDERING (1)
1. De verkrijger van de inkomsten is een alleenstaande (behalve wanneer zijn inkomsten uit PENSIOENEN of WERKLOOSHEIDSUITKERINGEN MET BEDRIJFSTOESLAG bestaan :	22,00 EUR
2. De verkrijger van de inkomsten is een niet hertrouwde weduwnaar (weduwe), een ongehuwde vader(moeder), of een echtgescheiden of feitelijk gescheiden ouder, met één of meer kinderen ten laste :	39,00 EUR
3. De verkrijger van de inkomsten is zelf gehandicapt :	39,00 EUR
4. De verkrijger van de inkomsten heeft in artikel 136, 2° en 3°, WIB 92 vermelde personen ten laste die de leeftijd van 65 jaar hebben bereikt en zorgbehoevend zijn, per persoon (2) :	129,00 EUR
5. De verkrijger van de inkomsten heeft in artikel 136, 2° en 3°, WIB 92 bedoelde personen ten laste die de leeftijd van 65 jaar hebben bereikt, per persoon (3)(4):	84,00 EUR
6. De verkrijger van de inkomsten heeft in artikel 136, 2° tot 4°, WIB 92 vermelde personen, andere dan diegenen vermeld onder punten 4 en 5 hiervoor, ten laste, per persoon (4) :	39,00 EUR
7. De echtgenoot van de verkrijger van de inkomsten heeft persoonlijke beroepsinkomsten, andere dan pensioenen, renten of ermede gelijkgestelde inkomsten, die niet meer bedragen dan 240,00 EUR NETTO per maand (5) :	120,00 EUR
8. De echtgenoot van de verkrijger van de inkomsten heeft persoonlijke beroepsinkomsten die uitsluitend bestaan uit pensioenen, renten of ermede gelijkgestelde inkomsten en die niet meer bedragen dan 480,00 EUR NETTO per maand (5) :	240,00 EUR
(1) alle verminderingen mogen worden samengevoegd, met uitzondering van de in de punten 4 en 5 bedoelde verminderingen indien zij dezelfde persoon ten laste betreffen.	
(2) wordt als zorgbehoevend aangemerkt, de persoon voor wie de graad van zelfredzaamheid op ten minste 9 punten werd vastgesteld krachtens het ministerieel besluit van 30 juli 1987 tot vaststelling van de categorieën en van de handleiding voor de evaluatie van de graad van zelfredzaamheid met het oog op het onderzoek naar het recht op de integratietegemoetkoming. De zorgbehoevendheid wordt vastgesteld door de Directie-generaal Personen met een handicap van de FOD Sociale Zekerheid, Medex of de adviserend geneesheer bij het ziekenfonds of een gelijkwaardige instelling of persoon uit een andere lidstaat van de Europese Economische Ruimte.	
(3) dit betreft de overgangsmaatregel tot en met inkomstenjaar 2024, als bepaald in artikel 546, WIB 92.	
(4) de gehandicapte persoon ten laste wordt voor twee gerekend.	
(5) de netto beroepsinkomsten worden vastgesteld volgens de regels van nr.1.8, C.	

c) Vermindering voor groepsverzekering en voor extrawettelijke verzekering tegen ouderdom of vroegtijdige dood

Na toekenning van de onder sub a en b vermelde verminderingen wordt de bedrijfsvoorheffing nog verminderd met 30 pct. van :

- de verplichte inhoudingen ter uitvoering van een groepsverzekeringscontract ;
- de verplichte inhoudingen ter uitvoering van een extrawettelijke verzorgingsregeling van verzekering tegen ouderdom en vroegtijdige dood ;
- de inhoudingen die betrekking hebben op de individuele voortzetting van een pensioentoezegging overeenkomstig artikel 145³, derde lid, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992;
- de inhoudingen die betrekking hebben op een vrij aanvullend pensioen voor werknemers overeenkomstig artikel 145³, vierde lid, van het voormelde Wetboek.

d) Vermindering voor bezoldigingen ingevolge het presteren van overwerk dat recht geeft op een overwerktoeslag.

Er wordt een vermindering verleend aan de werknemers die gedurende het belastbare tijdperk overwerk hebben gepresteerd dat, overeenkomstig artikel 29 van de arbeidswet van 16 maart 1971 of artikel 7 van het koninklijk besluit nr. 213 van 26 september 1983 betreffende de arbeidsduur in de ondernemingen die onder het paritair comité voor het bouwbedrijf ressorteren, recht geeft op een overwerktoeslag en die:

- 1° hetzij onderworpen zijn aan de arbeidswet van 16 maart 1971 en tewerkgesteld door een werkgever onderworpen aan de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités;
- 2° hetzij als contractuele of statutaire werknemers tewerkgesteld zijn door één van de volgende autonome overheidsbedrijven : de naamloze vennootschap van publiek recht Proximus, de naamloze vennootschap van publiek recht bpost, de naamloze vennootschap van publiek recht NMBS en de naamloze vennootschap van publiek recht Infrabel;
- 3° hetzij als contractuele of statutaire werknemers tewerkgesteld zijn door de naamloze vennootschap van publiek recht HR Rail.

Deze vermindering is slechts van toepassing op de berekeningsgrondslag voor de overwerktoeslag betreffende de eerste 130 uren per jaar die de werknemer als overwerk heeft gepresteerd.

Het in het tweede lid bepaalde maximum van 130 uren overwerk wordt opgetrokken tot 180 uren voor de werknemers tewerkgesteld bij werkgevers die werken in onroerende staat verrichten op voorwaarde dat zij gebruik maken van een in hoofdstuk V, afdeling 4, van de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk bedoeld elektronisch aanwezigheidsregistratiesysteem.

Het in het tweede lid bepaalde maximum van 130 uren overwerk wordt opgetrokken tot 360 uren voor de werknemers tewerkgesteld bij werkgevers die ressorteren onder het paritair comité voor het hotelbedrijf of onder het paritair comité voor de uitzendarbeid indien de gebruiker ressorteert onder het paritair comité voor het hotelbedrijf.

De vermindering is niet van toepassing op het overwerk dat in aanmerking komt voor de toepassing van artikel 38, § 1, eerste lid, 30°, WIB 92.

De vermindering wordt toegepast na de onder sub a, b en c vermelde verminderingen en bedraagt :

- voor een gepresteerd uur waarop een wettelijke overwerktoeslag van 50 of 100 pct. van toepassing is : 57,75 pct.;
- voor een gepresteerd uur waarop een wettelijke overwerktoeslag van 20 pct. van toepassing is : 66,81 pct.

van het "sociale bruto bedrag" van de bezoldigingen (dit is vóór aftrek van de verplichte inhoudingen ter uitvoering van de sociale wetgeving of van een ermede gelijkgesteld wettelijk of reglementair statuut), dat als berekeningsgrondslag heeft gediend voor de berekening van de overwerktoeslag.

e) Vermindering van de bedrijfsvoorheffing op de bezoldigingen van natuurlijke personen met een laag inkomen die, anders dan krachtens een arbeidsovereenkomst, arbeid verrichten in de overheidssector

Er wordt een vermindering verleend aan personen die als statutair, stagiair of tijdelijke in dienst zijn bij de overheid, de gemeenschappen, de gewesten, de provincies, inrichtingen die aan de provincies ondergeschikt zijn, de gemeenten en inrichtingen die aan de gemeenten ondergeschikt zijn, en die niet in het kader van een arbeidsovereenkomst zijn aangeworven, en een belastbare bezoldiging verkrijgen van minstens 614,55 euro en maximum 2.256,97 euro.

De vermindering wordt toegepast na de onder a tot d vermelde verminderingen en bedraagt 6,67 euro.

f) Vermindering van de bedrijfsvoorheffing op de bezoldigingen van werknemers met een laag inkomen die recht hebben op de werkbonus

Er wordt een vermindering verleend aan de werknemers die recht hebben op een werkbonus overeenkomstig artikel 2 van de wet van 20 december 1999 tot toekenning van een werkbonus onder de vorm van een vermindering van de persoonlijke bedragen van sociale zekerheid aan werknemers met lage lonen en aan sommige werknemers die het slachtoffer waren van een herstructurering.

De vermindering wordt toegepast na de onder sub a tot e vermelde verminderingen en bedraagt 33,14 pct. van het bedrag van de daadwerkelijk verleende werkbonus.

B. In afwijking van punt A wordt de bedrijfsvoorheffing vastgesteld volgens de regels van nr. 2.3 wanneer de echtgenoot van de verkrijger van de inkomsten persoonlijke beroepsinkomsten heeft die uitsluitend bestaan uit pensioenen, renten of ermede gelijkgestelde inkomsten waarvan het bedrag niet hoger is dan 144 euro NETTO per maand.

De netto beroepsinkomsten worden vastgesteld volgens de regels van nr. 1.8, C.

2.3 De echtgenoot van de verkrijger van de inkomsten heeft geen beroepsinkomsten (schaal II)

Wanneer de maandelijkse bruto bezoldigingen niet hoger zijn dan 7.500 euro wordt de bedrijfsvoorheffing vastgesteld volgens schaal II.

Van de bedrijfsvoorheffing volgens die schaal mogen vervolgens de volgende verminderingen worden afgetrokken :

a) Vermindering voor kinderen ten laste

AANTAL KINDEREN TEN LASTE (1)	VERMINDERING
1	39,00 EUR
2	110,00 EUR
3	291,00 EUR
4	510,00 EUR
5	750,00 EUR
6	991,00 EUR
7	1.232,00 EUR
8	1.498,00 EUR
meer dan 8	1.498,00 EUR verhoogd met 268,00 EUR per kind ten laste boven het achtste
(1) het gehandicapte kind ten laste wordt voor twee gerekend	

b) Verminderingen voor andere gezinslasten

GROND VAN DE VERMINDERING	VERMINDERING (1)
1. De verkrijger van de inkomsten is zelf gehandicapt :	39,00 EUR
2. De echtgenoot van de verkrijger van de inkomsten is gehandicapt :	39,00 EUR
3. De verkrijger van de inkomsten heeft in artikel 136, 2° en 3°, WIB 92 vermelde personen ten laste die de leeftijd van 65 jaar hebben bereikt en zorgbehoevend zijn, per persoon (2) :	129,00 EUR
4. De verkrijger van de inkomsten heeft in artikel 136, 2° en 3°, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 vermelde personen die de leeftijd van 65 jaar hebben bereikt, ten laste, per persoon (3)(4) :	84,00 EUR
5. De verkrijger van de inkomsten heeft in artikel 136, 2° tot 4°, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 vermelde personen, andere dan diegenen vermeld onder punten 3 en 4 hiervoor, ten laste, per persoon (4) :	39,00 EUR
(1) alle verminderingen mogen worden samengevoegd, met uitzondering van de verminderingen onder punten 3 en 4 als deze over dezelfde persoon betreffen.	
(2) wordt als zorgbehoevend aangemerkt, de persoon voor wie de graad van zelfredzaamheid op ten minste 9 punten werd vastgesteld krachtens het ministerieel besluit van 30 juli 1987 tot vaststelling van de categorieën en van de handleiding voor de evaluatie van de graad van zelfredzaamheid met het oog op het onderzoek naar het recht op de integratietegemoetkoming. De zorgbehoevendheid wordt vastgesteld door de Directie-generaal Personen met een handicap van de FOD Sociale Zekerheid, Medex of de adviserend geneesheer bij het ziekenfonds of een gelijkwaardige instelling of persoon uit een andere lidstaat van de Europese Economische Ruimte.	
(3) dit betreft de overgangsmaatregel tot en met inkomstenjaar 2024, als bepaald in artikel 546, WIB 92.	
(4) de gehandicapte persoon ten laste wordt voor twee gerekend	

c) Vermindering voor groepsverzekering en voor extrawettelijke verzekering tegen ouderdom of vroegtijdige dood

Na toekenning van de onder sub a en b vermelde verminderingen wordt de bedrijfsvoorheffing nog verminderd met 30 pct. van :

- de verplichte inhoudingen ter uitvoering van een groepsverzekeringscontract ;
- de verplichte inhoudingen ter uitvoering van een extrawettelijke verzorgingsregeling van verzekering tegen ouderdom en vroegtijdige dood ;
- de inhoudingen die betrekking hebben op de individuele voortzetting van een pensioentoezegging overeenkomstig artikel 145³, derde lid, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992;
- de inhoudingen die betrekking hebben op een vrij aanvullend pensioen voor werknemers overeenkomstig artikel 145³, vierde lid, van het voormelde Wetboek.

d) Vermindering voor bezoldigingen ingevolge het presteren van overwerk dat recht geeft op een overwerktoeslag.

Er wordt een vermindering verleend aan de werknemers die gedurende het belastbare tijdperk overwerk hebben gepresteerd dat, overeenkomstig artikel 29 van de arbeidswet van 16 maart 1971 of artikel 7 van het koninklijk besluit nr. 213 van 26 september 1983 betreffende de arbeidsduur in de ondernemingen die onder het paritair comité voor het bouwbedrijf ressorteren, recht geeft op een overwerktoeslag en die :

- 1° hetzij onderworpen zijn aan de arbeidswet van 16 maart 1971 en tewerkgesteld door een werkgever onderworpen aan de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités;
- 2° hetzij als contractuele of statutaire werknemers tewerkgesteld zijn door één van de volgende autonome overheidsbedrijven : de naamloze vennootschap van publiek recht Proximus, de naamloze vennootschap van publiek recht bpost, de naamloze vennootschap van publiek recht NMBS en de

naamloze vennootschap van publiek recht Infrabel;

3° hetzij als contractuele of statutaire werknemers tewerkgesteld zijn door de naamloze vennootschap van publiek recht HR Rail.

Deze vermindering is slechts van toepassing op de berekeningsgrondslag voor de overwerktoeslag betreffende de eerste 130 uren per jaar die de werknemer als overwerk heeft gepresteerd.

Het in het tweede lid bepaalde maximum van 130 uren overwerk wordt opgetrokken tot 180 uren voor de werknemers tewerkgesteld bij werkgevers die werken in onroerende staat verrichten op voorwaarde dat zij gebruik maken van een in hoofdstuk V, afdeling 4, van de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk bedoeld elektronisch aanwezigheidsregistratiesysteem.

Het in het tweede lid bepaalde maximum van 130 uren overwerk wordt opgetrokken tot 360 uren voor de werknemers tewerkgesteld bij werkgevers die ressorteren onder het paritair comité voor het hotelbedrijf of onder het paritair comité voor de uitzendarbeid indien de gebruiker ressorteert onder het paritair comité voor het hotelbedrijf.

De vermindering is niet van toepassing op het overwerk dat in aanmerking komt voor de toepassing van artikel 38, § 1, eerste lid, 30°, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992.

De vermindering wordt toegepast na de onder sub a, b en c vermelde verminderingen en bedraagt :

- voor een gepresteerd uur waarop een wettelijke overwerktoeslag van 50 of 100 pct. van toepassing is : 57,75 pct.;
- voor een gepresteerd uur waarop een wettelijke overwerktoeslag van 20 pct. van toepassing is : 66,81 pct.

van het "sociale bruto bedrag " van de bezoldigingen (dit is vóór aftrek van de verplichte inhoudingen ter uitvoering van de sociale wetgeving of van een ermede gelijkgesteld wettelijk of reglementair statuut), dat als berekeningsgrondslag heeft gediend voor de berekening van de overwerktoeslag.

e) Vermindering van de bedrijfsvoorheffing op de bezoldigingen van natuurlijke personen met een laag inkomen die, anders dan krachtens een arbeidsovereenkomst, arbeid verrichten in de overheidssector

Er wordt een vermindering verleend aan personen die als statutair, stagiair of tijdelijke in dienst zijn bij de overheid, de gemeenschappen, de gewesten, de provincies, inrichtingen die aan de provincies ondergeschikt zijn, de gemeenten en inrichtingen die aan de gemeenten ondergeschikt zijn, en die niet in het kader van een arbeidsovereenkomst zijn aangeworven, en een belastbare bezoldiging verkrijgen van minstens 614,55 euro en maximum 2.256,97 euro.

De vermindering wordt toegepast na de onder a tot d vermelde verminderingen en bedraagt 6,67 euro.

f) Vermindering van de bedrijfsvoorheffing op de bezoldigingen van werknemers met een laag inkomen die recht hebben op de werkbonus

Er wordt een vermindering verleend aan de werknemers die recht hebben op een werkbonus overeenkomstig artikel 2 van de wet van 20 december 1999 tot toekenning van een werkbonus onder de vorm van een vermindering van de persoonlijke bedragen van sociale zekerheid aan werknemers met lage lonen en aan sommige werknemers die het slachtoffer waren van een herstructurering.

De vermindering wordt toegepast na de onder sub a tot e vermelde verminderingen en bedraagt 33,14 pct. van het bedrag van de daadwerkelijk verleende werkbonus.

Afdeling 2. - Maandelijke bruto bezoldigingen boven 7.500 euro

2.4 De verkrijger van de inkomsten is een alleenstaande OF de echtgenoot van de verkrijger van de inkomsten heeft eveneens beroepsinkomsten

A. Wanneer de maandelijke bruto bezoldigingen hoger zijn dan 7.500 euro wordt de bedrijfsvoorheffing als volgt vastgesteld :

- a) de maandelijke bruto bezoldigingen afronden op het lagere veelvoud van 15 euro ;
- b) de bedrijfsvoorheffing op dat afgeronde bedrag is gelijk aan 3.137,41 euro verhoogd met 53,50 pct. van het gedeelte van de maandelijke bruto bezoldiging boven 7.500 euro ;
- c) van de bedrijfsvoorheffing berekend overeenkomstig b mogen vervolgens de verminderingen worden afgetrokken die zijn vermeld in nr. 2.2, A, a tot d.

B. In afwijking van punt A wordt de bedrijfsvoorheffing vastgesteld volgens de regels van nr. 2.5 wanneer de echtgenoot van de verkrijger van de inkomsten persoonlijke beroepsinkomsten heeft die uitsluitend bestaan uit pensioenen, renten of ermede gelijkgestelde inkomsten waarvan het bedrag niet hoger is dan 144 euro NETTO per maand.

De netto beroepsinkomsten worden vastgesteld volgens de regels van nr. 1.8, C.

2.5 De echtgenoot van de verkrijger van de inkomsten heeft geen beroepsinkomsten

Wanneer de maandelijke bruto bezoldigingen hoger zijn dan 7.500 euro wordt de bedrijfsvoorheffing als volgt vastgesteld :

- a) de maandelijke bruto bezoldiging afronden op het lagere veelvoud van 15 euro ;
- b) de bedrijfsvoorheffing op dat afgeronde bedrag is gelijk aan 2.697,38 euro verhoogd met 53,50 pct. van het gedeelte van de maandelijke bruto bezoldiging boven 7.500 euro ;
- c) van de bedrijfsvoorheffing berekend overeenkomstig punt b mogen vervolgens de verminderingen worden afgetrokken die zijn vermeld in nr. 2.3, a tot d.

Afdeling 3. - Bijzondere regels

2.6 Betalingen per veertien dagen

Voor de per veertien dagen betaalde bezoldigingen bedraagt de bedrijfsvoorheffing de helft van de voorheffing die volgens de regels van nrs. 2.2 tot 2.5 per maand verschuldigd is op tweemaal de bezoldiging per veertien dagen.

2.7 Betalingen per week

Voor de per week betaalde bezoldigingen bedraagt de bedrijfsvoorheffing het vierde van de voorheffing die volgens de regels van nrs. 2.2 tot 2.5 per maand verschuldigd is op viermaal de bezoldiging per week.

2.8 Betalingen per werkdag

Voor de per werkdag betaalde bezoldigingen bedraagt de bedrijfsvoorheffing het twintigste van de voorheffing die volgens de regels van nrs. 2.2 tot 2.5 per maand verschuldigd is op twintigmaal de bezoldiging per werkdag.

2.9 Exceptionele vergoedingen

A. Voor andere exceptionele vergoedingen en toelagen dan opzeggingsvergoedingen die een werkgever, buiten de normale bezoldigingen aan leden van zijn personeel betaalt (toevallige commissielonen op een geheel van verrichtingen, bijzondere en exceptionele vergoedingen,

vakantiegeld, enz.), wordt de bedrijfsvoorheffing vastgesteld volgens het in punt a vermelde tarief, gelet op het jaarbedrag van de normale bruto bezoldigingen van de verkrijger van de inkomsten.

Wanneer echter het jaarbedrag van de normale bruto bezoldiging niet meer bedraagt dan het grensbedrag dat volgens het aantal kinderen ten laste vermeld is in tabel b, wordt de exceptionele vergoeding vrijgesteld ten belope van het verschil tussen het voornoemde grensbedrag en het jaarbedrag van de normale bruto bezoldiging.

Wanneer de verkrijger van een exceptionele vergoeding niet meer dan vijf kinderen ten laste heeft en het jaarbedrag van zijn normale bruto bezoldiging niet hoger is dan het bedrag dat -volgens het aantal kinderen ten laste- in kolom 3 van tabel c vermeld is, wordt een vermindering toegekend op de bedrijfsvoorheffing die volgens de twee vorige leden op de exceptionele vergoeding is verschuldigd ; die vermindering wordt volgens het aantal kinderen ten laste berekend met het percent vermeld in kolom 2 van tabel c.

a) Tarief

JAARBEDRAG VAN DE NORMALE BRUTO BEZOLDIGINGEN		PERCENT ALS BEDRIJFSVOORHEFFING VERSCHULDIGD OP	
		VAKANTIEGELD	ANDERE VERGOEDINGEN EN TOELAGEN
1		2	3
tot 8.845,00 EUR		0	0
van 8.845,01 EUR	tot 11.330,00 EUR	19,17	23,22
van 11.330,01 EUR	tot 14.400,00 EUR	21,20	25,23
van 14.400,01 EUR	tot 17.270,00 EUR	26,25	30,28
van 17.270,01 EUR	tot 19.550,00 EUR	31,30	35,33
van 19.550,01 EUR	tot 21.830,00 EUR	34,33	38,36
van 21.830,01 EUR	tot 26.390,00 EUR	36,34	40,38
van 26.390,01 EUR	tot 28.710,00 EUR	39,37	43,41
van 28.710,01 EUR	tot 38.020,00 EUR	42,39	46,44
van 38.020,01 EUR	tot 49.650,00 EUR	47,44	51,48
boven 49.650,00 EUR		53,50	

b) Vrijstelling wegens kinderlast

AANTAL KINDEREN TEN LASTE (1)	GRENSBEDRAG
1	2
1	14.272,00 EUR
2	17.680,00 EUR
3	23.060,00 EUR
4	29.060,00 EUR
5	35.060,00 EUR
6	41.060,00 EUR
7	47.060,00 EUR
8	53.060,00 EUR
9	59.060,00 EUR
10	65.060,00 EUR
11	71.060,00 EUR
12	77.060,00 EUR

(1) het gehandicapte kind ten laste wordt voor twee gerekend

c) Vermindering wegens kinderlast

AANTAL KINDEREN TEN LASTE (1)	PERCENT VAN DE VERMINDERING	JAARBEDRAG VAN DE NORMALE BRUTO BEZOLDIGINGEN WAARBOVEN GEEN VERMINDERING WORDT VERLEEND
1	2	3
1	7,5	23.990,00 EUR
2	20	23.990,00 EUR
3	35	26.390,00 EUR
4	55	31.190,00 EUR
5	75	33.590,00 EUR

(1) het gehandicapte kind ten laste wordt voor twee gerekend

B. In afwijking van punt A :

- a) wordt de bedrijfsvoorheffing eenvormig op 16,15 pct. (zonder vrijstelling) vastgesteld voor de eindejaarspremies die in één keer worden uitbetaald en afhankelijk zijn van prestaties die per stuk of taak worden bezoldigd ;
- b) is geen bedrijfsvoorheffing verschuldigd wanneer het twaalfde van het totaal van het jaarbedrag van de normale bruto bezoldigingen en de exceptionele vergoedingen en toelagen volgens de regels van nr. 2.2 (schaal I) of nr. 2.3 (schaal II) inzake per maand betaalde bezoldigingen geen aanleiding geeft tot bedrijfsvoorheffing.

2.10 Achterstallen

A. Voor achterstallige bezoldigingen (onder meer bezoldigingen waarvan de uitbetaling of de toekenning door toedoen van de overheid of wegens het bestaan van een geschil slechts heeft plaatsgehad na het verstrijken van het belastbare tijdperk waarop zij in werkelijkheid betrekking hebben) wordt de bedrijfsvoorheffing vastgesteld volgens het in punt a vermelde tarief, gelet op de referentiebezoldiging, d.w.z. het jaarbedrag van de normale bruto bezoldiging die onmiddellijk vóór het jaar waarop de achterstallen betrekking hebben aan de verkrijger van de inkomsten is betaald.

In afwijking van hetgeen voorafgaat, is de referentiebezoldiging gelijk aan de normale bruto bezoldigingen van het laatste jaar van normale activiteit dat het jaar van de betaling van de achterstallen voorafgaat, mits de verkrijger hiervan het bewijs levert.

Wanneer echter de referentiebezoldiging niet meer bedraagt dan het grensbedrag dat volgens het aantal kinderen ten laste vermeld is in tabel b, worden de achterstallige bezoldigingen vrijgesteld ten belope van het verschil tussen het voornoemde grensbedrag en de referentiebezoldiging.

a) Tarief

REFERENTIEBEZOLDIGING	PERCENT ALS BEDRIJFSVOORHEFFING VERSCHULDIGD OP ACHTERSTALLEN
tot 9.830,00 EUR	0,00
van 9.830,01 EUR tot 11.800,00 EUR	2,68
van 11.800,01 EUR tot 13.110,00 EUR	6,57
van 13.110,01 EUR tot 15.735,00 EUR	10,77
van 15.735,01 EUR tot 17.050,00 EUR	13,55
van 17.050,01 EUR tot 19.010,00 EUR	16,55
Van 19.010,01 EUR tot 21.795,00 EUR	19,17
Van 22.290,01 EUR tot 28.840,00 EUR	24,92
Van 28.840,01 EUR tot 35.395,00 EUR	29,93
van 35.395,01 EUR tot 45.890,00 EUR	31,30
van 45.890,01 EUR tot 51.785,00 EUR	36,90
van 51.785,01 EUR tot 58.995,00 EUR	38,96

REFERENTIEBEZOLDIGING	PERCENT ALS BEDRIJFSVOORHEFFING VERSCHULDIGD OP ACHTERSTALLEN
van 58.995,01 EUR tot 68.820,00 EUR	40,93
van 68.820,01 EUR tot 82.590,00 EUR	42,92
van 82.590,01 EUR tot 103.565,00 EUR	44,99
van 103.565,01 EUR tot 119.295,00 EUR	46,47
van 119.295,01 EUR tot 140.270,00 EUR	47,48
Boven 140.270,00 EUR	48,00

Vrijstelling wegens kinderlast

AANTAL KINDEREN TEN LASTE (1)	GRENSBEDRAG
1	14.272,00 EUR
2	17.680,00 EUR
3	23.060,00 EUR
4	29.060,00 EUR
5	35.060,00 EUR
6	41.060,00 EUR
7	47.060,00 EUR
8	53.060,00 EUR
9	59.060,00 EUR
10	65.060,00 EUR
11	71.060,00 EUR
12	77.060,00 EUR
(1) het gehandicapte kind ten laste wordt voor twee gerekend	

B. In afwijking van punt A is geen bedrijfsvoorheffing verschuldigd wanneer het twaalfde van de referentiebezoldiging volgens de regels van nr. 2.2 (schaal I) of nr. 2.3 (schaal II) inzake per maand betaalde bezoldigingen geen aanleiding geeft tot bedrijfsvoorheffing.

2.11 A) Opzeggingsvergoedingen

De bedrijfsvoorheffing wordt vastgesteld volgens de regels van nr. 2.10, A, met dien verstande dat voor het bepalen van het tarief van de bedrijfsvoorheffing de in aanmerking te nemen referentiebezoldiging die is welke tot grondslag diende voor het vaststellen van de vergoeding of, bij gebreke daaraan, de bezoldiging die de verkrijger heeft ontvangen tijdens de laatste periode van normale activiteit in dienst van de werkgever die de vergoeding uitbetaalt.

In afwijking van hetgeen voorafgaat, is de referentiebezoldiging gelijk aan de normale bruto bezoldigingen van het laatste jaar van normale activiteit dat het jaar van de betaling van de opzeggingsvergoedingen voorafgaat, mits de verkrijger hiervan het bewijs levert.

B) Inschakelingsvergoedingen

De bedrijfsvoorheffing op inschakelingsvergoedingen bedoeld in Titel IV, Hoofdstuk 5, Afdeling 3, van de wet van 23 december 2005 betreffende het generatiepact, wordt vastgesteld volgens de regels van nr. 2.10, A, met dien verstande dat voor het bepalen van het tarief van de bedrijfsvoorheffing de in aanmerking te nemen referentiebezoldiging die is welke tot grondslag diende voor het vaststellen van de vergoeding of, bij gebreke daaraan, de bezoldiging die de verkrijger heeft ontvangen tijdens de laatste periode van normale activiteit in dienst van de werkgever die de vergoeding uitbetaalt.

In afwijking van hetgeen voorafgaat, is de referentiebezoldiging gelijk aan de normale bruto bezoldigingen van het laatste jaar van normale activiteit dat het jaar van de betaling van de inschakelingsvergoedingen voorafgaat, mits de verkrijger hiervan het bewijs levert.

2.12 Schadeloosstelling van tijdelijke derving van bezoldigingen, winst of baten

A. Wettelijke of extrawettelijke vergoedingen betaald of toegekend als schadeloosstelling van een tijdelijke derving van bezoldiging bijvoorbeeld ingevolge ongeval, ziekte, invaliditeit of andere soortgelijke gebeurtenissen, zijn aan de bedrijfsvoorheffing onderworpen naar het volgende onderscheid :

1° wanneer de vergoedingen door de werkgever of door diens tussenkomst :

- a) samen met de normale bezoldigingen van éénzelfde periode aan de verkrijger worden betaald of toegekend : volgens de regels van nrs. 2.2 tot 2.8 op het totaalbedrag van de normale bezoldigingen en de vergoedingen in kwestie ;
- b) niet samen met de normale bezoldigingen van éénzelfde periode aan de verkrijger worden betaald of toegekend :
 - volgens de regels van nr. 2.9, A, gelet op de referentiebezoldiging, d.w.z. de normale jaarbezoldiging die tot grondslag voor het berekenen van de schadeloosstelling heeft gediend ;
 - bij gebreke aan voormelde referentiebezoldiging bedraagt de bedrijfsvoorheffing 26,75 pct. (zonder vermindering) ;

2° wanneer die vergoedingen, zonder tussenkomst van de werkgever, door een verzekeringsinstelling of door een andere instelling of een andere tussenpersoon aan de verkrijger worden betaald : tegen het tarief van 11,11 pct. of 22,20 pct. (zonder vermindering) naargelang het gaat om wettelijke of om extrawettelijke vergoedingen.

B. In afwijking van punt A wordt, in de hiernavolgende gevallen, de bedrijfsvoorheffing respectievelijk overeenkomstig de volgende regels vastgesteld :

1. Primaire ongeschiktheid

- a) Wettelijke ziekte- en invaliditeitsuitkeringen betaald of toegekend gedurende de periode van primaire arbeidsongeschiktheid bepaald in artikel 87 van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen gecoördineerd op 14 juli 1994, zijn aan de bedrijfsvoorheffing onderworpen tegen het tarief van 11,11 pct. (zonder vermindering), voor zover die periode van primaire ongeschiktheid aanvangt na 31 december 2003.
- b) De overeenkomstig sub a berekende bedrijfsvoorheffing mag er evenwel niet toe leiden dat het bedrag van de uiteindelijk verschuldigde uitkering minder bedraagt dan het bedrag van de minimuminvaliditeitsuitkering vermeld in artikel 93bis van voormelde gecoördineerde wet, behalve wanneer die uitkering wordt gecumuleerd met inkomsten als vermeld in artikel 104 van dezelfde wet of wanneer prestaties worden geweigerd of verminderd krachtens artikel 136, § 2, van dezelfde wet.

Voor de toepassing van het eerste lid wordt tijdens de eerste zes maanden van de primaire arbeidsongeschiktheid evenwel enkel rekening gehouden met het bedrag van de minimuminvaliditeitsuitkering voor een gerechtigde met gezinslast, vermeld in artikel 93bis van voormelde gecoördineerde wet.

Het eerste en tweede lid zijn niet van toepassing op de aanvullende uitkeringen die worden betaald of toegekend in uitvoering van de wet van 24 juni 2020 houdende toekenning van een tijdelijke aanvulling op de uitkeringen voor primaire arbeidsongeschiktheid. Deze aanvullende uitkeringen worden ook buiten beschouwing gelaten voor de toepassing van het eerste en tweede lid.
- c) – Wettelijke ziekte- en invaliditeitsuitkeringen betaald of toegekend gedurende de eerste 6 maanden van de periode van primaire arbeidsongeschiktheid bepaald in artikel 87, derde lid, van dezelfde wet en die aansluit op een periode van volledige of gedeeltelijke werkloosheid als vermeld in nr. 2.13, A, zijn aan de bedrijfsvoorheffing onderworpen tegen het tarief van 10,09 pct. (zonder vermindering).
- Er moet evenwel geen bedrijfsvoorheffing worden ingehouden op wettelijke ziekte- en invaliditeitsuitkeringen betaald of toegekend gedurende de eerste 6 maanden van de hiervoor

bedoelde periode van primaire arbeidsongeschiktheid, aan volledig werkloze werknemers als vermeld in nr. 2.13, B.

- Vanaf de 1^{ste} dag van de 7^{de} maand van diezelfde periode van primaire arbeidsongeschiktheid, zijn de onder het eerste en tweede streepje vermelde uitkeringen aan de bedrijfsvoorheffing onderworpen tegen het tarief van 11,11 pct. (zonder vermindering).

2. Wachtgeld ingevolge disponibiliteit wegens ziekte

Wachtgelden die krachtens artikel 57 van hoofdstuk IX van het koninklijk besluit van 19 november 1998 betreffende de verloven en afwezigheden toegestaan aan de personeelsleden van de rijksbesturen, worden betaald of toegekend aan ambtenaren in disponibiliteit wegens ziekte, zijn aan de bedrijfsvoorheffing onderworpen tegen het tarief van 11,11 pct. (zonder vermindering), voor zover de periode van disponibiliteit aanvangt na 31 december 2003.

3. Zeelieden

Uitkeringen betaald of toegekend krachtens artikel 88 van het koninklijk besluit van 24 oktober 1936 houdende wijziging en samenordering van de statuten der Hulp- en Voorzorgskas voor Zeevarenden, zijn aan de bedrijfsvoorheffing onderworpen tegen het tarief van 11,11 pct. (zonder vermindering), voor zover de werkongeschiktheidsperiode aanvangt na 31 december 2003.

4. Overzeese sociale zekerheid

Uitkeringen betaald of toegekend krachtens artikel 35, § 1, van de wet van 17 juli 1963 betreffende de overzeese sociale zekerheid, zijn aan de bedrijfsvoorheffing onderworpen tegen het tarief van 11,11 pct. (zonder vermindering), voor zover de periode van primaire arbeidsongeschiktheid aanvangt na 31 december 2003.

5. Moederschapsbescherming

Uitkeringen betaald of toegekend krachtens artikel 113 van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen gecoördineerd op 14 juli 1994, zijn aan de bedrijfsvoorheffing onderworpen tegen het tarief van 11,11 pct. (zonder vermindering).

6. Borstvoedingspauze

Uitkeringen betaald of toegekend krachtens artikel 116bis van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen gecoördineerd op 14 juli 1994, zijn aan de bedrijfsvoorheffing onderworpen tegen het tarief van 11,11 pct. (zonder vermindering).

7. Vaderschapsverlof

Uitkeringen betaald of toegekend krachtens artikel 30, § 2, achtste lid, van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, zijn aan de bedrijfsvoorheffing onderworpen tegen het tarief van 11,11 pct. (zonder vermindering).

8. Adoptieverlof

Uitkeringen betaald of toegekend krachtens artikel 30ter, § 2, eerste lid, van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, zijn aan de bedrijfsvoorheffing onderworpen tegen het tarief van 11,11 pct. (zonder vermindering).

9. Wettelijke onderbrekingsuitkeringen

- a) Wettelijke onderbrekingsuitkeringen betaald of toegekend aan werknemers die voltijs hun beroepsloopbaan onderbreken, zijn aan de bedrijfsvoorheffing onderworpen tegen het tarief van 10,13 pct. (zonder vermindering).
- b) Wettelijke onderbrekingsuitkeringen betaald of toegekend aan werknemers die deeltijs hun beroepsloopbaan onderbreken, zijn aan de bedrijfsvoorheffing onderworpen tegen het tarief van 17,15 pct. (zonder vermindering).

Dit tarief van 17,15 pct. wordt verhoogd tot 35 pct. in geval van :

1. een 1/5^{de} loopbaanvermindering, in toepassing van de artikelen 4 en 6 van het koninklijk besluit van 12 december 2001 tot uitvoering van hoofdstuk IV van de wet van 10 augustus 2001 betreffende verzoening van werkgelegenheid en kwaliteit van het leven betreffende het stelsel van tijdskrediet, loopbaanvermindering en vermindering van de arbeidsprestaties tot een halftijdse betrekking, die aanvangt vanaf 1 juni 2007, of eenzelfde loopbaanvermindering in toepassing van de artikelen 5 en 6 van het koninklijk besluit van 10 juni 2002 betreffende de toekenning van onderbrekingsuitkeringen aan de personeelsleden van de overheidsbedrijven die in toepassing van de wet van 21 maart 1991 houdende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven bestuursautonomie verkregen hebben. Deze verhoging? geldt niet voor de werknemers in 1/5^{de} loopbaanvermindering die uitsluitend samenwonen met één of meerdere kinderen die zij ten laste hebben;
2. halftijds tijdskrediet of halftijdse loopbaanonderbreking dat ingaat vanaf 1 januari 2009 voor de belastingplichtigen die 50 jaar of ouder dan 50 jaar zijn. Deze verhoging geldt niet voor de werknemers die alleen wonen of die uitsluitend samenwonen met één of meer kinderen die zij ten laste hebben en voor de belastingplichtigen die genieten van een thematisch verlof (ouderschapsverlof, medische bijstand, palliatief verlof).

Het tarief van 17,15 pct. wordt echter verhoogd tot 30 pct. in geval van halftijds tijdskrediet of halftijdse loopbaanonderbreking dat ingaat vanaf 1 januari 2009 voor de belastingplichtigen van minder dan 50 jaar. Deze verhoging geldt niet voor de werknemers die alleen wonen of die uitsluitend samenwonen met één of meer kinderen die zij ten laste hebben en voor de belastingplichtigen die genieten van een thematisch verlof (ouderschapsverlof, medische bijstand, palliatief verlof).

10. Het stelsel van halftijds werken vanaf 50 of 55 jaar of vierdagenweek

Wettelijke premies toegekend aan de personeelsleden van overheidsdiensten ter gelegenheid van het halftijds werken vanaf 50 of 55 jaar of de vierdagenweek, zijn aan de bedrijfsvoorheffing onderworpen tegen het tarief van 17,15 pct. (zonder vermindering).

C. Zelfstandigen en meewerkende echtgenoten

1. Primaire ongeschiktheid

- a. Wettelijke ziekte- en invaliditeitsuitkeringen betaald of toegekend gedurende het tijdvak van primaire ongeschiktheid bepaald in artikel 7 van het koninklijk besluit van 20 juli 1971 houdende instelling van een uitkeringsverzekering en een moederschapsverzekering ten voordele van de zelfstandigen en van de meewerkende echtgenoten, zijn aan de bedrijfsvoorheffing onderworpen tegen het tarief van 11,11 pct. (zonder vermindering), voor zover die periode van primaire ongeschiktheid aanvangt na 31 december 2003.
- b. De overeenkomstig sub a berekende bedrijfsvoorheffing mag er evenwel niet toe leiden dat het bedrag van de uiteindelijk verschuldigde primaire ongeschiktheidsuitkering minder bedraagt dan het bedrag van de minimuminvaliditeitsuitkering vermeld in artikel 93bis van de gecoördineerde wet van 14 juli 1994 betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, behalve wanneer die uitkering wordt geweigerd of verminderd krachtens artikel 28 of artikel 29, § 1, 1^o tot 4^o, van voormeld koninklijk besluit.

Het eerste lid is niet van toepassing op de aanvullende crisisuitkeringen die worden betaald of toegekend in uitvoering van het koninklijk besluit van 15 september 2020 houdende toekenning, ingevolge de COVID-19-pandemie, van een aanvullende crisisuitkering aan sommige arbeidsongeschikt erkende zelfstandigen en meewerkende echtgenoten. Deze aanvullende crisisuitkeringen worden ook buiten beschouwing gelaten voor de toepassing van het eerste lid.

2. Moederschapsverzekering

Moederschapsuitkeringen betaald of toegekend overeenkomstig artikel 94 van het koninklijk besluit van 20 juli 1971 houdende instelling van een uitkeringsverzekering en een moederschapsverzekering ten voordele van de zelfstandigen en van de meewerkende echtgenoten, zijn aan de bedrijfsvoorheffing onderworpen tegen het tarief van 11,11 pct. (zonder vermindering).

D. Wettelijke of extrawettelijke vergoedingen betaald of toegekend als schadeloosstelling van een tijdelijke derving van winst of baten, zelfs indien ze op een vorige beroepswerkzaamheid betrekking hebben, en die door een verzekeringsinstelling of door een andere instelling of een andere tussenpersoon aan de verkrijger worden betaald, zijn aan de bedrijfsvoorheffing onderworpen tegen het tarief van 11,11 pct. of 22,20 pct. (zonder vermindering) naargelang het gaat om wettelijke of om extrawettelijke vergoedingen.

E. Evenwel moet geen bedrijfsvoorheffing worden ingehouden wanneer de vergoeding is verkregen door een werknemer die bewijst dat het twaalfde van het jaarbedrag van de bezoldiging die tot grondslag diende voor het berekenen van de vergoeding volgens de regels van nrs. 2.2 tot 2.5, inzake per maand betaalde bezoldigingen, geen aanleiding geeft tot bedrijfsvoorheffing.

F. Ook is geen bedrijfsvoorheffing verschuldigd op andere wettelijke vergoedingen dan die vermeld onder punt B en C, toegekend krachtens de wetgeving betreffende de verzekering tegen ziekte en invaliditeit.

2.13 Werkloosheidsuitkeringen

A. Wettelijke en extrawettelijke uitkeringen van alle aard, wachttuitkeringen inbegrepen, verkregen als volledig of gedeeltelijk herstel van een tijdelijke derving van bezoldigingen ten gevolge van volledige of gedeeltelijke werkloosheid en niet vermeld in de nrs. 2.15 en 2.16, zijn aan de bedrijfsvoorheffing onderworpen tegen het tarief van 10,09 pct. (zonder vermindering).

B. In afwijking van punt A moet geen bedrijfsvoorheffing worden ingehouden op de wettelijke werkloosheids- of inschakelingsuitkeringen van volledig werkloze werknemers die generlei inkomen uit beroepswerkzaamheid verkrijgen en die in de zin van de reglementering inzake werkloosheid de hoedanigheid hebben :

- ofwel van samenwonende met recht op een toeslag voor het verlies van een enig inkomen ;
- ofwel van samenwonende die noch recht heeft op een toeslag voor het verlies van een enig inkomen noch op een aanpassingstoeslag, en, indien de werknemer samenwoont met een echtgenoot, op voorwaarde dat de beroepsinkomsten van die echtgenoot uitsluitend uit vervangingsinkomsten bestaan ;
- ofwel van samenwonende die slechts over werkloosheidsuitkeringen beschikt, bestaande uit het al of niet verhoogde wettelijk forfait ;
- ofwel van alleenwonende ;
- ofwel van werknemer die recht heeft op een inschakelingsuitkering ;
- ofwel van werknemer die een vrijstelling geniet wegens sociale en familiale redenen.

C. In afwijking van de punten A en B zijn de wettelijke en extrawettelijke uitkeringen die worden betaald of toegekend aan tijdelijk werklozen zoals bedoeld in artikel 27, 2°, van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering, aan de bedrijfsvoorheffing onderworpen tegen het tarief van 26,75 pct. (zonder vermindering).

D. In afwijking van de punten A, B en C zijn de wettelijke uitkeringen die worden betaald of toegekend aan tijdelijk werklozen zoals bedoeld in artikel 27, 2°, van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheids-reglementering, aan de bedrijfsvoorheffing onderworpen tegen het tarief van 15 pct. (zonder vermindering), voor zover deze inkomsten worden betaald of toegekend vanaf 1 januari 2022 tot en met 31 maart 2022 en betrekking hebben op dagen van tijdelijke werkloosheid in de periode van 1 mei 2020 tot en met 31 maart 2022.

2.14 Werkloosheidsuitkeringen met bedrijfstoeslag

Vergoedingen, in het kader of naar aanleiding van een stelsel van werkloosheidsuitkeringen met bedrijfstoeslag aan ontslagen werknemers betaald of toegekend, zijn van de bedrijfsvoorheffing vrijgesteld in zover hun totaalbedrag het maximumbedrag inzake werkloosheidsuitkering niet te boven gaat.

Voor het gedeelte van het totaalbedrag van die vergoedingen dat het hierboven vermelde maximumbedrag inzake werkloosheidsuitkeringen te boven gaat, moeten de schuldenaars van dat gedeelte bedrijfsvoorheffing inhouden en storten. Die bedrijfsvoorheffing wordt volgens de regels van de nrs. 4.1 tot 4.5 berekend op het totaalbedrag van de vergoedingen.

Van de bedrijfsvoorheffing berekend overeenkomstig het vorige lid mag vervolgens de vermindering voor groepsverzekering en voor extrawettelijke verzekering tegen ouderdom of vroegtijdige dood vermeld in nr. 2.2, A, c, worden afgetrokken.

Werkloosheidsuitkeringen met bedrijfstoeslag bestaan uit de volgende componenten :

- 1° een werkloosheidsuitkering;
- 2° een bedrijfstoeslag als bedoeld in artikel 4, § 3, tweede streepje, van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 17 van 19 december 1974 tot invoering van een regeling van aanvullende vergoeding ten gunste van sommige bejaarde werknemers indien zij worden ontslagen, alsmede de bedrijfstoeslag bedoeld in een collectieve arbeidsovereenkomst die is gesloten overeenkomstig de bepalingen van de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomst en de paritaire comités en die voorziet in voordelen die op zijn minst gelijkwaardig zijn aan de voordelen die in de voormelde collectieve arbeidsovereenkomst nr. 17 zijn vastgesteld.

2.15 Aanvullende vergoedingen bovenop werkloosheidsuitkeringen met bedrijfstoeslag buiten het stelsel van werkloosheid met bedrijfstoeslag

A. De gewezen werknemer heeft de leeftijd van 50 jaar bereikt :

De aanvullende vergoedingen bovenop werkloosheidsuitkeringen met bedrijfstoeslag die de voormelde werknemer heeft verkregen tijdens een periode van inactiviteit, van werkhervatting bij een andere werkgever of van werkhervatting als zelfstandige zijn aan de bedrijfsvoorheffing onderworpen naar het volgende onderscheid :

- de verplichting van de gewezen werkgever tot doorbetaling van die vergoedingen na werkhervatting is opgenomen in een collectieve arbeidsovereenkomst of in een individuele overeenkomst die voorziet in de uitbetaling van de aanvullende vergoeding : bedrijfsvoorheffing van 10,09 pct. (zonder vermindering);
- de verplichting van de gewezen werkgever tot doorbetaling van die vergoedingen na werkhervatting is niet opgenomen in een collectieve arbeidsovereenkomst of in een individuele overeenkomst die voorziet in de uitbetaling van de aanvullende vergoeding : bedrijfsvoorheffing van 26,75 pct. (zonder vermindering).

B. De gewezen werknemer heeft de leeftijd van 50 jaar niet bereikt :

De aanvullende vergoedingen bovenop werkloosheidsuitkeringen met bedrijfstoeslag die de voormelde werknemer heeft verkregen tijdens een periode van inactiviteit, van werkhervatting bij een andere werkgever of van werkhervatting als zelfstandige zijn aan de bedrijfsvoorheffing onderworpen volgens de toepassingsregel nr. 2.12, A, 1°, b, tweede streepje (schadeloosstelling van tijdelijke derving van bezoldigingen).

2.16 Pseudo-werkloosheidsuitkering met bedrijfstoeslag bovenop werkloosheidsuitkeringen

A. De gewezen werknemer heeft de leeftijd van 50 jaar bereikt en de desbetreffende overeenkomst is geen sectorale collectieve arbeidsovereenkomst die is afgesloten vóór 30 september 2005 of geen sectorale overeenkomst die een dergelijke overeenkomst zonder onderbreking verlengt.

De aanvullende vergoedingen die een in het opschrift vermelde werknemer die de leeftijd van 50 jaar heeft bereikt en die werkloosheidsuitkeringen als volledige werkloze verkrijgt of zou kunnen verkrijgen indien hij het werk niet had hervat, rechtstreeks of onrechtstreeks heeft verkregen zijn aan de bedrijfsvoorheffing onderworpen naar het volgende onderscheid :

- de verplichting van de gewezen werkgever tot doorbetaling van die vergoedingen na werkhervatting is opgenomen in een collectieve arbeidsovereenkomst of in een individuele overeenkomst die voorziet in de uitbetaling van de aanvullende vergoeding : bedrijfsvoorheffing van 10,09 pct. (zonder vermindering);
 - de verplichting van de gewezen werkgever tot doorbetaling van die vergoedingen na werkhervatting is niet opgenomen in een collectieve arbeidsovereenkomst of in een individuele overeenkomst die voorziet in de uitbetaling van de aanvullende vergoeding : bedrijfsvoorheffing van 26,75 pct. (zonder vermindering);
- B. De gewezen werknemer heeft, hetzij de leeftijd van 50 jaar niet bereikt, hetzij de leeftijd van 50 jaar bereikt EN de desbetreffende overeenkomst is een sectorale overeenkomst die is afgesloten vóór 30 september 2005 of een sectorale overeenkomst die een dergelijke overeenkomst zonder onderbreking verlengt.

De aanvullende vergoedingen bovenop werkloosheidsuitkering na ontslag die de gewezen werknemer in één van deze gevallen heeft verkregen tijdens een periode van inactiviteit, van werkhervatting bij een andere werkgever of van werkhervatting als zelfstandige zijn aan de bedrijfsvoorheffing onderworpen volgens de toepassingsregel nr. 2.13 (werkloosheidsuitkeringen).

2.17 Toevallig of periodiek en bijkomstig betaalde vergoedingen en toelagen

A. Niet in de nrs. 2.9 tot 2.16 vermelde vergoedingen en toelagen die een schuldenaar van bedrijfsvoorheffing uitbetaalt aan personen die slechts toevallig of periodiek en bijkomstig door hem of door zijn tussenkomst worden bezoldigd (toevallige commissielonen, vergoedingen, presentiegelden, enz.) zijn volgens onderstaand tarief (zonder verminderingen) aan de bedrijfsvoorheffing onderworpen :

BEDRAG VAN DE VERGOEDINGEN EN TOELAGEN	PERCENT ALS BEDRIJFSVOORHEFFING VERSCHULDIGD OP HET TOTAALBEDRAG VAN DE VERGOEDINGEN EN TOELAGEN
1	2
tot 500,00 EUR	27,25
van 500,01 EUR tot 650,00 EUR	32,30
boven 650,00 EUR	37,35

2.18 Schuldvorderingen die de hoedanigheid van bezoldigingen hebben en vermeld zijn in artikel 270, 6°, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992

Voor de schuldvorderingen met de hoedanigheid van bezoldigingen als bedoeld in artikel 30, 1° en 2°, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 die worden gehonoreerd door curatoren in faillissementen, vereffenaars van gerechtelijke akkoorden, vereffenaars van vennootschappen of personen die gelijkaardige functies uitoefenen, wordt de bedrijfsvoorheffing eenvormig (zonder vermindering) vastgesteld op 26,75 pct.

2.19 Bezoldigingen voor stukwerk

De bedrijfsvoorheffing op bezoldigingen toegekend aan werklieden die stukwerk verrichten en van wie de onregelmatige en door de werkgever niet gecontroleerde prestaties niet worden uitgedrukt in dagen, weken, veertien dagen of maanden arbeid, wordt berekend volgens de regels van nrs. 2.2 tot 2.8, met inachtneming van de duur van het tijdperk waarop de bezoldigingen betrekking hebben. De bedrijfsvoorheffing mag in deze gevallen echter nooit minder bedragen dan 11,11 pct. van de bezoldigingen.

2.20 a) Artiesten en musici

De bedrijfsvoorheffing wordt eenvormig (zonder vermindering) bepaald op 11,11 pct. voor de bezoldigingen die door ondernemingen voor vertoningen en vermakelijkheden worden betaald aan artiesten en musici die niet tot het vast personeel van de ondernemingen behoren en niet kunnen

worden beschouwd als zijnde door de ondernemingen bijkomstig bezoldigd ;

- b) Personen behorend tot bijzondere categorieën bepaald door de ambtenaar belast met de algemene leiding van de Algemene administratie van de fiscaliteit

De bedrijfsvoorheffing wordt eenvormig (zonder vermindering) bepaald op 11,11 pct. voor de bezoldigingen betaald aan personen die behoren tot de categorieën bepaald door de ambtenaar belast met de algemene leiding van de Algemene administratie van de fiscaliteit en die, gelet op de omstandigheden waarin zij hun beroepswerkzaamheid uitoefenen, volgens bijzondere regels worden bezoldigd.

2.21 Vakantiegeld betaald door verlofkassen

De vakantiegelden die zonder tussenkomst van de werkgever door de kassen voor jaarlijks verlof worden betaald of toegekend, zijn volgens het onderstaande tarief (zonder vermindering) aan de bedrijfsvoorheffing onderworpen :

BEDRAG VAN HET VAKANTIEGELD		PERCENT ALS BEDRIJFSVOORHEFFING VERSCHULDIGD OP HET TOTALE BEDRAG VAN HET VAKANTIEGELD
Tot	1.440,00 EUR	17,16
Boven	1.440,00 EUR	23,22

2.22 Studenten

In afwijking van de vorige regels is geen bedrijfsvoorheffing verschuldigd op de bezoldigingen betaald of toegekend aan studenten die tewerkgesteld zijn in het kader van een overeenkomst voor tewerkstelling van studenten, bedoeld bij titel VII van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, gedurende 475 aangegeven uren studentenarbeid per kalenderjaar en die overeenkomstig artikel 17bis, §1, van het Koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, niet aan de sociale zekerheidsbijdragen onderworpen zijn.

2.23 Jonge werknemers

In afwijking van de vorige regels is geen bedrijfsvoorheffing verschuldigd op de bezoldigingen betaald of toegekend tijdens de maanden oktober, november of december aan jonge werknemers die voldoen aan de in artikel 36, § 1, eerste lid, 1° tot 3°, van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering gestelde voorwaarden en wier tewerkstelling in het kader van een arbeidsovereenkomst aanvangt tijdens voornoemde maanden oktober, november of december, op voorwaarde dat het bedrag van die bezoldigingen 3.625 euro bruto per maand niet overschrijdt.

2.24. Gelegenheidsarbeiders in de horeca

In afwijking van de vorige regels wordt de bedrijfsvoorheffing eenvormig (zonder vermindering) vastgesteld op 33,31 pct. op de bezoldigingen voor prestaties geleverd tijdens maximaal 50 dagen per kalenderjaar en die worden betaald of toegekend aan gelegenheidswerknemers die worden tewerkgesteld bij een werkgever die ressorteert onder het paritair comité voor het hotelbedrijf of onder het paritair comité voor de uitzendarbeid indien de gebruiker ressorteert onder het paritair comité voor het hotelbedrijf indien de werkgever en de werknemer een arbeidsovereenkomst van bepaalde duur of voor een duidelijk omschreven werk sluiten van maximaal 2 opeenvolgende dagen en waarvoor de sociale bijdragen worden berekend op een uur- of dagforfait zoals bepaald in artikel 31ter, tweede lid, van het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders.

3. HOOFDSTUK III. - Bezoldigingen van bedrijfsleiders

3.1 Dit hoofdstuk is van toepassing op :

A. rijksinwoners

B. niet-inwoners die bezoldigingen genieten :

- voor in België geleverde arbeidsprestaties ;
- ingevolge één of meerdere arbeidsovereenkomsten die het **volledige kalenderjaar** bestrijken ;
- en voor zover die arbeidsprestaties **ten minste 75 pct. van de wettelijk voorziene arbeidsduur per overeenkomst** bedragen.

3.2. Herkwalificatie van huurinkomsten

Bezoldigingen voortvloeiend uit de in artikel 32, tweede lid, 3°, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 vermelde herkwalificatie van onroerende inkomsten, worden voor het vaststellen van de bedrijfsvoorheffing en zolang de Koning de voor dat jaar in aanmerking te nemen revalorisatiecoëfficiënt niet heeft bepaald, berekend op basis van de revalorisatiecoëfficiënt die geldt voor het laatste vorige jaar.

Afdeling 1. - Maandelijkse bruto bezoldigingen tot 7.500 euro

3.3 De verkrijger van de inkomsten is een alleenstaande OF de echtgenoot van de verkrijger van de inkomsten heeft eveneens beroepsinkomsten (schaal I)

A. Wanneer de maandelijkse bruto bezoldigingen niet hoger zijn dan 7.500 euro wordt de bedrijfsvoorheffing vastgesteld volgens schaal I.

Van de bedrijfsvoorheffing volgens die schaal mogen vervolgens de verminderingen worden afgetrokken die zijn vermeld in nr. 2.2, A, a tot c.

Na deze verminderingen mag nog de volgende vermindering worden toegepast :
de vermindering van de bedrijfsvoorheffing op de bezoldigingen van bedrijfsleiders die recht hebben op een werkbonus overeenkomstig artikel 2 van de wet van 20 december 1999 tot toekenning van een werkbonus onder de vorm van een vermindering van de persoonlijke bijdragen van sociale zekerheid aan werknemers met lage lonen en aan sommige werknemers die het slachtoffer waren van een herstructurering.

De vermindering bedraagt 33,14 pct. van het bedrag van de daadwerkelijk verleende werkbonus.

B. In afwijking van punt A wordt de bedrijfsvoorheffing vastgesteld volgens de regels van nr. 3.4 wanneer de echtgenoot van de verkrijger van de inkomsten persoonlijke beroepsinkomsten heeft die uitsluitend bestaan uit pensioenen, renten of ermede gelijkgestelde inkomsten waarvan het bedrag niet hoger is dan 144 euro NETTO per maand.

De netto beroepsinkomsten worden vastgesteld volgens de regels van nr. 1.8, C.

3.4. De echtgenoot van de verkrijger van de inkomsten heeft geen beroepsinkomsten (schaal II)

Wanneer de maandelijkse bruto bezoldigingen niet hoger zijn dan 7.500 euro wordt de bedrijfsvoorheffing vastgesteld volgens schaal II.

Van de bedrijfsvoorheffing volgens die schaal mogen vervolgens de verminderingen worden afgetrokken die zijn vermeld in nr. 2.3, a tot c.

Na deze verminderingen mag nog de volgende vermindering worden toegepast :
de vermindering van de bedrijfsvoorheffing op de bezoldigingen van bedrijfsleiders die recht hebben op een werkbonus overeenkomstig artikel 2 van de wet van 20 december 1999 tot toekenning van een werkbonus onder de vorm van een vermindering van de persoonlijke bijdragen van sociale zekerheid aan

werknemers met lage lonen en aan sommige werknemers die het slachtoffer waren van een herstructurering.

De vermindering bedraagt 33,14 pct. van het bedrag van de daadwerkelijk verleende werkbonus.

Afdeling 2. - Maandelijkse bruto bezoldigingen boven 7.500 euro

3.5 De verkrijger van de inkomsten is een alleenstaande OF de echtgenoot van de verkrijger van de inkomsten heeft eveneens beroepsinkomsten

A. Wanneer de maandelijkse bruto bezoldigingen hoger zijn dan 7.500 euro wordt de bedrijfsvoorheffing als volgt vastgesteld :

- a) de maandelijkse bruto bezoldiging afronden op het lagere veelvoud van 15 euro ;
- b) de bedrijfsvoorheffing op dat afgeronde bedrag is gelijk aan 3.243,52 euro verhoogd met 53,50 pct. van het gedeelte van de maandelijkse bruto bezoldiging boven 7.500 euro;
- c) van de bedrijfsvoorheffing berekend overeenkomstig b mogen vervolgens de verminderingen worden afgetrokken die zijn vermeld in nr. 2.2, A, a tot c.

B. In afwijking van punt A wordt de bedrijfsvoorheffing vastgesteld volgens de regels van nr. 3.6 wanneer de echtgenoot van de verkrijger van de inkomsten persoonlijke beroepsinkomsten heeft die uitsluitend bestaan uit pensioenen, renten of ermede gelijkgestelde inkomsten waarvan het bedrag niet hoger is dan 144 euro NETTO per maand.

De netto beroepsinkomsten worden vastgesteld volgens de regels van nr.1.8, C.

3.6 De echtgenoot van de verkrijger van de inkomsten heeft geen beroepsinkomsten

Wanneer de maandelijkse bruto bezoldigingen hoger zijn dan 7.500 euro wordt de bedrijfsvoorheffing als volgt vastgesteld :

- a) de maandelijkse bruto bezoldiging afronden op het lagere veelvoud van 15 euro ;
- b) de bedrijfsvoorheffing op dat afgeronde bedrag is gelijk aan 2.803,48 euro verhoogd met 53,50 pct. van het gedeelte van de maandelijkse bruto bezoldiging boven 7.500 euro ;
- c) van de bedrijfsvoorheffing berekend overeenkomstig b mogen vervolgens de verminderingen worden afgetrokken die zijn vermeld in nr. 2.3, a tot c.

Afdeling 3. - Bijzondere regels

3.7 Periodieke betalingen anders dan per maand

Voor periodieke bezoldigingen die anders dan per maand worden betaald, bedraagt de bedrijfsvoorheffing het twintigste van het product, verkregen door vermenigvuldiging van het bedrag van de bedrijfsvoorheffing die volgens de regels van de nrs. 3.3 tot 3.6 verschuldigd is op de overeenstemmende maandbezoldiging, met het aantal werkdagen van het tijdperk waarop de bezoldiging betrekking heeft.

3.8 Niet-periodieke bezoldigingen

De bedrijfsvoorheffing op niet-periodieke bezoldigingen is gelijk aan twaalf maal het verschil tussen :

- eensdeels, de voorheffing die volgens de regels van de nrs. 3.3 tot 3.6 verschuldigd is op een inkomen gelijk aan de periodieke bezoldigingen van de maand waarin de niet-periodieke bezoldiging wordt betaald of toegekend, verhoogd met een twaalfde van de niet-periodieke bezoldiging ;
- anderdeels, de voorheffing die volgens dezelfde regels verschuldigd is op de periodieke bezoldigingen van de maand waarin de niet-periodieke bezoldiging wordt betaald of toegekend.

4. HOOFDSTUK IV. - Pensioenen, renten, kapitalen, afkoopwaarden en ermede gelijkgestelde inkomsten

Afdeling 1. - Maandelijke pensioenen of renten tot 7.500 euro

4.1 De verkrijger van de inkomsten is een alleenstaande OF de echtgenoot van de verkrijger van de inkomsten heeft eveneens beroepsinkomsten (schaal I)

A. Wanneer de maandelijke pensioenen of renten niet hoger zijn dan 7.500 euro wordt de bedrijfsvoorheffing vastgesteld volgens schaal I.

Van de bedrijfsvoorheffing volgens die schaal mogen vervolgens worden afgetrokken :

- a) de vermindering voor kinderen ten laste vermeld in nr. 2.2, A, tabel a ;
- b) de verminderingen voor andere gezinslasten vermeld in nr. 2.2, A, tabel b, behalve de vermindering voor alleenstaanden (vermeld in nr. 2.2, A, tabel b, punt 1).

B. In afwijking van punt A wordt de bedrijfsvoorheffing vastgesteld volgens de regels van nr. 4.2 wanneer de echtgenoot van de verkrijger van de inkomsten persoonlijke beroepsinkomsten heeft die uitsluitend bestaan uit pensioenen, renten of ermede gelijkgestelde inkomsten waarvan het bedrag niet hoger is dan 144 euro NETTO per maand.

De netto beroepsinkomsten worden vastgesteld volgens de regels van nr. 1.8, C.

4.2 De echtgenoot van de verkrijger van de inkomsten heeft geen beroepsinkomsten (schaal II)

Wanneer de maandelijke pensioenen of renten niet hoger zijn dan 7.500 euro wordt de bedrijfsvoorheffing vastgesteld volgens schaal II.

Van de bedrijfsvoorheffing volgens die schaal mogen vervolgens de verminderingen voor kinderen ten laste en voor andere gezinslasten worden afgetrokken ; die verminderingen zijn vermeld in de tabellen a en b van nr. 2.3.

Afdeling 2. - Maandelijke pensioenen of renten boven 7.500 euro

4.3 De verkrijger van de inkomsten is een alleenstaande OF de echtgenoot van de verkrijger van de inkomsten heeft eveneens beroepsinkomsten

A. Wanneer de maandelijke pensioenen of renten hoger zijn dan 7.500 euro wordt de bedrijfsvoorheffing als volgt vastgesteld :

- a) de maandelijke pensioenen of renten afronden op het lagere veelvoud van 15 euro ;
- b) de bedrijfsvoorheffing op dat afgeronde bedrag is gelijk aan 3.298,33 euro verhoogd met 53,50 pct. van het gedeelte van de maandelijke pensioenen of renten boven 7.500 euro ;
- c) van de bedrijfsvoorheffing berekend overeenkomstig punt b, mogen vervolgens de volgende verminderingen worden afgetrokken :
 - 1° de vermindering voor kinderen ten laste vermeld in nr. 2.2, A, tabel a ;
 - 2° de verminderingen voor andere gezinslasten vermeld in nr. 2.2, A, tabel b, behalve de vermindering voor alleenstaanden (vermeld in nr. 2.2, A, tabel b, punt 1).

B. In afwijking van punt A wordt de bedrijfsvoorheffing vastgesteld volgens de regels van nr. 4.4 wanneer de echtgenoot van de verkrijger van de inkomsten persoonlijke beroepsinkomsten heeft die uitsluitend bestaan uit pensioenen, renten of ermede gelijkgestelde inkomsten waarvan het bedrag niet hoger is dan 141 euro NETTO per maand.

De netto beroepsinkomsten worden vastgesteld volgens de regels van nr. 1.8, c.

4.4 De echtgenoot van de verkrijger van de inkomsten heeft geen beroepsinkomsten

Wanneer de maandelijkse pensioenen of renten hoger zijn dan 7.500 euro wordt de bedrijfsvoorheffing als volgt vastgesteld :

- a) de maandelijkse pensioenen of renten afronden op het lagere veelvoud van 15 euro ;
- b) de bedrijfsvoorheffing op dat afgeronde bedrag is gelijk aan 2.858,30 euro verhoogd met 53,50 pct. van het gedeelte van de maandelijkse pensioenen of renten boven 7.500 euro ;
- c) van de bedrijfsvoorheffing berekend overeenkomstig punt b, mogen vervolgens de verminderingen voor kinderen ten laste en voor andere gezinslasten worden afgetrokken; die verminderingen zijn vermeld in de tabellen a en b van nr. 2.3.

Afdeling 3. - Bijzondere regels

4.5 Betalingen anders dan per maand

Voor anders dan per maand betaalde pensioenen of renten, bedraagt de bedrijfsvoorheffing het dertigste van het product verkregen door vermenigvuldiging van het bedrag van de bedrijfsvoorheffing dat zou verschuldigd zijn op het overeenstemmende maandelijks pensioen of rente, met het aantal dagen van het tijdperk waarop het pensioen of de rente betrekking heeft.

4.6 Achterstallen

Pensioen- of renteachterstallen (d.w.z. pensioenen of renten waarvan de uitbetaling of de toekenning door toedoen van de overheid of wegens het bestaan van een geschil slechts heeft plaatsgehad na het verstrijken van het belastbare tijdperk waarop zij in werkelijkheid betrekking hebben) zijn aan de bedrijfsvoorheffing onderworpen volgens de regels van nr. 2.10, A, met dien verstande dat het toe te passen tarief mutatis mutandis bepaald wordt volgens het jaarbedrag van de normale bruto pensioenen of -renten die onmiddellijk vóór het jaar waarop de achterstallen betrekking hebben aan de verkrijger zijn betaald of, bij gebreke daarvan, volgens het jaarbedrag van de normale bruto bezoldigingen, verhoogd met de eventuele pensioen- of rentevoorschotten, die de verkrijger tijdens zijn laatste jaar van normale activiteit heeft ontvangen.

4.7 Vakantiegeld

De bedrijfsvoorheffing op vakantiegeld toegekend aan personen die een rust- of overlevingspensioen verkrijgen ten laste van het pensioenstelsel voor loontrekkers, wordt vastgesteld volgens het in de tabellen hierna vermelde tarief, gelet op het totaal van het belastbare maandbedrag van de pensioenen van de verkrijger van de inkomsten.

- a) De verkrijger van de inkomsten is een alleenstaande OF de echtgenoot van de verkrijger van de inkomsten heeft eveneens beroepsinkomsten

BELASTBARE MAANDBEDRAG VAN HET PENSIOEN	PERCENT ALS BEDRIJFSVOORHEFFING VERSCHULDIGD OP HET BEDRAG VAN HET VAKANTIEGELD
tot 1.349,99 EUR	0
van 1.350,00 EUR tot 1.399,99 EUR	1
van 1.400,00 EUR tot 1.449,99 EUR	3
van 1.450,00 EUR tot 1.499,99 EUR	4
van 1.500,00 EUR tot 1.699,99 EUR	6
van 1.700,00 EUR tot 1.949,99 EUR	10
van 1.950,00 EUR tot 2.249,99 EUR	15
van 2.250,00 EUR tot 2.599,99 EUR	20
van 2.600,00 EUR tot 3.149,99 EUR	25
van 3.150,00 EUR tot 3.849,99 EUR	30
van 3.850,00 EUR tot 3.999,99 EUR	35
vanaf 4.000,00 EUR	36

b) De echtgenoot van de verkrijger van de inkomsten heeft geen beroepsinkomsten

BELASTBARE MAANDBEDRAG VAN HET PENSIOEN	PERCENT ALS BEDRIJFSVOORHEFFING VERSCHULDIGD OP HET BEDRAG VAN HET VAKANTIEGELD
tot 1.949,99 EUR	0
van 1.950,00 EUR tot 1.999,99 EUR	1
van 2.000,00 EUR tot 2.049,99 EUR	2
van 2.050,00 EUR tot 2.149,99 EUR	3
van 2.150,00 EUR tot 2.199,99 EUR	4
van 2.200,00 EUR tot 2.499,99 EUR	5
van 2.500,00 EUR tot 2.849,99 EUR	10
van 2.850,00 EUR tot 3.349,99 EUR	15
van 3.350,00 EUR tot 3.899,99 EUR	20
van 3.900,00 EUR tot 4.799,99 EUR	25
van 4.800,00 EUR tot 6.049,99 EUR	30
van 6.050,00 EUR tot 6.399,99 EUR	35
van 6.400,00 EUR tot 6.799,99 EUR	36
Vanaf 6.800,00 EUR	37

4.8 Pensioenen en renten niet verleend in het kader van het pensioensparen, noch ter uitvoering van een wettelijk of reglementair statuut

A. Rust- en overlevingspensioenen of -renten die niet worden verleend in het kader van het pensioensparen, noch ter uitvoering van de sociale wetgeving of van een wettelijk of reglementair statuut dat de betrokkenen uit het toepassingsgebied van de sociale wetgeving sluit, eensdeels, en ouderdoms- en weduwrenten die verzekeringsinstellingen verlenen als tegenwaarde van stortingen die vrij zijn verricht in het kader van de wetgeving betreffende het bediendepensioen, anderdeels, zijn volgens het onderstaande tarief (zonder vermindering) aan de bedrijfsvoorheffing onderworpen :

JAARBEDRAG VAN HET PENSIOEN OF DE RENTE	PERCENT ALS BEDRIJFSVOORHEFFING VERSCHULDIGD OP HET TOTAALBEDRAG VAN HET PENSIOEN OF DE RENTE
tot 1.790,00 EUR	0
van 1.790,01 EUR tot 2.990,00 EUR	11,11
van 2.990,01 EUR tot 8.900,00 EUR	16,15
van 8.900,01 EUR tot 14.820,00 EUR	21,20
van 14.820,01 EUR tot 29.640,00 EUR	27,25
van 29.640,01 EUR tot 44.460,00 EUR	32,30
boven 44.460,00 EUR	37,35

B. In afwijking van punt A moet geen bedrijfsvoorheffing worden ingehouden :

- op de pensioenen en renten indien en in zoverre die pensioenen of renten zijn verleend ter uitvoering van contracten die het voorwerp zijn geweest van een taks op het lange termijnsparen als bepaald in Boek II, titel VIII van het Wetboek diverse rechten en taksen ;
- wanneer de verkrijger van de pensioenen of renten aantoont dat het twaalfde van het totale jaarbedrag van zijn wettelijk en zijn aanvullend pensioen volgens de nrs. 4.1 tot 4.4 geen aanleiding geeft tot bedrijfsvoorheffing.

4.9 Toelagen of renten verleend naar aanleiding van een ongeval, een ziekte of een invaliditeit

Toelagen of renten die rechtstreeks of onrechtstreeks betrekking hebben op een in artikel 23, § 1, 1°, 2° en 4°, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 vermelde beroepswerkzaamheid of die het herstel van een bestendige derving van bezoldigingen, winst of baten uitmaken en die worden verleend naar aanleiding van een ongeval, een ziekte, een invaliditeit of andere soortgelijke gebeurtenissen, zijn aan de bedrijfsvoorheffing onderworpen naar het volgende onderscheid :

- wanneer die toelagen of renten door de werkgever of door diens tussenkomst aan de verkrijger worden betaald : volgens de regels van nr. 2.9, A, met dien verstande dat het toe te passen tarief

bepaald wordt volgens het jaarbedrag van de normale bruto bezoldigingen die tot grondslag dienden voor het berekenen van die toelagen of renten ;

- 2° wanneer die toelagen of renten zonder tussenkomst van de werkgever, door een verzekeringsinstelling of door een andere instelling of een tussenpersoon aan de verkrijger worden betaald : tegen het tarief van 11,11 pct. of van 22,20 pct. (zonder vermindering) naargelang het gaat om wettelijke of extrawettelijke toelagen of renten. In dit geval moet echter geen bedrijfsvoorheffing worden ingehouden wanneer de verkrijger van de renten of toelagen aantoont dat het twaalfde van de jaarbezoldiging die tot grondslag diende voor de berekening van de schadeloosstelling volgens de regels van de nrs. 4.1 tot 4.4 geen aanleiding geeft tot bedrijfsvoorheffing.

4.10 Kapitalen en afkoopwaarden niet verleend in het kader van het pensioensparen

- A. Kapitalen en afkoopwaarden, of de schijven daarvan, die krachtens artikel 169, § 1, of 515*bis*, vierde en zevende lid, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 volgens het omzettingstelsel in de personenbelasting worden belast, worden voor de berekening van de bedrijfsvoorheffing slechts in aanmerking genomen tot het bedrag van de lijfrente die voortvloeit uit hun omzetting volgens de in artikel 73 van dit besluit bepaalde coëfficiënten.

De rente wordt tegen 11,11 pct. (zonder vermindering) aan de bedrijfsvoorheffing onderworpen.

- B. Op kapitalen en afkoopwaarden die krachtens artikel 171, 2°, b tot d, of 515*quater*, § 1, b, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 afzonderlijk in de personenbelasting worden belast, is een bedrijfsvoorheffing verschuldigd van 10,09 pct. (zonder vermindering).

- C. Op kapitalen en afkoopwaarden, op kapitalen geldend als renten of pensioenen en op de afkoop van de gekapitaliseerde waarde van een deel van het wettelijk rust- of overlevingspensioen die krachtens artikel 171, 4°, f tot h; 515*bis*, vijfde lid, of 515*octies*, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 of krachtens artikel 104, tweede lid, van de wet van 28 december 1992 houdende fiscale, financiële en diverse bepalingen afzonderlijk in de personenbelasting worden belast, is een bedrijfsvoorheffing verschuldigd van 16,66 pct. (zonder vermindering).

- C.1 Een bedrijfsvoorheffing van 18,17 pct. (zonder vermindering) is verschuldigd op kapitalen en afkoopwaarden als vermeld in artikel 171, 4°, f, WIB 92, in zover het kapitalen betreft die door werkgeversbijdragen of bijdragen van de onderneming zijn gevormd en bij leven worden uitgekeerd aan de werknemer of bedrijfsleider op de leeftijd van 61 jaar.

- C.2 Een bedrijfsvoorheffing van 20,19 pct. (zonder vermindering) is verschuldigd op kapitalen en afkoopwaarden als vermeld in artikel 171, 4°, f, WIB 92, in zover het kapitalen betreft die door werkgeversbijdragen of bijdragen van de onderneming zijn gevormd en bij leven worden uitgekeerd :

- aan de werknemer of bedrijfsleider op de leeftijd van 60 jaar;
- aan de werknemer naar aanleiding van de pensionering als bedoeld in artikel 27, § 3, van de wet van 28 april 2003 betreffende de aanvullende pensioenen en het belastingstelsel van die pensioenen en van sommige aanvullende voordelen inzake sociale zekerheid, vóór het bereiken van de leeftijd van 61 jaar.

- D. Een bedrijfsvoorheffing van 33,31 pct. (zonder vermindering) is verschuldigd op :

1° kapitalen en afkoopwaarden die krachtens artikel 171, 1°, d, f, h of j of 515*quater*, § 1, a, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 afzonderlijk in de personenbelasting worden belast;

2° kapitalen, afkoopwaarden en op kapitalen geldend als renten of pensioenen, of op de schijven daarvan, die niet worden bedoeld onder de punten A tot D, 1°, hiervoor.

- E. In afwijking van de punten B tot D hiervoor moet geen bedrijfsvoorheffing worden ingehouden indien en in zoverre de kapitalen, afkoopwaarden en de kapitalen geldend als renten of pensioenen zijn verleend ter uitvoering van contracten die het voorwerp zijn geweest van een taks op het lange

termijnsparen als bepaald in Boek II, titel VIII van het Wetboek diverse rechten en taksen of in artikel 119, 1°, van de wet van 28 december 1992 houdende fiscale, financiële en diverse bepalingen.

4.11 Pensioensparen

- A. Pensioenen en renten van een spaarverzekering worden volgens het onderstaande tarief (zonder vermindering) aan de bedrijfsvoorheffing onderworpen :

JAARBEDRAG VAN HET PENSIOEN OF DE RENTE	PERCENT ALS BEDRIJFSVOORHEFFING VERSCHULDIGD OP HET TOTAALBEDRAG VAN HET PENSIOEN OF DE RENTE
tot 1.500,00 EUR	11,11
van 1.500,01 EUR tot 2.500,00 EUR	16,15
boven 2.500,00 EUR	21,20

- B. Spaartegoeden van spaarrekeningen en kapitalen en afkoopwaarden van spaarverzekeringen die krachtens de artikelen 171, 1°bis, 174 en 515^{ter} van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 en krachtens artikel 105 van de wet van 28 december 1992 houdende fiscale, financiële en diverse bepalingen afzonderlijk in de personenbelasting worden belast, worden aan de bedrijfsvoorheffing onderworpen tegen het tarief van 8,08 pct. (zonder vermindering), met dien verstande dat voor spaartegoeden het belastbare bedrag moet worden bepaald overeenkomstig de artikelen 34, § 3, en 515^{bis}, derde lid, van hetzelfde Wetboek.
- C. Spaartegoeden van spaarrekeningen en kapitalen en afkoopwaarden van spaarverzekeringen die krachtens de artikelen 515^{bis}, vijfde lid, en 515^{ter} van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 en krachtens artikel 104, tweede lid, van de wet van 28 december 1992 houdende fiscale, financiële en diverse bepalingen afzonderlijk in de personenbelasting worden belast, worden aan de bedrijfsvoorheffing onderworpen tegen het tarief van 16,66 pct. (zonder vermindering), met dien verstande dat voor spaartegoeden het belastbare bedrag moet worden bepaald overeenkomstig de artikelen 34, § 3, en 515^{bis}, derde lid, van hetzelfde Wetboek.

Het vorige lid is eveneens van toepassing op spaartegoeden, kapitalen en afkoopwaarden als vermeld in artikel 9, § 4, van het koninklijk besluit van 22 december 1986 tot invoering van een stelsel van derdeleeftijds- of pensioensparen.

- D. Een bedrijfsvoorheffing van 33,31 pct. (zonder vermindering) is verschuldigd op :

1° spaartegoeden van spaarrekeningen en op kapitalen en afkoopwaarden van spaarverzekeringen die krachtens artikel 171, 1°, g, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 afzonderlijk in de personenbelasting worden belast, met dien verstande dat voor spaartegoeden het belastbare bedrag moet worden bepaald overeenkomstig de artikelen 34, § 3, en 515^{bis}, derde lid, van hetzelfde Wetboek ;

2° spaartegoeden van spaarrekeningen en op kapitalen en afkoopwaarden van spaarverzekeringen die niet bedoeld zijn onder de punten B tot D, 1°, hiervoor. Bovendien moet voor spaartegoeden het belastbare bedrag worden bepaald overeenkomstig artikel 515^{bis}, derde lid, van hetzelfde Wetboek.

Het vorige lid is eveneens van toepassing op de overdrachten als vermeld in artikel 34, § 2, 3°, van hetzelfde Wetboek.

- E. In afwijking van de punten B tot D hiervoor moet geen bedrijfsvoorheffing worden ingehouden indien en in zoverre de spaartegoeden van spaarrekeningen en de kapitalen en afkoopwaarden van spaarverzekeringen zijn verleend ter uitvoering van contracten die het voorwerp zijn geweest van een taks op het lange termijnsparen als bepaald in Boek II, titel VIII van het Wetboek diverse rechten en taksen, met uitzondering van de vervroegde inning van de taks bepaald bij artikel 185, § 4, van dat Wetboek, of in artikel 119 van de wet van 28 december 1992 houdende fiscale, financiële en diverse bepalingen.

5. HOOFDSTUK V. - Inkomsten van andere niet-inwoners dan diegenen vermeld in de nrs. 2.1, B en 3.1, B

Afdeling 1. - Bezoldigingen van werknemers en ermede gelijkgestelde inkomsten

5.1 In afwijking van de nrs. 2.2 tot 2.11 en 2.19 wordt de bedrijfsvoorheffing op bezoldigingen van werknemers betaald of toegekend aan andere niet-inwoners dan diegenen vermeld in nr. 2.1, B, vastgesteld overeenkomstig de hierna volgende regels.

Onderafdeling 1. - Maandelijkse bruto bezoldigingen tot 7.500 euro

5.2 Wanneer de maandelijkse bruto bezoldigingen niet hoger zijn dan 7.500 euro wordt de bedrijfsvoorheffing vastgesteld volgens schaal III.

5.3 Van de bedrijfsvoorheffing vastgesteld volgens die schaal mogen vervolgens de volgende verminderingen worden afgetrokken :

a) Vermindering voor groepsverzekering en voor extrawettelijke verzekering tegen ouderdom of vroegtijdige dood

De bedrijfsvoorheffing wordt verminderd met 30 pct. van :

- de verplichte inhoudingen ter uitvoering van een groepsverzekeringscontract ;
- de verplichte inhoudingen ter uitvoering van een extrawettelijke verzorgingsregeling van verzekering tegen ouderdom en vroegtijdige dood ;
- de inhoudingen die betrekking hebben op de individuele voortzetting van een pensioentoezegging overeenkomstig artikel 145³, derde lid, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992.
- de inhoudingen die betrekking hebben op een vrij aanvullend pensioen voor werknemers overeenkomstig artikel 145³, vierde lid, van het voormelde Wetboek.

b) Vermindering voor bezoldigingen ingevolge het presteren van overwerk dat recht geeft op een overwerktoeslag

Er wordt een vermindering verleend aan de werknemers die gedurende het belastbare tijdperk overwerk hebben gepresteerd dat, overeenkomstig artikel 29 van de arbeidswet van 16 maart 1971 of artikel 7 van het koninklijk besluit nr. 213 van 26 september 1983 betreffende de arbeidsduur in de ondernemingen die onder het paritair comité voor het bouwbedrijf ressorteren, recht geeft op een overwerktoeslag en die:

1° hetzij onderworpen zijn aan de arbeidswet van 16 maart 1971 en tewerkgesteld door een werkgever onderworpen aan de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités;

2° hetzij als contractuele of statutaire werknemers tewerkgesteld zijn door één van de volgende autonome overheidsbedrijven : de naamloze vennootschap van publiek recht Proximus, de naamloze vennootschap van publiek recht bpost, de naamloze vennootschap van publiek recht NMBS en de naamloze vennootschap van publiek recht Infrabel;

3° hetzij als contractuele of statutaire werknemers tewerkgesteld zijn door de naamloze vennootschap van publiek recht HR Rail.

Deze vermindering is slechts van toepassing op de berekeningsgrondslag voor de overwerktoeslag betreffende de eerste 130 uren per jaar die de werknemer als overwerk heeft gepresteerd.

Het in het tweede lid bepaalde maximum van 130 uren overwerk wordt opgetrokken tot 180 uren voor de werknemers tewerkgesteld bij werkgevers die werken in onroerende staat verrichten op voorwaarde dat zij gebruik maken van een in hoofdstuk V, afdeling 4, van de wet van 4 augustus 1996 betreffende

het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk bedoeld elektronisch aanwezigheidsregistratiesysteem.

Het in het tweede lid bepaalde maximum van 130 uren overwerk wordt opgetrokken tot 360 uren voor de werknemers tewerkgesteld bij werkgevers die ressorteren onder het paritair comité voor het hotelbedrijf of onder het paritair comité voor de uitzendarbeid indien de gebruiker ressorteert onder het paritair comité voor het hotelbedrijf.

De vermindering is niet van toepassing op het overwerk dat in aanmerking komt voor de toepassing van artikel 38, § 1, eerste lid, 30°, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992.

De vermindering wordt toegepast na de onder sub a vermelde vermindering en bedraagt :

- voor een gepresteerd uur waarop een wettelijke overwerktoeslag van 50 of 100 pct. van toepassing is : 57,75 pct.;
- voor een gepresteerd uur waarop een wettelijke overwerktoeslag van 20 pct. van toepassing is : 66,81 pct.

van het “sociale bruto bedrag “ van de bezoldigingen (dit is vóór aftrek van de verplichte inhoudingen ter uitvoering van de sociale wetgeving of van een ermede gelijkgesteld wettelijk of reglementair statuut), dat als berekeningsgrondslag heeft gediend voor de berekening van de overwerktoeslag.

Onderafdeling 2. – Maandelijkse bruto bezoldigingen boven 7.500 euro

5.4 A. Wanneer de maandelijkse bruto bezoldigingen hoger zijn dan 7.500 euro wordt de bedrijfsvoorheffing als volgt vastgesteld :

- a) de maandelijkse bruto bezoldiging afronden op het lagere veelvoud van 15 euro;
- b) de bedrijfsvoorheffing op dat afgeronde bedrag is gelijk aan 3.322,66 euro verhoogd met 53,50 pct. van het gedeelte van de maandelijkse bruto bezoldiging boven 7.500 euro.

B. Van de bedrijfsvoorheffing berekend overeenkomstig punt A mogen vervolgens de vermindering voor groepsverzekering en voor extrawettelijke verzekering tegen ouderdom of vroegtijdige dood en de vermindering voor bezoldigingen ingevolge het presteren van overwerk dat recht geeft op een overwerktoeslag worden afgetrokken; die verminderingen zijn vermeld in nr. 5.3.

Onderafdeling 3. – Bijzondere regels

5.5 Betalingen per veertien dagen

Voor de per veertien dagen betaalde bezoldigingen bedraagt de bedrijfsvoorheffing de helft van de voorheffing die volgens de regel van nr. 5.2 of 5.4 per maand verschuldigd is op tweemaal de bezoldiging per veertien dagen.

5.6 Betalingen per week

Voor de per week betaalde bezoldigingen bedraagt de bedrijfsvoorheffing het vierde van de voorheffing die volgens de regel van nr. 5.2 of 5.4 per maand verschuldigd is op viermaal de bezoldiging per week.

5.7 Betalingen per werkdag

Voor de per werkdag betaalde bezoldigingen bedraagt de bedrijfsvoorheffing het twintigste van de voorheffing die volgens de regel van nr. 5.2 of 5.4 per maand verschuldigd is op twintigmaal de bezoldiging per werkdag.

5.8 Exceptionele vergoedingen

Voor de exceptionele vergoedingen (commissielonen, vakantiegeld, eindejaarspremies, enz.) die een werkgever, buiten de normale bezoldigingen aan leden van zijn personeel betaalt, wordt de bedrijfsvoorheffing (zonder vermindering) vastgesteld volgens het onderstaande tarief, gelet op het jaarbedrag van de normale in België betaalde of toegekende bruto bezoldigingen van de verkrijger van de inkomsten.

JAARBEDRAG VAN DE NORMALE BRUTO BEZOLDIGINGEN		PERCENT ALS BEDRIJFSVOORHEFFING VERSCHULDIGD	
1		2	
van 0,01 EUR	tot 20.750,00 EUR	26,75	
van 20.750,01 EUR	tot 28.310,00 EUR	42,80	
van 28.310,01 EUR	tot 53.030,00 EUR	48,15	
boven 53.030,00 EUR		53,50	

5.9 Achterstallen en opzeggingsvergoedingen

Voor achterstallige bezoldigingen (onder meer bezoldigingen waarvan de uitbetaling of de toekenning door toedoen van de overheid of wegens het bestaan van een geschil slechts heeft plaatsgehad na het verstrijken van het belastbare tijdperk waarop zij in werkelijkheid betrekking hebben) en voor de opzeggingsvergoedingen, wordt de bedrijfsvoorheffing (zonder vermindering) vastgesteld volgens het onderstaande tarief, gelet op de referentiebezoldiging, d.w.z. :

- ofwel het jaarbedrag van de normale in België betaalde of toegekende bruto bezoldiging die onmiddellijk vóór de herziening die tot de uitbetaling van de achterstallen aanleiding gaf aan de verkrijger van de inkomsten werd betaald ;
- ofwel de bezoldiging die tot grondslag diende voor het vaststellen van de opzeggingsvergoeding of, bij gebreke daaraan, de bezoldiging die de verkrijger heeft ontvangen tijdens de laatste periode van normale activiteit in dienst van de werkgever die de vergoeding uitbetaalt.

REFERENTIEBEZOLDIGING		PERCENT ALS BEDRIJFSVOORHEFFING VERSCHULDIGD	
1		2	
van 0,01 EUR	tot 18.890,00 EUR	26,75	
van 18.890,01 EUR	tot 25.560,00 EUR	42,80	
van 25.560,01 EUR	tot 47.350,00 EUR	48,15	
boven 47.350,00 EUR		53,50	

5.10 Bezoldigingen voor stukwerk

De bedrijfsvoorheffing op bezoldigingen toegekend aan werklieden die stukwerk verrichten en van wie de onregelmatige en door de werkgever niet gecontroleerde prestaties niet worden uitgedrukt in dagen, weken, veertien dagen of maanden arbeid, wordt berekend volgens de regels van de nrs. 5.2 tot 5.7, met inachtneming van de duur van het tijdperk waarop de bezoldigingen betrekking hebben.

5.11 Gelegenheidsarbeiders in de horeca

In afwijking van de vorige regels wordt de bedrijfsvoorheffing eenvormig (zonder vermindering) vastgesteld op 33,31 pct. op de bezoldigingen voor prestaties geleverd tijdens maximaal 50 dagen per kalenderjaar en die worden betaald of toegekend aan gelegenheidswerknemers die worden tewerkgesteld bij een werkgever die ressorteert onder het paritair comité voor het hotelbedrijf of onder het paritair comité voor de uitzendarbeid indien de gebruiker ressorteert onder het paritair comité voor het hotelbedrijf indien de werkgever en de werknemer een arbeidsovereenkomst van bepaalde duur of voor een duidelijk omschreven werk sluiten van maximaal 2 opeenvolgende dagen en waarvoor de sociale bijdragen worden berekend op een uur- of dagforfait zoals bepaald in artikel 31ter, tweede lid, van het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders.

5.11/1 Seizoenarbeiders in de land- en tuinbouw

In afwijking van alle vorige regels, wordt de bedrijfsvoorheffing eenvormig (zonder vermindering) vastgesteld op 18,725 pct. op de hierna vermelde bezoldigingen van seizoenarbeiders in de land- en tuinbouw:

- de bezoldigingen voor prestaties als gelegenheidswerker in de land- of tuinbouw als bedoeld in artikel 8bis van het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders;
- de eindejaarspremie en de getrouwheidspremie die door het Waarborg- en Sociaal Fonds voor het tuinbouwbedrijf worden toegekend aan de in het eerste streepje bedoelde gelegenheidswerkers;
- de bezoldigingen voor prestaties als arbeider in de land- of tuinbouw ingevolge een contract van bepaalde duur of voor een duidelijk omschreven werk van maximaal 6 opeenvolgende kalenderweken onmiddellijk aansluitend op een tewerkstelling als gelegenheidsarbeider in de land- of tuinbouw bij dezelfde werkgever;
- het vakantiegeld dat betrekking heeft op de in het derde streepje bedoelde periode van aansluitende tewerkstelling.

Afdeling 2. – Werkloosheidsuitkering met bedrijfstoeslag

5.12 In afwijking van nr. 2.14 wordt de bedrijfsvoorheffing op werkloosheidsuitkering met bedrijfstoeslag van werknemers betaald of toegekend aan andere niet-inwoners dan diegenen vermeld in de nrs. 2.1, B, vastgesteld overeenkomstig de hierna volgende regels.

5.13 Werkloosheidsuitkeringen met bedrijfstoeslag

Vergoedingen, in het kader of naar aanleiding van een stelsel van werkloosheidsuitkering met bedrijfstoeslag aan ontslagen of op rust gestelde werknemers betaald of toegekend, zijn van de bedrijfsvoorheffing vrijgesteld in zover hun totaalbedrag het maximumbedrag inzake werkloosheidsuitkering niet te boven gaat.

Voor het gedeelte van het totaalbedrag van die vergoedingen dat het hierboven vermelde maximumbedrag inzake werkloosheidsuitkering te boven gaat, moeten de schuldenaars van dat gedeelte bedrijfsvoorheffing inhouden en storten. Die bedrijfsvoorheffing wordt volgens de regels van de nrs. 5.14 en 5.15 berekend op het totaalbedrag van de vergoedingen.

5.14 Maandelijkse werkloosheidsuitkeringen met bedrijfstoeslag

A. Wanneer het totaalbedrag van deze maandelijkse vergoedingen niet hoger is dan 7.500 euro wordt de bedrijfsvoorheffing vastgesteld volgens schaal III, kolom pensioenen.

B. Wanneer het totaalbedrag van deze maandelijkse vergoedingen hoger is dan 7.500 euro wordt de bedrijfsvoorheffing als volgt vastgesteld :

- a) het maandelijkse totaalbedrag afronden op het lagere veelvoud van 15 euro ;
- b) de bedrijfsvoorheffing op dat afgeronde bedrag is gelijk aan 3.419,50 euro verhoogd met 53,50 pct. van het gedeelte van het maandelijkse totaalbedrag boven 7.500 euro.

5.15 Anders dan per maand betaalde werkloosheidsuitkeringen met bedrijfstoeslag

Voor de anders dan per maand betaalde werkloosheidsuitkeringen met bedrijfstoeslag bedraagt de bedrijfsvoorheffing het dertigste van het product verkregen door vermenigvuldiging van het bedrag van de bedrijfsvoorheffing dat zou verschuldigd zijn op het overeenstemmende maandelijkse totaalbedrag

van de werkloosheidsuitkering met bedrijfstoelage, met het aantal dagen van het tijdperk waarop de werkloosheidsuitkering met bedrijfstoelage betrekking heeft.

Afdeling 3. – Bezoldigingen van bedrijfsleiders

5.16 In afwijking van de nrs. 3.3 tot 3.8 wordt de bedrijfsvoorheffing op bezoldigingen van bedrijfsleiders, betaald of toegekend aan andere niet-inwoners dan diegenen vermeld in nr. 3.1, B, vastgesteld overeenkomstig de hierna volgende regels.

Onderafdeling 1.- Maandelijkse bruto bezoldigingen tot 7.500 euro

5.17 Wanneer de maandelijkse bruto bezoldigingen niet hoger zijn dan 7.500 euro wordt de bedrijfsvoorheffing vastgesteld volgens schaal III, kolom bedrijfsleiders.

5.18 De bedrijfsvoorheffing vastgesteld volgens die schaal wordt verminderd met 30 pct. van :

- de verplichte inhoudingen ter uitvoering van een groepsverzekeringscontract ;
- de verplichte inhoudingen ter uitvoering van een extrawettelijke voorzorgsregeling van verzekering tegen ouderdom en vroegtijdige dood ;
- de inhoudingen die betrekking hebben op de individuele voortzetting van een pensioentoezegging overeenkomstig artikel 145³, derde lid, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992.

Onderafdeling 2.- Maandelijkse bruto bezoldigingen boven 7.500 euro

5.19 Wanneer de maandelijkse bruto bezoldigingen hoger zijn dan 7.500 euro wordt de bedrijfsvoorheffing als volgt vastgesteld :

- a) de maandelijkse bruto bezoldiging afronden op het lagere veelvoud van 15 euro ;
- b) de bedrijfsvoorheffing op dat afgeronde bedrag is gelijk aan 3.428,77 euro verhoogd met 53,50 pct. van het gedeelte van de maandelijkse bruto bezoldiging boven 7.500 euro.

5.20 Van de bedrijfsvoorheffing berekend overeenkomstig nr. 5.19 mag nog de vermindering voor groepsverzekering en voor extrawettelijke verzekering tegen ouderdom of vroegtijdige dood worden afgetrokken; die vermindering is vermeld onder nr. 5.18.

Onderafdeling 3. – Bijzondere regels

5.21 Periodieke betalingen anders dan per maand

Voor periodieke bezoldigingen die anders dan per maand worden betaald, bedraagt de bedrijfsvoorheffing het twintigste van het product, verkregen door vermenigvuldiging van het bedrag van de bedrijfsvoorheffing, dat volgens de regel van nr. 5.17 of 5.19 verschuldigd is op de overeenstemmende maandbezoldiging, met het aantal werkdagen van het tijdperk waarop de bezoldiging betrekking heeft.

5.22 Niet-periodieke bezoldigingen

De bedrijfsvoorheffing op niet-periodieke bezoldigingen is gelijk aan twaalf maal het verschil tussen :

- eensdeels, de voorheffing die volgens de regels van de nrs. 5.17 tot 5.21 verschuldigd is op een inkomen gelijk aan de periodieke bezoldigingen van de maand waarin de niet-periodieke bezoldiging wordt betaald of toegekend, verhoogd met een twaalfde van de niet-periodieke bezoldiging ;
- anderdeels, de voorheffing die volgens dezelfde regels verschuldigd is op de periodieke bezoldigingen van de maand waarin de niet-periodieke bezoldiging wordt betaald of toegekend.

Afdeling 4. – Onderhoudsuitkeringen en kapitalen vermeld in artikel 90, eerste lid, 3° en 4°, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, die aan niet-inwoners worden betaald

5.23 Uitkeringen

Op het bedrag van de in artikel 90, eerste lid, 3° en 4°, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 vermelde uitkeringen die rijksinwoners aan niet-inwoners betalen, is een bedrijfsvoorheffing verschuldigd van 26,75 pct. op 80 pct. van het bedrag van die uitkeringen.

5.24 Kapitalen

Wanneer in nr. 5.23 vermelde uitkeringen worden vervangen door een kapitaal dat wordt betaald aan een niet-inwoner, bedraagt de bedrijfsvoorheffing 26,75 pct. van 80 pct. van dat kapitaal.

Afdeling 5 - In artikel 87, 5°, a tot c, e en f, van dit besluit vermelde inkomsten, betaald of toegekend aan niet-inwoners vermeld in die bepaling

5.25 Grondslag en tarief

Voor de inkomsten vermeld in artikel 87, 5°, a tot c, e en f, van dit besluit, betaald of toegekend aan aldaar vermelde niet-inwoners, moet de bedrijfsvoorheffing onderscheidenlijk als volgt worden berekend :

- a) 30,28 pct. van het bruto bedrag voor de winst en baten vermeld in artikel 87, 5°, a ;
- b) volgens de regels en het tarief van nr. 2.17 voor de inkomsten vermeld in artikel 87, 5°, b ;
- c) 2,50 pct. van het bruto bedrag van de premies betreffende de in België gedane verrichtingen voor de winst vermeld in artikel 87, 5°, c ;
- d) 24,25 pct. van het bruto bedrag voor de winst vermeld in artikel 87, 5°, e;
- e) 25 pct. van de inkomsten (na aftrek van een forfaitair bedrag voor kosten dat gelijk is aan 50 pct. van het brutobedrag van de inkomsten) bedoeld in artikel 87, 5°, f. Het bedrag van die voorheffing wordt evenwel beperkt tot het maximumbedrag aan bronheffing waarin het van toepassing zijnde dubbelbelastingverdrag voorziet.

Afdeling 6 - Inkomsten van podiumkunstenaars die niet-inwoners zijn

5.26 Grondslag en tarief

In afwijking van de bepalingen van de hoofdstukken II en V en van nr. 5.25, a en b, wordt de bedrijfsvoorheffing eenvormig vastgesteld op 18 pct. van het bruto bedrag van de inkomsten vermeld in artikel 228, § 2, 8°, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, verminderd met een forfaitair bedrag voor kosten opgenomen in onderstaande tabel :

AARD VAN DE KOSTEN	BEDRAG
1. verplaatsingskosten :	300,00 EUR
2. voeding en andere kleine uitgaven :	37,50 EUR
3. logementskosten :	62,50 EUR
Totaal :	400,00 EUR

Het forfait wordt per schuldenaar van bedrijfsvoorheffing vastgesteld naargelang van de in België door de podiumkunstenaar gepresteerde dagen waarvoor hij wordt vergoed. Het aantal gepresteerde dagen dient evenwel per schuldenaar van bedrijfsvoorheffing voor elke podiumkunstenaar te worden beperkt tot 10 dagen per kalenderjaar.

Volgende bedragen mogen in aanmerking genomen worden :

- 400 euro voor de eerste dag, per kunstenaar ;
- 100 euro voor elke volgende gepresteerde dag, per kunstenaar.

Afdeling 7 - Winst en baten van niet-inwonende vennoten of leden van vennootschappen of van verenigingen zonder rechtspersoonlijkheid als bedoeld in artikel 29 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, vermeld in artikel 229, § 3, van hetzelfde Wetboek

5.27 Grondslag en tarief

De in artikel 87, 7°, van dit besluit vermelde inkomsten van iedere vennoot of ieder lid zijn aan de bedrijfsvoorheffing onderworpen naar het volgende onderscheid :

- A. Inkomsten die worden geacht te zijn toegekend aan niet-rijksinwoners vermeld in artikel 227, 1°, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 : de bedrijfsvoorheffing wordt vastgesteld volgens het onderstaande tarief (zonder vermindering) :

TOTAALBEDRAG VAN DE WINST OF DE BATEN VAN ELKE VENNOOT OF ELK LID	VERSCHULDIGDE BEDRIJFSVOORHEFFING
van 0,01 EUR tot 13.860,00 EUR	26,75 pct.
van 13.860,01 EUR tot 20.530,00 EUR	3.707,55 EUR + 42,80 pct. op de schijf boven 13.860,00 EUR
van 20.530,01 EUR tot 42.320,00 EUR	6.562,31 EUR + 48,15 pct. op de schijf boven 20.530,00 EUR
boven 42.320,00 EUR	17.054,20 EUR + 53,50 pct. op de schijf boven 42.320,00 EUR

- B. Inkomsten die worden geacht te zijn toegekend aan niet-inwoners vermeld in artikel 227, 2°, van voormeld Wetboek : de bedrijfsvoorheffing wordt éénvormig vastgesteld op 25,00 pct.

Afdeling 8 – In artikel 87, 8°, van dit besluit vermelde meerwaarden, verwezenlijkt door niet-inwoners in het kader van hun beroepswerkzaamheid

5.28 De in artikel 87, 8°, van dit besluit vermelde meerwaarden, vastgesteld krachtens artikel 235, 1° of 2°, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, zijn aan de bedrijfsvoorheffing onderworpen naar het volgende onderscheid :

- A. Meerwaarden verwezenlijkt door niet-inwoners vermeld in artikel 227, 1°, van voormeld Wetboek, zijn aan de bedrijfsvoorheffing onderworpen tegen het in nr. 5.27, A, vermelde tarief (zonder vermindering).

In afwijking van vorig lid worden meerwaarden verwezenlijkt op onroerende goederen die op het ogenblik van hun vervreemding sedert meer dan 5 jaar voor het uitoefenen van de beroepswerkzaamheid worden gebruikt, aan de bedrijfsvoorheffing onderworpen tegen het tarief van 17,66 pct. (zonder vermindering).

- B. Meerwaarden verwezenlijkt door niet-inwoners vermeld in artikel 227, 2°, van voormeld Wetboek zijn aan de bedrijfsvoorheffing onderworpen tegen het tarief van 25,00 pct.

In afwijking van vorig lid worden meerwaarden verwezenlijkt naar aanleiding van een exclusief met nieuwe aandelen vergoede inbreng van een onroerend goed in een beleggingsvennootschap met vast kapitaal voor belegging in vastgoed of in een gereguleerde vastgoedvennootschap voor zover ze genieten van de toepassing van het regime voorzien in artikel 185*bis*, van voormeld Wetboek aan de bedrijfsvoorheffing onderworpen tegen het tarief van 12,50 pct.

6. HOOFDSTUK VI. - Inkomsten van sportbeoefenaars, scheidsrechters, opleiders, trainers en begeleiders

6.1 De inkomsten die sportbeoefenaars, scheidsrechters, opleiders, trainers en begeleiders voor hun sportieve activiteiten, hun activiteiten als scheidsrechter tijdens sportwedstrijden of hun opleidende, omkaderende of ondersteunende activiteit ten behoeve van de sportbeoefenaars tijdens het belastbaar tijdperk verkrijgen, worden overeenkomstig de volgende regels aan de bedrijfsvoorheffing onderworpen:

A. rijksinwoners

1. bezoldigingen als bedoeld in artikel 30,1°, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 van sportbeoefenaars die op 1 januari 2021 de leeftijd van 16 jaar hebben bereikt doch jonger zijn dan 26 jaar: zie nr. 6.2;
2. bezoldigingen als bedoeld in artikel 30,1°, van voormeld Wetboek van sportbeoefenaars die op 1 januari 2021 de leeftijd van 26 jaar hebben bereikt, en van scheidsrechters, opleiders, trainers en begeleiders, op voorwaarde dat zij beroepsinkomsten uit een andere beroepsactiviteit verkrijgen waarvan het totaal bruto belastbaar bedrag meer bedraagt dan het totaal bruto belastbaar bedrag van de bezoldigingen die zij behalen uit het geheel van hun voornoemde activiteiten in de sector van de sport zoals bepaald in artikel 171, 1°, i, van voormeld Wetboek : zie nr. 6.3;
3. bezoldigingen van rijksinwoners die niet zijn bedoeld in 1 of 2 : deze bezoldigingen zijn onderworpen aan de bepalingen van hoofdstuk II.

B. niet-inwoners sportbeoefenaars

1. inkomsten die persoonlijk zijn verkregen door niet-inwoners die in België persoonlijk een activiteit als sportbeoefenaar uitoefenen gedurende niet meer dan 30 dagen, te berekenen per tijdperk van 12 opeenvolgende maanden en per schuldenaar van de inkomsten: zie nr. 5.26;
2. niet-inwoners die in België persoonlijk een activiteit als sportbeoefenaar uitoefenen gedurende meer dan 30 dagen, te berekenen per tijdperk van 12 opeenvolgende maanden en per schuldenaar van de inkomsten:
 - a) bezoldigingen als bedoeld in artikel 30,1°, van voormeld Wetboek die persoonlijk zijn verkregen door sportbeoefenaars die op 1 januari 2021 de leeftijd van 16 jaar hebben bereikt doch jonger zijn dan 26 jaar: zie nr. 6.2;
 - b) beroepsinkomsten die persoonlijk zijn verkregen door sportbeoefenaars die op 1 januari 2021 de leeftijd van 26 jaar hebben bereikt, op voorwaarde dat zij beroepsinkomsten, met uitzondering van de bezoldigingen van bedrijfsleiders, uit een andere beroepsactiviteit verkrijgen waarvan het totaal bruto belastbaar bedrag meer bedraagt dan het totaal bruto belastbaar bedrag van de beroepsinkomsten die zij behalen uit hun activiteit als sportbeoefenaar zoals bepaald in artikel 171, 1°, i, van voormeld Wetboek: zie nr. 6.3;
3. inkomsten uit een in België persoonlijk verrichte activiteit als sportbeoefenaar, ongeacht de duur en toegekend aan een andere natuurlijke persoon of een rechtspersoon : zie nr. 5.26;
4. inkomsten van sportbeoefenaars die niet zijn bedoeld in 1, 2 of 3 : zie, wat de bezoldigingen betreft en rekening houdend met de gelijkstelling (nr. 2.1, B) of niet als rijksinwoner, hoofdstuk II of hoofdstuk V en, wat de andere inkomsten betreft, nr. 2.17;

C. niet-inwoners scheidsrechters, opleiders, trainers en begeleiders

1. beroepsinkomsten, met uitzondering van de bezoldigingen van bedrijfsleiders, van scheidsrechters, opleiders, trainers en begeleiders, op voorwaarde dat zij beroepsinkomsten uit een andere beroepsactiviteit verkrijgen waarvan het totaal bruto belastbaar bedrag meer bedraagt dan het totaal bruto belastbaar bedrag van de beroepsinkomsten die zij behalen uit het geheel van hun voornoemde activiteiten in de sector van de sport zoals bepaald in artikel 171, 1°, i, van voormeld Wetboek : zie nr. 6.3;
2. beroepsinkomsten van niet in 1 bedoelde scheidsrechters, opleiders, trainers en begeleiders : zie, wat de bezoldigingen betreft, en rekening houdend met de gelijkstelling (nr. 2.1, B) of niet als rijksinwoner, hoofdstuk II of hoofdstuk V en, wat de andere inkomsten betreft, nr. 2.17.

6. 2. Bezoldigingen van sportbeoefenaars bedoeld in nr. 6.1, A, 1 en B, 2, a

De bedrijfsvoorheffing wordt als volgt vastgesteld :

A. Het maandelijks inkomen bedraagt maximum 1.749 euro :

De bedrijfsvoorheffing is gelijk aan 16,66 pct. van dat bedrag (zonder vermindering) ;

B. Het maandelijks inkomen bedraagt meer dan 1.749 euro :

- a. De bedrijfsvoorheffing op de eerste schijf van 1.749 euro is gelijk aan 291,38 euro ;
- b. Op het verschil tussen het maandelijks inkomen en 1.749 euro wordt de bedrijfsvoorheffing toegepast die verschillend is naargelang de aard van de inkomsten en de hoedanigheid van de verkrijger :

1. Bezoldigingen van rijksinwoners en gelijkgestelde niet-inwoners zoals bedoeld in nr. 2.1,B. :

Het verschil tussen het maandelijks inkomen en 1.749 euro afronden op het lagere veelvoud van 15 euro en hierop de bedrijfsvoorheffing berekenen volgens de schalen I en II. Op de aldus berekende bedrijfsvoorheffing mogen nog de volgende verminderingen worden toegepast :

- voor kinderen ten laste (zie nr. 2.2, A, a);
- voor andere gezinslasten (zie nr. 2.2, A, b);
- voor groepsverzekering en voor extra-wettelijke verzekering tegen ouderdom of vroegtijdige dood (zie nr. 2.2, A, c);
- voor bezoldigingen van natuurlijke personen met een laag inkomen die, anders dan krachtens een arbeidsovereenkomst, arbeid verrichten in de overheidssector (zie nr. 2.2, A, e);
- voor bezoldigingen van werknemers met een laag inkomen die recht hebben op de werkbonus (zie nr. 2.2, A, f).

2. Bezoldigingen van de andere niet-inwoners :

Het verschil tussen het maandelijks inkomen en 1.749 euro wordt afgerond op het lagere veelvoud van 15 euro en hierop wordt de bedrijfsvoorheffing berekend volgens schaal III.

- c. De verschuldigde bedrijfsvoorheffing is gelijk aan a + b.

6.3 Bezoldigingen als bedoeld in nr. 6.1,A,2 en beroepsinkomsten als bedoeld in nrs. 6.1,B,2,b en C,1

De bedrijfsvoorheffing wordt als volgt vastgesteld:

A. Het maandelijks inkomen bedraagt maximum 1.749 euro :

de bedrijfsvoorheffing is gelijk aan 33,31 pct. van dat bedrag (zonder vermindering);

B. Het maandelijks inkomen bedraagt meer dan 1.749 euro:

- a. de bedrijfsvoorheffing op de eerste schijf van 1.749 EUR is gelijk aan 582,59 euro;
- b. op het verschil tussen het maandelijks inkomen en 1.749 euro wordt de bedrijfsvoorheffing toegepast die verschillend is naargelang de aard van de inkomsten en de hoedanigheid van de verkrijger :

1. Bezoldigingen van rijksinwoners en gelijkgestelde niet-inwoners zoals bedoeld in nr. 2.1,B. :

Het verschil tussen het maandelijks inkomen en 1.710 euro afronden op het lagere veelvoud van 15 euro en hierop de bedrijfsvoorheffing berekenen volgens de schalen I en II. Op de aldus berekende bedrijfsvoorheffing mogen nog de volgende verminderingen worden toegepast :

- voor kinderen ten laste (zie nr. 2.2, A, a);
- voor andere gezinslasten (zie nr. 2.2, A, b);
- voor groepsverzekering en voor extra-wettelijke verzekering tegen ouderdom of vroegtijdige dood (zie nr. 2.2, A, c);
- voor bezoldigingen van natuurlijke personen met een laag inkomen die, anders dan krachtens een arbeidsovereenkomst, arbeid verrichten in de overheidssector (zie nr. 2.2, A, e);
- voor bezoldigingen van werknemers met een laag inkomen die recht hebben op de werkbonus (zie nr. 2.2, A, f).

2. Bezoldigingen van de andere niet-inwoners :

Het verschil tussen het maandelijks inkomen en 1.749 euro wordt afgerond op het lagere veelvoud van 15 euro en hierop wordt de bedrijfsvoorheffing berekend volgens schaal III.

c. De verschuldigde bedrijfsvoorheffing is gelijk aan a + b.

7. HOOFDSTUK VII. - Diverse

Afdeling 1 – Presentiegelden

7.1 Presentiegelden die baten zijn als vermeld in artikel 23, § 1, 2°, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992

Presentiegelden betaald of toegekend aan personen voor wie die presentiegelden baten zijn als vermeld in artikel 23, § 1, 2°, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 (leden van provincie- en gemeenteraden, van agglomeratieraden, van raden voor maatschappelijk welzijn, van beheerscomités van openbare instellingen of lichamen, enz.) zijn voor hun bruto bedrag aan de bedrijfsvoorheffing onderworpen tegen het in nr. 2.17 vermelde tarief.

Afdeling 1/1. - Inkomsten als vermeld in artikel 90, eerste lid, 1° bis, van het Wetboek van inkomstenbelastingen 1992

7.1./1 Grondslag en tarief

De bedrijfsvoorheffing bedraagt 10,70 pct. van het bruto bedrag, d.w.z. het bedrag dat door het platform of door tussenkomst van het platform daadwerkelijk is betaald of toegekend, verhoogd met alle sommen die door het platform of door tussenkomst van het platform zijn ingehouden.

Afdeling 2 - Prijzen, subsidies, renten of pensioenen vermeld in artikel 90, eerste lid, 2°, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992

7.2 Grondslag en tarief

De bedrijfsvoorheffing bedraagt 18,17 pct. van het bruto bedrag voor de prijzen, subsidies, renten of pensioenen die Belgische of buitenlandse openbare machten of openbare instellingen zonder winstoogmerken in België betalen of toekennen aan geleerden, schrijvers of kunstenaars, met uitzondering van de sommen die zijn betaald of toegekend als bezoldiging van bewezen diensten en beroepsinkomsten zijn.

Evenwel bedraagt de bedrijfsvoorheffing 26,75 pct. van het bruto bedrag voor de prijzen, subsidies, renten of pensioenen die Belgische openbare machten of openbare instellingen betalen of toekennen aan geleerden, schrijvers of kunstenaars die niet-inwoner zijn, met uitzondering van de sommen die betaald of toegekend zijn als bezoldiging van bewezen diensten en beroepsinkomsten zijn.

7.3 Vrijstelling

Met betrekking tot de prijzen en de gedurende twee jaar betaalde of toegekende subsidies is geen bedrijfsvoorheffing verschuldigd op de eerste schijf van 4.270 euro.

Bovendien zijn de prijzen en subsidies niet aan de bedrijfsvoorheffing onderworpen, indien zij overeenkomstig artikel 53 van dit besluit zijn vrijgesteld.

Afdeling 3 - Persoonlijke vergoedingen als vermeld in artikelen 90, eerste lid, 12°, en 228, § 2, 9°, k, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992

7.4 Grondslag en tarief

De bedrijfsvoorheffing bedraagt 33,31 pct. van het nettobedrag (dit is het brutobelastbaar bedrag verminderd met een forfaitaire kost van 10 pct.) van de persoonlijke vergoedingen uit de exploitatie van een uitvinding als vermeld in artikelen 90, eerste lid, 12°, en 228, § 2, 9°, k, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992.

8. HOOFDSTUK VIII. - Aanvullende inhoudingen

8.1 Algemeen

A. Ten laatste vanaf de eerste betaling tijdens de tweede maand na de datum van de schriftelijke aanvraag die de verkrijger van de inkomsten daartoe tot de schuldenaar van de bedrijfsvoorheffing richt, MOET deze laatste, boven de inhoudingen volgens de nrs. 1.1 tot 7.4, aanvullende inhoudingen van bedrijfsvoorheffing doen.

Deze aanvullende inhoudingen moeten bij elke betaling of toekenning van inkomsten gebeuren volgens een vast bedrag dat door de verkrijger zelf in zijn aanvraag wordt voorgesteld.

De verkrijger van de inkomsten is door zijn aanvraag gebonden tot hij ze herroept. De herroeping heeft slechts uitwerking vanaf de eerste betaling tijdens de derde maand die op de herroeping volgt.

B. Buiten de regeling van punt A MOGEN de schuldenaars van de bedrijfsvoorheffing op de inkomsten die zij betalen of toekennen en op aanvraag van de verkrijgers daarvan, hogere bedragen inhouden dan die welke volgen uit de toepassing van de nrs. 1.1 tot 7.4.

8.2 Bedrijfsvoorheffing vermeld in artikel 158 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992

Om als bedrijfsvoorheffing voor de toepassing van artikel 158 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 in aanmerking te kunnen komen, moeten de in nr. 8.1 vermelde aanvullende inhoudingen op bezoldigingen vermeld in de nrs. 3.1 tot 3.8 :

- a) gedaan worden op alle vaste en veranderlijke bezoldigingen die de werkgever in de loop van het jaar aan de verkrijgers betaalt of toekent ;
- b) binnen de gestelde termijn bij de ontvanger van de belastingen worden gestort ;
- c) bovendien, wanneer het aanvullende inhoudingen betreft als vermeld in nr. 8.1, B :
 - ofwel een eenvormig gedeelte vertegenwoordigen van de bedrijfsvoorheffing berekend volgens de nrs. 3.1 tot 3.8 ;
 - ofwel het verschil vertegenwoordigen tussen het bedrag dat voor het hele jaar wordt berekend tegen een forfaitair percent en de bedrijfsvoorheffing berekend volgens de nrs. 3.1 tot 3.8.

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 9 december 2021.

FILIP

Van Koningswege:

De minister van Financiën

V. VAN PETEGHEM

SCHAAL I

DEZE SCHAAL IS VAN TOEPASSING :

- OFWEL WANNEER DE VERKRIJGER VAN DE INKOMSTEN EEN ALLEENSTAANDE IS;
- OFWEL WANNEER DE ECHTGENOOT VAN DE VERKRIJGER VAN DE INKOMSTEN EVENEENS PERSOONLIJKE BEROEPSINKOMSTEN HEEFT.

* * *

BEDRIJFSVOORHEFFING VOOR :

- BEZOLDIGINGEN VAN WERKNEMERS : KOLOM (2)
 - BEZOLDIGINGEN VAN BEDRIJFSLEIDERS : KOLOM (3)
 - PENSIOENEN EN RENTEN : KOLOM (4)
- DIE VANAF 1 JANUARI 2022 PER MAAND WORDEN BETAALD OF TOEGEKEND.

* * *

DE BEDRAGEN VERMELD IN KOLOM (1) VERTEGENWOORDIGEN BRUTO-INKOMSTEN, D.W.Z. NA AFTREK VAN DE INHOUDINGEN EN LASTEN WAARVAN SPRAKE IS IN NR. 1 VAN DE TOEPASSINGSREGELS.

OVER EEN INKOMEN BEGREPEN TUSSEN TWEE INKOMSTENBEDRAGEN VAN KOLOM (1) IS DE BEDRIJFSVOORHEFFING VERSCHULDIGD DIE TEGENOVER HET LAAGSTE VAN DIE TWEE BEDRAGEN VOORKOMT.

* * *

VAN DE BEDRIJFSVOORHEFFING AFGELEZEN IN DE SCHAAL MOGEN NOG DE VERMINDERINGEN VOOR KINDEREN TEN LASTE EN VOOR ANDERE GEZINSLASTEN WORDEN AFGETROKKEN (ZIE NRS. 2.2.A, 3.3.A EN 4.1.A VAN DE TOEPASSINGSREGELS).

(1)	(2)	(3)	(4)	(1)	(2)	(3)	(4)
720,00		1,57		1245,00	47,88	146,25	
735,00		5,47		1260,00	50,69	152,48	
750,00		9,36		1275,00	53,50	158,70	
765,00		13,25		1290,00	56,30	164,93	
780,00		17,14		1305,00	59,11	171,16	
795,00		21,03		1320,00	61,92	177,38	
810,00		24,93		1335,00	64,73	183,61	4,33
825,00		28,82		1350,00	67,54	189,84	10,75
840,00		32,71		1365,00	70,35	196,07	17,17
855,00		36,60		1380,00	73,16	202,29	23,59
870,00		40,49		1395,00	75,97	208,52	30,01
885,00		44,39		1410,00	79,80	214,75	36,43
900,00		48,28		1425,00	83,81	220,98	42,85
915,00		52,17		1440,00	87,82	227,20	49,27
930,00		56,06		1455,00	91,84	233,43	55,69
945,00		59,96		1470,00	95,85	239,66	62,11
960,00		63,85		1485,00	99,86	245,89	68,53
975,00		67,74		1500,00	103,87	252,11	74,95
990,00	0,13	71,63		1515,00	107,89	258,34	81,37
1005,00	2,94	75,52		1530,00	111,90	264,57	87,79
1020,00	5,75	79,42		1545,00	115,91	270,80	94,21
1035,00	8,56	83,31		1560,00	119,92	277,02	100,63
1050,00	11,36	87,20		1575,00	124,07	283,25	107,05
1065,00	14,17	91,09		1590,00	130,49	289,48	113,47
1080,00	16,98	94,98		1605,00	136,91	295,71	119,89
1095,00	19,79	98,88		1620,00	143,33	301,93	126,31
1110,00	22,60	102,77		1635,00	149,75	308,16	132,73
1125,00	25,41	106,66		1650,00	156,17	314,39	139,15
1140,00	28,22	110,55		1665,00	162,59	320,62	145,57
1155,00	31,03	114,44		1680,00	169,01	326,84	151,99
1170,00	33,83	118,34		1695,00	175,43	333,07	158,41
1185,00	36,64	122,23		1710,00	181,85	339,30	164,83
1200,00	39,45	127,57		1725,00	188,27	345,52	171,25
1215,00	42,26	133,79		1740,00	194,69	351,75	178,43
1230,00	45,07	140,02		1755,00	201,11	357,98	185,65
							192,88

(1)	(2)	(3)	(4)	(1)	(2)	(3)	(4)
1770,00	207,53	364,53	200,10	2295,00	441,06	609,74	468,95
1785,00	213,95	371,54	207,32	2310,00	448,28	616,74	477,11
1800,00	220,37	378,54	214,54	2325,00	455,50	623,75	485,26
1815,00	226,79	385,55	221,77	2340,00	462,73	630,75	493,42
1830,00	233,21	392,55	228,99	2355,00	469,95	637,76	501,58
1845,00	239,63	399,56	236,21	2370,00	477,17	644,76	509,73
1860,00	246,05	406,57	243,43	2385,00	484,39	651,77	517,89
1875,00	252,47	413,57	250,66	2400,00	491,62	658,78	526,04
1890,00	258,89	420,58	257,88	2415,00	498,84	665,78	534,20
1905,00	265,31	427,58	265,10	2430,00	506,06	672,79	542,35
1920,00	271,73	434,59	272,32	2445,00	513,28	679,79	550,51
1935,00	278,15	441,60	279,55	2460,00	520,51	686,80	558,66
1950,00	284,57	448,60	286,77	2475,00	527,73	693,81	566,82
1965,00	290,99	455,61	293,99	2490,00	534,95	700,81	574,97
1980,00	297,41	462,61	301,21	2505,00	542,17	707,82	583,13
1995,00	303,83	469,62	308,44	2520,00	549,40	714,82	591,29
2010,00	310,25	476,62	315,66	2535,00	556,62	721,83	599,44
2025,00	316,67	483,63	322,88	2550,00	563,84	728,83	607,60
2040,00	323,09	490,64	330,31	2565,00	571,06	735,84	615,75
2055,00	329,51	497,64	338,47	2580,00	578,29	742,85	623,91
2070,00	335,93	504,65	346,62	2595,00	585,51	749,85	632,06
2085,00	342,35	511,65	354,78	2610,00	592,73	756,86	640,22
2100,00	348,77	518,66	362,93	2625,00	599,95	763,86	648,37
2115,00	355,19	525,67	371,09	2640,00	607,18	770,87	656,53
2130,00	361,61	532,67	379,24	2655,00	614,40	777,88	664,68
2145,00	368,83	539,68	387,40	2670,00	621,62	784,88	672,84
2160,00	376,06	546,68	395,56	2685,00	628,84	791,89	680,99
2175,00	383,28	553,69	403,71	2700,00	636,07	798,89	689,15
2190,00	390,50	560,69	411,87	2715,00	643,29	805,90	697,31
2205,00	397,72	567,70	420,02	2730,00	650,51	812,90	705,46
2220,00	404,95	574,71	428,18	2745,00	657,73	819,91	713,62
2235,00	412,17	581,71	436,33	2760,00	664,96	826,92	721,77
2250,00	419,39	588,72	444,49	2775,00	672,18	833,92	729,93
2265,00	426,61	595,72	452,64	2790,00	679,40	840,93	738,08
2280,00	433,84	602,73	460,80	2805,00	686,62	847,93	746,24

(1)	(2)	(3)	(4)	(1)	(2)	(3)	(4)
2820,00	693,85	854,94	754,39	3345,00	946,63	1100,14	1039,83
2835,00	701,07	861,95	762,55	3360,00	953,86	1107,15	1047,99
2850,00	708,29	868,95	770,70	3375,00	961,08	1114,15	1056,14
2865,00	715,51	875,96	778,86	3390,00	968,30	1121,16	1064,30
2880,00	722,74	882,96	787,01	3405,00	975,52	1128,17	1072,45
2895,00	729,96	889,97	795,17	3420,00	982,75	1135,17	1080,61
2910,00	737,18	896,97	803,33	3435,00	989,97	1142,18	1088,76
2925,00	744,40	903,98	811,48	3450,00	997,19	1149,18	1096,92
2940,00	751,63	910,99	819,64	3465,00	1004,41	1156,19	1105,08
2955,00	758,85	917,99	827,79	3480,00	1011,64	1163,20	1113,23
2970,00	766,07	925,00	835,95	3495,00	1018,86	1170,20	1121,39
2985,00	773,29	932,00	844,10	3510,00	1026,08	1177,21	1129,54
3000,00	780,52	939,01	852,26	3525,00	1033,30	1184,21	1137,70
3015,00	787,74	946,01	860,41	3540,00	1040,53	1191,22	1146,57
3030,00	794,96	953,02	868,57	3555,00	1047,75	1198,22	1155,52
3045,00	802,18	960,03	876,72	3570,00	1054,97	1205,23	1164,48
3060,00	809,41	967,03	884,88	3585,00	1062,19	1212,24	1173,44
3075,00	816,63	974,04	893,03	3600,00	1069,42	1219,24	1182,40
3090,00	823,85	981,04	901,19	3615,00	1076,64	1226,25	1191,35
3105,00	831,07	988,05	909,35	3630,00	1083,86	1233,25	1200,31
3120,00	838,30	995,06	917,50	3645,00	1091,08	1240,74	1209,27
3135,00	845,52	1002,06	925,66	3660,00	1098,31	1248,52	1218,23
3150,00	852,74	1009,07	933,81	3675,00	1105,53	1256,31	1227,19
3165,00	859,96	1016,07	941,97	3690,00	1112,75	1264,09	1236,14
3180,00	867,19	1023,08	950,12	3705,00	1119,97	1271,88	1245,10
3195,00	874,41	1030,08	958,28	3720,00	1127,20	1279,66	1254,06
3210,00	881,63	1037,09	966,43	3735,00	1134,42	1287,45	1263,02
3225,00	888,85	1044,10	974,59	3750,00	1141,64	1295,23	1271,98
3240,00	896,08	1051,10	982,74	3765,00	1148,86	1303,01	1280,93
3255,00	903,30	1058,11	990,90	3780,00	1156,09	1310,80	1289,89
3270,00	910,52	1065,11	999,05	3795,00	1163,31	1318,58	1298,85
3285,00	917,74	1072,12	1007,21	3810,00	1170,53	1326,37	1307,81
3300,00	924,97	1079,13	1015,37	3825,00	1177,75	1334,15	1316,77
3315,00	932,19	1086,13	1023,52	3840,00	1184,98	1341,94	1325,72
3330,00	939,41	1093,14	1031,68	3855,00	1192,20	1349,72	1334,68

(1)	(2)	(3)	(4)	(1)	(2)	(3)	(4)
3870,00	1199,42	1357,50	1343,64	4395,00	1476,24	1629,95	1637,16
3885,00	1206,64	1365,29	1352,60	4410,00	1484,26	1637,74	1645,18
3900,00	1213,87	1373,07	1361,55	4425,00	1492,29	1645,52	1653,21
3915,00	1221,09	1380,86	1370,51	4440,00	1500,31	1653,31	1661,23
3930,00	1228,31	1388,64	1379,47	4455,00	1508,34	1661,09	1669,26
3945,00	1235,53	1396,43	1388,43	4470,00	1516,36	1668,87	1677,28
3960,00	1243,51	1404,21	1397,39	4485,00	1524,39	1676,66	1685,31
3975,00	1251,54	1411,99	1406,34	4500,00	1532,41	1684,44	1693,33
3990,00	1259,56	1419,78	1415,30	4515,00	1540,44	1692,23	1701,36
4005,00	1267,59	1427,56	1424,26	4530,00	1548,46	1700,01	1709,38
4020,00	1275,61	1435,35	1433,22	4545,00	1556,49	1707,80	1717,41
4035,00	1283,64	1443,13	1442,18	4560,00	1564,51	1715,58	1725,43
4050,00	1291,66	1450,92	1451,13	4575,00	1572,54	1723,36	1733,46
4065,00	1299,69	1458,70	1460,09	4590,00	1580,56	1731,15	1741,48
4080,00	1307,71	1466,48	1468,63	4605,00	1588,59	1738,93	1749,51
4095,00	1315,74	1474,27	1476,66	4620,00	1596,61	1746,72	1757,53
4110,00	1323,76	1482,05	1484,68	4635,00	1604,64	1754,50	1765,56
4125,00	1331,79	1489,84	1492,71	4650,00	1612,66	1762,29	1773,58
4140,00	1339,81	1497,62	1500,73	4665,00	1620,69	1770,07	1781,61
4155,00	1347,84	1505,41	1508,76	4680,00	1628,71	1777,85	1789,63
4170,00	1355,86	1513,19	1516,78	4695,00	1636,74	1785,64	1797,66
4185,00	1363,89	1520,97	1524,81	4710,00	1644,76	1793,42	1805,68
4200,00	1371,91	1528,76	1532,83	4725,00	1652,79	1801,21	1813,71
4215,00	1379,94	1536,54	1540,86	4740,00	1660,81	1808,99	1821,73
4230,00	1387,96	1544,33	1548,88	4755,00	1668,84	1816,78	1829,76
4245,00	1395,99	1552,11	1556,91	4770,00	1676,86	1824,56	1837,78
4260,00	1404,01	1559,89	1564,93	4785,00	1684,89	1832,34	1845,81
4275,00	1412,04	1567,68	1572,96	4800,00	1692,91	1840,13	1853,83
4290,00	1420,06	1575,46	1580,98	4815,00	1700,94	1847,91	1861,86
4305,00	1428,09	1583,25	1589,01	4830,00	1708,96	1855,70	1869,88
4320,00	1436,11	1591,03	1597,03	4845,00	1716,99	1863,48	1877,91
4335,00	1444,14	1598,82	1605,06	4860,00	1725,01	1871,26	1885,93
4350,00	1452,16	1606,60	1613,08	4875,00	1733,04	1879,05	1893,96
4365,00	1460,19	1614,38	1621,11	4890,00	1741,06	1886,83	1901,98
4380,00	1468,21	1622,17	1629,13	4905,00	1749,09	1894,62	1910,01

(1)	(2)	(3)	(4)	(1)	(2)	(3)	(4)
4920,00	1757,11	1902,40	1918,03	5445,00	2037,99	2174,85	2198,91
4935,00	1765,14	1910,19	1926,06	5460,00	2046,01	2182,63	2206,93
4950,00	1773,16	1917,97	1934,08	5475,00	2054,04	2190,42	2214,96
4965,00	1781,19	1925,75	1942,11	5490,00	2062,06	2198,20	2222,98
4980,00	1789,21	1933,54	1950,13	5505,00	2070,09	2205,99	2231,01
4995,00	1797,24	1941,32	1958,16	5520,00	2078,11	2213,77	2239,03
5010,00	1805,26	1949,11	1966,18	5535,00	2086,14	2221,56	2247,06
5025,00	1813,29	1956,89	1974,21	5550,00	2094,16	2229,34	2255,08
5040,00	1821,31	1964,68	1982,23	5565,00	2102,19	2237,12	2263,11
5055,00	1829,34	1972,46	1990,26	5580,00	2110,21	2244,91	2271,13
5070,00	1837,36	1980,24	1998,28	5595,00	2118,24	2252,69	2279,16
5085,00	1845,39	1988,03	2006,31	5610,00	2126,26	2260,48	2287,18
5100,00	1853,41	1995,81	2014,33	5625,00	2134,29	2268,26	2295,21
5115,00	1861,44	2003,60	2022,36	5640,00	2142,31	2276,05	2303,23
5130,00	1869,46	2011,38	2030,38	5655,00	2150,34	2283,83	2311,26
5145,00	1877,49	2019,17	2038,41	5670,00	2158,36	2291,61	2319,28
5160,00	1885,51	2026,95	2046,43	5685,00	2166,39	2299,40	2327,31
5175,00	1893,54	2034,73	2054,46	5700,00	2174,41	2307,18	2335,33
5190,00	1901,56	2042,52	2062,48	5715,00	2182,44	2314,97	2343,36
5205,00	1909,59	2050,30	2070,51	5730,00	2190,46	2322,75	2351,38
5220,00	1917,61	2058,09	2078,53	5745,00	2198,49	2330,54	2359,41
5235,00	1925,64	2065,87	2086,56	5760,00	2206,51	2338,32	2367,43
5250,00	1933,66	2073,66	2094,58	5775,00	2214,54	2346,10	2375,46
5265,00	1941,69	2081,44	2102,61	5790,00	2222,56	2353,89	2383,48
5280,00	1949,71	2089,22	2110,63	5805,00	2230,59	2361,67	2391,51
5295,00	1957,74	2097,01	2118,66	5820,00	2238,61	2369,46	2399,53
5310,00	1965,76	2104,79	2126,68	5835,00	2246,64	2377,24	2407,56
5325,00	1973,79	2112,58	2134,71	5850,00	2254,66	2385,03	2415,58
5340,00	1981,81	2120,36	2142,73	5865,00	2262,69	2392,81	2423,61
5355,00	1989,84	2128,15	2150,76	5880,00	2270,71	2400,59	2431,63
5370,00	1997,86	2135,93	2158,78	5895,00	2278,74	2408,38	2439,66
5385,00	2005,89	2143,71	2166,81	5910,00	2286,76	2416,16	2447,68
5400,00	2013,91	2151,50	2174,83	5925,00	2294,79	2423,95	2455,71
5415,00	2021,94	2159,28	2182,86	5940,00	2302,81	2431,73	2463,73
5430,00	2029,96	2167,07	2190,88	5955,00	2310,84	2439,52	2471,76

(1)	(2)	(3)	(4)	(1)	(2)	(3)	(4)
5970,00	2318,86	2447,30	2479,78	6495,00	2599,74	2719,75	2760,66
5985,00	2326,89	2455,08	2487,81	6510,00	2607,76	2727,53	2768,68
6000,00	2334,91	2462,87	2495,83	6525,00	2615,79	2735,32	2776,71
6015,00	2342,94	2470,65	2503,86	6540,00	2623,81	2743,10	2784,73
6030,00	2350,96	2478,44	2511,88	6555,00	2631,84	2750,89	2792,76
6045,00	2358,99	2486,22	2519,91	6570,00	2639,86	2758,67	2800,78
6060,00	2367,01	2494,00	2527,93	6585,00	2647,89	2766,45	2808,81
6075,00	2375,04	2501,79	2535,96	6600,00	2655,91	2774,24	2816,83
6090,00	2383,06	2509,57	2543,98	6615,00	2663,94	2782,02	2824,86
6105,00	2391,09	2517,36	2552,01	6630,00	2671,96	2789,81	2832,88
6120,00	2399,11	2525,14	2560,03	6645,00	2679,99	2797,59	2840,91
6135,00	2407,14	2532,93	2568,06	6660,00	2688,01	2805,37	2848,93
6150,00	2415,16	2540,71	2576,08	6675,00	2696,04	2813,16	2856,96
6165,00	2423,19	2548,49	2584,11	6690,00	2704,06	2820,94	2864,98
6180,00	2431,21	2556,28	2592,13	6705,00	2712,09	2828,73	2873,01
6195,00	2439,24	2564,06	2600,16	6720,00	2720,11	2836,51	2881,03
6210,00	2447,26	2571,85	2608,18	6735,00	2728,14	2844,30	2889,06
6225,00	2455,29	2579,63	2616,21	6750,00	2736,16	2852,08	2897,08
6240,00	2463,31	2587,42	2624,23	6765,00	2744,19	2859,86	2905,11
6255,00	2471,34	2595,20	2632,26	6780,00	2752,21	2867,65	2913,13
6270,00	2479,36	2602,98	2640,28	6795,00	2760,24	2875,43	2921,16
6285,00	2487,39	2610,77	2648,31	6810,00	2768,26	2883,22	2929,18
6300,00	2495,41	2618,55	2656,33	6825,00	2776,29	2891,00	2937,21
6315,00	2503,44	2626,34	2664,36	6840,00	2784,31	2898,79	2945,23
6330,00	2511,46	2634,12	2672,38	6855,00	2792,34	2906,57	2953,26
6345,00	2519,49	2641,91	2680,41	6870,00	2800,36	2914,35	2961,28
6360,00	2527,51	2649,69	2688,43	6885,00	2808,39	2922,14	2969,31
6375,00	2535,54	2657,47	2696,46	6900,00	2816,41	2929,92	2977,33
6390,00	2543,56	2665,26	2704,48	6915,00	2824,44	2937,71	2985,36
6405,00	2551,59	2673,04	2712,51	6930,00	2832,46	2945,49	2993,38
6420,00	2559,61	2680,83	2720,53	6945,00	2840,49	2953,28	3001,41
6435,00	2567,64	2688,61	2728,56	6960,00	2848,51	2961,06	3009,43
6450,00	2575,66	2696,40	2736,58	6975,00	2856,54	2968,84	3017,46
6465,00	2583,69	2704,18	2744,61	6990,00	2864,56	2976,63	3025,48
6480,00	2591,71	2711,96	2752,63	7005,00	2872,59	2984,41	3033,51

(1)	(2)	(3)	(4)	(1)	(2)	(3)	(4)
7020,00	2880,61	2992,20	3041,53				
7035,00	2888,64	2999,98	3049,56				
7050,00	2896,66	3007,77	3057,58				
7065,00	2904,69	3015,55	3065,61				
7080,00	2912,71	3023,33	3073,63				
7095,00	2920,74	3031,12	3081,66				
7110,00	2928,76	3038,90	3089,68				
7125,00	2936,79	3046,69	3097,71				
7140,00	2944,81	3054,47	3105,73				
7155,00	2952,84	3062,26	3113,76				
7170,00	2960,86	3070,04	3121,78				
7185,00	2968,89	3077,82	3129,81				
7200,00	2976,91	3085,61	3137,83				
7215,00	2984,94	3093,39	3145,86				
7230,00	2992,96	3101,18	3153,88				
7245,00	3000,99	3108,96	3161,91				
7260,00	3009,01	3116,74	3169,93				
7275,00	3017,04	3124,53	3177,96				
7290,00	3025,06	3132,31	3185,98				
7305,00	3033,09	3140,10	3194,01				
7320,00	3041,11	3147,88	3202,03				
7335,00	3049,14	3155,67	3210,06				
7350,00	3057,16	3163,45	3218,08				
7365,00	3065,19	3171,30	3226,11				
7380,00	3073,21	3179,32	3234,13				
7395,00	3081,24	3187,35	3242,16				
7410,00	3089,26	3195,37	3250,18				
7425,00	3097,29	3203,40	3258,21				
7440,00	3105,31	3211,42	3266,23				
7455,00	3113,34	3219,45	3274,26				
7470,00	3121,36	3227,47	3282,28				
7485,00	3129,39	3235,50	3290,31				
7500,00	3137,41	3243,52	3298,33				

SCHAAL II

DEZE SCHAAL IS VAN TOEPASSING WANNEER DE ECHTGENOOT VAN DE VERKRIJGER VAN DE INKOMSTEN GEEN PERSOONLIJKE BEROEPSINKOMSTEN HEEFT.

* * *

BEDRIJFSVOORHEFFING VOOR :

- BEZOLDIGINGEN VAN WERKNEMERS : KOLOM (2)
 - BEZOLDIGINGEN VAN BEDRIJFSLEIDERS :
KOLOM (3)
 - PENSIOENEN EN RENTEN : KOLOM (4)
- DIE VANAF 1 JANUARI 2022 PER MAAND WORDEN BETAALD OF TOEGEKEND.

* * *

DE BEDRAGEN VERMELD IN KOLOM (1) VERTEGENWOORDIGEN BRUTO-INKOMSTEN, D.W.Z. NA AFTREK VAN DE INHOUDINGEN EN LASTEN WAARVAN SPRAKE IS IN NR. 1 VAN DE TOEPASSINGSREGELS.

OVER EEN INKOMEN BEGREPEN TUSSEN TWEE INKOMSTENBEDRAGEN VAN KOLOM (1) IS DE BEDRIJFSVOORHEFFING VERSCHULDIGD DIE TEGENOVER HET LAAGSTE VAN DIE TWEE BEDRAGEN VOORKOMT.

* * *

VAN DE BEDRIJFSVOORHEFFING AFGELEZEN IN DE SCHAAL MOGEN NOG DE VERMINDERINGEN VOOR KINDEREN TEN LASTE EN VOOR ANDERE GEZINSLASTEN WORDEN AFGETROKKEN (ZIE NRS. 2.3, 3.4 EN 4.2 VAN DE TOEPASSINGSREGELS).

(1)	(2)	(3)	(4)	(1)	(2)	(3)	(4)
1440,00		3,15		1965,00	43,02	168,14	0,54
1455,00		7,04		1980,00	47,03	173,67	6,23
1470,00		10,94		1995,00	51,04	179,20	11,93
1485,00		14,83		2010,00	55,05	184,72	17,63
1500,00		18,72		2025,00	59,07	190,25	23,33
1515,00		22,61		2040,00	63,08	195,78	29,02
1530,00		26,50		2055,00	67,09	201,30	34,72
1545,00		30,40		2070,00	71,20	206,83	40,42
1560,00		34,29		2085,00	76,90	212,36	46,12
1575,00		38,18		2100,00	82,59	217,88	51,81
1590,00		42,07		2115,00	88,29	223,41	57,51
1605,00		45,96		2130,00	93,99	228,94	63,21
1620,00		49,86		2145,00	99,69	234,46	68,91
1635,00		53,75		2160,00	105,38	239,99	74,61
1650,00		57,64		2175,00	111,08	245,52	80,30
1665,00		61,53		2190,00	116,78	251,04	86,00
1680,00		65,42		2205,00	122,48	256,57	91,70
1695,00		69,32		2220,00	128,18	262,10	97,40
1710,00		74,19		2235,00	133,87	267,63	103,09
1725,00		79,71		2250,00	139,57	273,15	108,79
1740,00		85,24		2265,00	145,27	278,68	114,49
1755,00		90,77		2280,00	150,97	284,21	120,19
1770,00		96,29		2295,00	156,67	289,73	125,89
1785,00		101,82		2310,00	162,36	295,26	131,58
1800,00		107,35		2325,00	168,06	300,79	137,28
1815,00	2,89	112,87		2340,00	173,76	306,31	142,98
1830,00	6,90	118,40		2355,00	179,46	311,84	148,68
1845,00	10,92	123,93		2370,00	185,15	317,37	154,37
1860,00	14,93	129,45		2385,00	190,85	322,89	160,07
1875,00	18,94	134,98		2400,00	196,55	328,42	165,77
1890,00	22,95	140,51		2415,00	202,25	333,95	171,47
1905,00	26,97	146,04		2430,00	207,94	339,47	177,17
1920,00	30,98	151,56		2445,00	213,64	345,00	182,90
1935,00	34,99	157,09		2460,00	219,34	350,53	189,16
1950,00	39,00	162,62		2475,00	225,04	356,05	195,42

(1)	(2)	(3)	(4)	(1)	(2)	(3)	(4)
2490,00	230,74	361,58	201,68	3015,00	435,84	573,01	425,35
2505,00	236,43	367,11	207,94	3030,00	442,10	579,09	432,26
2520,00	242,13	372,65	214,20	3045,00	448,36	585,16	439,18
2535,00	247,83	378,72	220,46	3060,00	454,62	591,23	446,09
2550,00	253,53	384,79	226,72	3075,00	460,88	597,30	453,00
2565,00	259,22	390,86	232,97	3090,00	467,14	603,37	459,91
2580,00	264,92	396,93	239,23	3105,00	473,40	609,44	466,83
2595,00	270,62	403,01	245,49	3120,00	479,66	615,52	473,74
2610,00	276,32	409,08	251,75	3135,00	485,92	621,59	480,65
2625,00	282,02	415,15	258,01	3150,00	492,18	627,66	487,57
2640,00	287,71	421,22	264,27	3165,00	498,44	633,73	494,48
2655,00	293,41	427,29	270,53	3180,00	504,70	639,80	501,80
2670,00	299,11	433,36	276,79	3195,00	510,96	645,88	509,96
2685,00	304,81	439,44	283,05	3210,00	517,21	651,95	518,12
2700,00	310,50	445,51	289,31	3225,00	523,47	658,02	526,27
2715,00	316,20	451,58	295,57	3240,00	529,73	664,09	534,43
2730,00	321,90	457,65	301,83	3255,00	535,99	670,16	542,58
2745,00	327,60	463,72	308,09	3270,00	542,25	676,23	550,74
2760,00	333,29	469,80	314,35	3285,00	548,51	683,04	558,89
2775,00	338,99	475,87	320,61	3300,00	554,77	690,05	567,05
2790,00	344,69	481,94	326,87	3315,00	561,03	697,05	575,20
2805,00	350,39	488,01	333,13	3330,00	567,29	704,06	583,36
2820,00	356,09	494,08	339,39	3345,00	573,55	711,06	591,51
2835,00	361,78	500,15	345,65	3360,00	579,81	718,07	599,67
2850,00	367,48	506,23	351,91	3375,00	586,07	725,08	607,82
2865,00	373,25	512,30	358,16	3390,00	592,33	732,08	615,98
2880,00	379,51	518,37	364,42	3405,00	598,59	739,09	624,14
2895,00	385,77	524,44	370,68	3420,00	604,85	746,09	632,29
2910,00	392,02	530,51	376,96	3435,00	611,11	753,10	640,45
2925,00	398,28	536,58	383,88	3450,00	617,37	760,11	648,60
2940,00	404,54	542,66	390,79	3465,00	623,63	767,11	656,76
2955,00	410,80	548,73	397,70	3480,00	629,89	774,12	664,91
2970,00	417,06	554,80	404,61	3495,00	636,15	781,12	673,07
2985,00	423,32	560,87	411,53	3510,00	642,40	788,13	681,22
3000,00	429,58	566,94	418,44	3525,00	648,66	795,13	689,38

(1)	(2)	(3)	(4)	(1)	(2)	(3)	(4)
3540,00	654,92	802,14	697,53	4065,00	904,23	1047,34	982,97
3555,00	661,18	809,15	705,69	4080,00	911,46	1054,35	991,13
3570,00	667,44	816,15	713,84	4095,00	918,68	1061,36	999,28
3585,00	673,70	823,16	722,00	4110,00	925,90	1068,36	1007,44
3600,00	680,34	830,16	730,16	4125,00	933,12	1075,37	1015,59
3615,00	687,56	837,17	738,31	4140,00	940,35	1082,37	1023,75
3630,00	694,78	844,18	746,47	4155,00	947,57	1089,38	1031,91
3645,00	702,00	851,18	754,62	4170,00	954,79	1096,38	1040,06
3660,00	709,23	858,19	762,78	4185,00	962,01	1103,39	1048,22
3675,00	716,45	865,19	770,93	4200,00	969,24	1110,40	1056,37
3690,00	723,67	872,20	779,09	4215,00	976,46	1117,40	1064,53
3705,00	730,89	879,20	787,24	4230,00	983,68	1124,41	1072,68
3720,00	738,12	886,21	795,40	4245,00	990,90	1131,41	1080,84
3735,00	745,34	893,22	803,55	4260,00	998,13	1138,42	1088,99
3750,00	752,56	900,22	811,71	4275,00	1005,35	1145,43	1097,15
3765,00	759,78	907,23	819,86	4290,00	1012,57	1152,43	1105,30
3780,00	767,01	914,23	828,02	4305,00	1019,79	1159,44	1113,46
3795,00	774,23	921,24	836,18	4320,00	1027,02	1166,44	1121,61
3810,00	781,45	928,24	844,33	4335,00	1034,24	1173,45	1129,77
3825,00	788,67	935,25	852,49	4350,00	1041,46	1180,45	1137,93
3840,00	795,90	942,26	860,64	4365,00	1048,68	1187,46	1146,08
3855,00	803,12	949,26	868,80	4380,00	1055,91	1194,47	1154,24
3870,00	810,34	956,27	876,95	4395,00	1063,13	1201,47	1162,39
3885,00	817,56	963,27	885,11	4410,00	1070,35	1208,48	1170,55
3900,00	824,79	970,28	893,26	4425,00	1077,57	1215,48	1178,70
3915,00	832,01	977,29	901,42	4440,00	1084,80	1222,49	1186,86
3930,00	839,23	984,29	909,57	4455,00	1092,02	1229,50	1195,01
3945,00	846,45	991,30	917,73	4470,00	1099,24	1236,50	1203,17
3960,00	853,68	998,30	925,88	4485,00	1106,46	1243,51	1211,64
3975,00	860,90	1005,31	934,04	4500,00	1113,69	1250,51	1220,59
3990,00	868,12	1012,31	942,20	4515,00	1120,91	1257,52	1229,55
4005,00	875,34	1019,32	950,35	4530,00	1128,13	1264,52	1238,51
4020,00	882,57	1026,33	958,51	4545,00	1135,35	1271,53	1247,47
4035,00	889,79	1033,33	966,66	4560,00	1142,58	1278,54	1256,43
4050,00	897,01	1040,34	974,82	4575,00	1149,80	1285,54	1265,38

(1)	(2)	(3)	(4)	(1)	(2)	(3)	(4)
4590,00	1157,02	1292,55	1274,34	5115,00	1421,40	1563,56	1582,32
4605,00	1164,24	1299,55	1283,30	5130,00	1429,43	1571,34	1590,35
4620,00	1171,47	1306,68	1292,26	5145,00	1437,45	1579,13	1598,37
4635,00	1178,69	1314,46	1301,22	5160,00	1445,48	1586,91	1606,40
4650,00	1185,91	1322,25	1310,17	5175,00	1453,50	1594,70	1614,42
4665,00	1193,13	1330,03	1319,13	5190,00	1461,53	1602,48	1622,45
4680,00	1200,36	1337,82	1328,09	5205,00	1469,55	1610,27	1630,47
4695,00	1207,58	1345,60	1337,05	5220,00	1477,58	1618,05	1638,50
4710,00	1214,80	1353,38	1346,00	5235,00	1485,60	1625,83	1646,52
4725,00	1222,02	1361,17	1354,96	5250,00	1493,63	1633,62	1654,55
4740,00	1229,25	1368,95	1363,92	5265,00	1501,65	1641,40	1662,57
4755,00	1236,47	1376,74	1372,88	5280,00	1509,68	1649,19	1670,60
4770,00	1243,69	1384,52	1381,84	5295,00	1517,70	1656,97	1678,62
4785,00	1250,91	1392,31	1390,79	5310,00	1525,73	1664,75	1686,65
4800,00	1258,14	1400,09	1399,75	5325,00	1533,75	1672,54	1694,67
4815,00	1265,36	1407,87	1408,71	5340,00	1541,78	1680,32	1702,70
4830,00	1272,58	1415,66	1417,67	5355,00	1549,80	1688,11	1710,72
4845,00	1279,80	1423,44	1426,63	5370,00	1557,83	1695,89	1718,75
4860,00	1287,03	1431,23	1435,58	5385,00	1565,85	1703,68	1726,77
4875,00	1294,25	1439,01	1444,54	5400,00	1573,88	1711,46	1734,80
4890,00	1301,47	1446,80	1453,50	5415,00	1581,90	1719,24	1742,82
4905,00	1309,05	1454,58	1462,46	5430,00	1589,93	1727,03	1750,85
4920,00	1317,08	1462,36	1471,42	5445,00	1597,95	1734,81	1758,87
4935,00	1325,10	1470,15	1480,37	5460,00	1605,98	1742,60	1766,90
4950,00	1333,13	1477,93	1489,33	5475,00	1614,00	1750,38	1774,92
4965,00	1341,15	1485,72	1498,29	5490,00	1622,03	1758,17	1782,95
4980,00	1349,18	1493,50	1507,25	5505,00	1630,05	1765,95	1790,97
4995,00	1357,20	1501,29	1516,20	5520,00	1638,08	1773,73	1799,00
5010,00	1365,23	1509,07	1525,16	5535,00	1646,10	1781,52	1807,02
5025,00	1373,25	1516,85	1534,12	5550,00	1654,13	1789,30	1815,05
5040,00	1381,28	1524,64	1542,20	5565,00	1662,15	1797,09	1823,07
5055,00	1389,30	1532,42	1550,22	5580,00	1670,18	1804,87	1831,10
5070,00	1397,33	1540,21	1558,25	5595,00	1678,20	1812,66	1839,12
5085,00	1405,35	1547,99	1566,27	5610,00	1686,23	1820,44	1847,15
5100,00	1413,38	1555,78	1574,30	5625,00	1694,25	1828,22	1855,17

(1)	(2)	(3)	(4)	(1)	(2)	(3)	(4)
5640,00	1702,28	1836,01	1863,20	6165,00	1983,15	2108,46	2144,07
5655,00	1710,30	1843,79	1871,22	6180,00	1991,18	2116,24	2152,10
5670,00	1718,33	1851,58	1879,25	6195,00	1999,20	2124,03	2160,12
5685,00	1726,35	1859,36	1887,27	6210,00	2007,23	2131,81	2168,15
5700,00	1734,38	1867,15	1895,30	6225,00	2015,25	2139,59	2176,17
5715,00	1742,40	1874,93	1903,32	6240,00	2023,28	2147,38	2184,20
5730,00	1750,43	1882,71	1911,35	6255,00	2031,30	2155,16	2192,22
5745,00	1758,45	1890,50	1919,37	6270,00	2039,33	2162,95	2200,25
5760,00	1766,48	1898,28	1927,40	6285,00	2047,35	2170,73	2208,27
5775,00	1774,50	1906,07	1935,42	6300,00	2055,38	2178,52	2216,30
5790,00	1782,53	1913,85	1943,45	6315,00	2063,40	2186,30	2224,32
5805,00	1790,55	1921,64	1951,47	6330,00	2071,43	2194,08	2232,35
5820,00	1798,58	1929,42	1959,50	6345,00	2079,45	2201,87	2240,37
5835,00	1806,60	1937,20	1967,52	6360,00	2087,48	2209,65	2248,40
5850,00	1814,63	1944,99	1975,55	6375,00	2095,50	2217,44	2256,42
5865,00	1822,65	1952,77	1983,57	6390,00	2103,53	2225,22	2264,45
5880,00	1830,68	1960,56	1991,60	6405,00	2111,55	2233,01	2272,47
5895,00	1838,70	1968,34	1999,62	6420,00	2119,58	2240,79	2280,50
5910,00	1846,73	1976,12	2007,65	6435,00	2127,60	2248,57	2288,52
5925,00	1854,75	1983,91	2015,67	6450,00	2135,63	2256,36	2296,55
5940,00	1862,78	1991,69	2023,70	6465,00	2143,65	2264,14	2304,57
5955,00	1870,80	1999,48	2031,72	6480,00	2151,68	2271,93	2312,60
5970,00	1878,83	2007,26	2039,75	6495,00	2159,70	2279,71	2320,62
5985,00	1886,85	2015,05	2047,77	6510,00	2167,73	2287,49	2328,65
6000,00	1894,88	2022,83	2055,80	6525,00	2175,75	2295,28	2336,67
6015,00	1902,90	2030,61	2063,82	6540,00	2183,78	2303,06	2344,70
6030,00	1910,93	2038,40	2071,85	6555,00	2191,80	2310,85	2352,72
6045,00	1918,95	2046,18	2079,87	6570,00	2199,83	2318,63	2360,75
6060,00	1926,98	2053,97	2087,90	6585,00	2207,85	2326,42	2368,77
6075,00	1935,00	2061,75	2095,92	6600,00	2215,88	2334,20	2376,80
6090,00	1943,03	2069,54	2103,95	6615,00	2223,90	2341,98	2384,82
6105,00	1951,05	2077,32	2111,97	6630,00	2231,93	2349,77	2392,85
6120,00	1959,08	2085,10	2120,00	6645,00	2239,95	2357,55	2400,87
6135,00	1967,10	2092,89	2128,02	6660,00	2247,98	2365,34	2408,90
6150,00	1975,13	2100,67	2136,05	6675,00	2256,00	2373,12	2416,92

(1)	(2)	(3)	(4)	(1)	(2)	(3)	(4)
6690,00	2264,03	2380,91	2424,95	7215,00	2544,90	2653,35	2705,82
6705,00	2272,05	2388,69	2432,97	7230,00	2552,93	2661,14	2713,85
6720,00	2280,08	2396,47	2441,00	7245,00	2560,95	2668,92	2721,87
6735,00	2288,10	2404,26	2449,02	7260,00	2568,98	2676,71	2729,90
6750,00	2296,13	2412,04	2457,05	7275,00	2577,00	2684,49	2737,92
6765,00	2304,15	2419,83	2465,07	7290,00	2585,03	2692,28	2745,95
6780,00	2312,18	2427,61	2473,10	7305,00	2593,05	2700,06	2753,97
6795,00	2320,20	2435,40	2481,12	7320,00	2601,08	2707,84	2762,00
6810,00	2328,23	2443,18	2489,15	7335,00	2609,10	2715,63	2770,02
6825,00	2336,25	2450,96	2497,17	7350,00	2617,13	2723,41	2778,05
6840,00	2344,28	2458,75	2505,20	7365,00	2625,15	2731,26	2786,07
6855,00	2352,30	2466,53	2513,22	7380,00	2633,18	2739,28	2794,10
6870,00	2360,33	2474,32	2521,25	7395,00	2641,20	2747,31	2802,12
6885,00	2368,35	2482,10	2529,27	7410,00	2649,23	2755,33	2810,15
6900,00	2376,38	2489,89	2537,30	7425,00	2657,25	2763,36	2818,17
6915,00	2384,40	2497,67	2545,32	7440,00	2665,28	2771,38	2826,20
6930,00	2392,43	2505,45	2553,35	7455,00	2673,30	2779,41	2834,22
6945,00	2400,45	2513,24	2561,37	7470,00	2681,33	2787,43	2842,25
6960,00	2408,48	2521,02	2569,40	7485,00	2689,35	2795,46	2850,27
6975,00	2416,50	2528,81	2577,42	7500,00	2697,38	2803,48	2858,30
6990,00	2424,53	2536,59	2585,45				
7005,00	2432,55	2544,38	2593,47				
7020,00	2440,58	2552,16	2601,50				
7035,00	2448,60	2559,94	2609,52				
7050,00	2456,63	2567,73	2617,55				
7065,00	2464,65	2575,51	2625,57				
7080,00	2472,68	2583,30	2633,60				
7095,00	2480,70	2591,08	2641,62				
7110,00	2488,73	2598,86	2649,65				
7125,00	2496,75	2606,65	2657,67				
7140,00	2504,78	2614,43	2665,70				
7155,00	2512,80	2622,22	2673,72				
7170,00	2520,83	2630,00	2681,75				
7185,00	2528,85	2637,79	2689,77				
7200,00	2536,88	2645,57	2697,80				

SCHAAL III

DEZE SCHAAL IS VAN TOEPASSING WANNEER DE VERKRIJGER VAN DE INKOMSTEN EEN NIET-INWONER IS DIE NIET KAN WORDEN GELIJKGESTELD MET EEN INWONER BIJ TOEPASSING VAN NR 2.1, B OF NR 3.1, B VAN DE TOEPASSINGSREGELS.

* * *

BEDRIJFSVOORHEFFING VOOR :

- BEZOLDIGINGEN VAN WERKNEMERS : KOLOM (2)
 - BEZOLDIGINGEN VAN BEDRIJFSLEIDERS :
KOLOM (3)
 - BRUGPENSIOENEN : KOLOM (4)
- DIE VANAF 1 JANUARI 2022 PER MAAND WORDEN BETAALD OF TOEGEKEND.

* * *

DE BEDRAGEN VERMELD IN KOLOM (1) VERTEGENWOORDIGEN BRUTO-INKOMSTEN, D.W.Z. NA AFTREK VAN DE INHOUDINGEN EN LASTEN WAARVAN SPRAKE IS IN NR. 1 VAN DE TOEPASSINGSREGELS.

OVER EEN INKOMEN BEGREPEN TUSSEN TWEE INKOMSTENBEDRAGEN VAN KOLOM (1) IS DE BEDRIJFSVOORHEFFING VERSCHULDIGD DIE TEGENOVER HET LAAGSTE VAN DIE TWEE BEDRAGEN VOORKOMT.

* * *

VAN DE BEDRIJFSVOORHEFFING AFGELEZEN IN DE SCHAAL MOGEN NOG DE VERMINDERINGEN BEDOELD IN NR. 5.3 VAN DE TOEPASSINGSREGELS WORDEN AFGETROKKEN.

(1)	(2)	(3)	(4)	(1)	(2)	(3)	(4)
15,00	2,80	3,89		540,00	101,11	140,11	
30,00	5,61	7,78		555,00	103,92	144,00	
45,00	8,42	11,67		570,00	106,73	147,90	
60,00	11,23	15,56		585,00	109,54	151,79	
75,00	14,04	19,46		600,00	112,35	155,68	
90,00	16,85	23,35		615,00	115,15	159,57	
105,00	19,66	27,24		630,00	117,96	163,46	
120,00	22,47	31,13		645,00	120,77	167,36	
135,00	25,27	35,02		660,00	123,58	171,25	
150,00	28,08	38,92		675,00	126,39	175,14	
165,00	30,89	42,81		690,00	129,20	179,03	
180,00	33,70	46,70		705,00	132,01	182,93	
195,00	36,51	50,59		720,00	134,82	186,82	
210,00	39,32	54,49		735,00	137,62	190,71	
225,00	42,13	58,38		750,00	140,43	194,60	
240,00	44,94	62,27		765,00	143,24	198,49	
255,00	47,74	66,16		780,00	146,05	202,39	
270,00	50,55	70,05		795,00	148,86	206,28	
285,00	53,36	73,95		810,00	151,67	210,17	
300,00	56,17	77,84		825,00	154,48	214,06	
315,00	58,98	81,73		840,00	157,29	217,95	
330,00	61,79	85,62		855,00	160,09	221,85	
345,00	64,60	89,51		870,00	162,90	225,74	
360,00	67,41	93,41		885,00	165,71	229,63	
375,00	70,21	97,30		900,00	168,52	233,52	
390,00	73,02	101,19		915,00	171,33	237,42	
405,00	75,83	105,08		930,00	174,14	241,31	
420,00	78,64	108,97		945,00	176,95	245,20	
435,00	81,45	112,87		960,00	179,76	249,09	
450,00	84,26	116,76		975,00	182,56	252,98	
465,00	87,07	120,65		990,00	185,37	256,88	
480,00	89,88	124,54		1005,00	188,18	260,77	
495,00	92,68	128,44		1020,00	190,99	264,66	
510,00	95,49	132,33		1035,00	193,80	268,55	
525,00	98,30	136,22		1050,00	196,61	272,44	

(1)	(2)	(3)	(4)	(1)	(2)	(3)	(4)
1065,00	199,42	276,34		1590,00	315,73	474,72	112,89
1080,00	202,23	280,23		1605,00	322,15	480,95	119,31
1095,00	205,03	284,12		1620,00	328,57	487,18	125,73
1110,00	207,84	288,01		1635,00	334,99	493,40	132,15
1125,00	210,65	291,90		1650,00	341,41	499,63	138,57
1140,00	213,46	295,80		1665,00	347,83	505,86	144,99
1155,00	216,27	299,69		1680,00	354,25	512,09	151,41
1170,00	219,08	303,58		1695,00	360,67	518,31	157,83
1185,00	221,89	307,47		1710,00	367,09	524,54	164,25
1200,00	224,70	312,81		1725,00	373,51	530,77	171,43
1215,00	227,50	319,04		1740,00	379,93	537,00	178,65
1230,00	230,31	325,26		1755,00	386,35	543,22	185,87
1245,00	233,12	331,49		1770,00	392,77	549,78	193,09
1260,00	235,93	337,72		1785,00	399,19	556,78	200,32
1275,00	238,74	343,95		1800,00	405,61	563,79	207,54
1290,00	241,55	350,17		1815,00	412,03	570,79	214,76
1305,00	244,36	356,40		1830,00	418,45	577,80	221,98
1320,00	247,17	362,63		1845,00	424,87	584,80	229,21
1335,00	249,97	368,86		1860,00	431,29	591,81	236,43
1350,00	252,78	375,08		1875,00	437,71	598,82	243,65
1365,00	255,59	381,31		1890,00	444,13	605,82	250,87
1380,00	258,40	387,54		1905,00	450,55	612,83	258,10
1395,00	261,21	393,77		1920,00	456,97	619,83	265,32
1410,00	265,04	399,99		1935,00	463,39	626,84	272,54
1425,00	269,06	406,22		1950,00	469,81	633,85	279,76
1440,00	273,07	412,45		1965,00	476,23	640,85	286,99
1455,00	277,08	418,68		1980,00	482,65	647,86	294,21
1470,00	281,09	424,90		1995,00	489,07	654,86	301,43
1485,00	285,11	431,13		2010,00	495,49	661,87	308,65
1500,00	289,12	437,36		2025,00	501,91	668,87	315,88
1515,00	293,13	443,59		2040,00	508,33	675,88	323,52
1530,00	297,14	449,81		2055,00	514,75	682,89	332,62
1545,00	301,16	456,04		2070,00	521,17	689,89	341,71
1560,00	305,17	462,27		2085,00	527,59	696,90	350,81
1575,00	309,31	468,49		2100,00	534,01	703,90	359,91
			3,75				
			10,17				
			16,59				
			23,01				
			29,43				
			35,85				
			42,27				
			48,69				
			55,11				
			61,53				
			67,95				
			74,37				
			80,79				
			87,21				
			93,63				
			100,05				
			106,47				

(1)	(2)	(3)	(4)	(1)	(2)	(3)	(4)
2115,00	540,43	710,91	369,01	2640,00	792,42	956,11	687,49
2130,00	546,85	717,92	378,11	2655,00	799,64	963,12	696,59
2145,00	554,08	724,92	387,21	2670,00	806,86	970,13	705,69
2160,00	561,30	731,93	396,31	2685,00	814,09	977,13	714,79
2175,00	568,52	738,93	405,41	2700,00	821,31	984,14	723,89
2190,00	575,74	745,94	414,51	2715,00	828,53	991,14	732,99
2205,00	582,97	752,94	423,61	2730,00	835,75	998,15	742,09
2220,00	590,19	759,95	432,71	2745,00	842,98	1005,15	751,19
2235,00	597,41	766,96	441,81	2760,00	850,20	1012,16	760,28
2250,00	604,63	773,96	450,91	2775,00	857,42	1019,17	769,38
2265,00	611,86	780,97	460,01	2790,00	864,64	1026,17	778,48
2280,00	619,08	787,97	469,11	2805,00	871,87	1033,18	787,58
2295,00	626,30	794,98	478,21	2820,00	879,09	1040,18	796,68
2310,00	633,52	801,99	487,30	2835,00	886,31	1047,19	805,78
2325,00	640,75	808,99	496,40	2850,00	893,53	1054,20	814,88
2340,00	647,97	816,00	505,50	2865,00	900,76	1061,20	823,98
2355,00	655,19	823,00	514,60	2880,00	907,98	1068,21	833,08
2370,00	662,41	830,01	523,70	2895,00	915,20	1075,21	842,18
2385,00	669,64	837,01	532,80	2910,00	922,42	1082,22	851,28
2400,00	676,86	844,02	541,90	2925,00	929,65	1089,22	860,38
2415,00	684,08	851,03	551,00	2940,00	936,87	1096,23	869,48
2430,00	691,30	858,03	560,10	2955,00	944,09	1103,24	878,58
2445,00	698,53	865,04	569,20	2970,00	951,31	1110,24	887,68
2460,00	705,75	872,04	578,30	2985,00	958,54	1117,25	896,77
2475,00	712,97	879,05	587,40	3000,00	965,76	1124,25	905,87
2490,00	720,19	886,06	596,50	3015,00	972,98	1131,26	914,97
2505,00	727,42	893,06	605,60	3030,00	980,20	1138,26	924,07
2520,00	734,64	900,07	614,70	3045,00	987,43	1145,27	933,17
2535,00	741,86	907,07	623,79	3060,00	994,65	1152,28	942,27
2550,00	749,08	914,08	632,89	3075,00	1001,87	1159,28	951,37
2565,00	756,31	921,08	641,99	3090,00	1009,09	1166,29	960,47
2580,00	763,53	928,09	651,09	3105,00	1016,32	1173,29	969,57
2595,00	770,75	935,10	660,19	3120,00	1023,54	1180,30	978,67
2610,00	777,97	942,10	669,29	3135,00	1030,76	1187,31	987,77
2625,00	785,20	949,11	678,39	3150,00	1037,98	1194,31	996,87

(1)	(2)	(3)	(4)	(1)	(2)	(3)	(4)
3165,00	1045,21	1201,32	1005,97	3690,00	1297,99	1449,34	1333,18
3180,00	1052,43	1208,32	1015,07	3705,00	1305,22	1457,12	1343,08
3195,00	1059,65	1215,33	1024,17	3720,00	1312,44	1464,91	1352,99
3210,00	1066,87	1222,33	1033,26	3735,00	1319,66	1472,69	1362,89
3225,00	1074,10	1229,34	1042,36	3750,00	1326,88	1480,47	1372,79
3240,00	1081,32	1236,35	1051,46	3765,00	1334,11	1488,26	1382,69
3255,00	1088,54	1243,35	1060,56	3780,00	1341,33	1496,04	1392,59
3270,00	1095,76	1250,36	1069,66	3795,00	1348,55	1503,83	1402,50
3285,00	1102,99	1257,36	1078,76	3810,00	1355,77	1511,61	1412,40
3300,00	1110,21	1264,37	1087,86	3825,00	1363,00	1519,40	1422,30
3315,00	1117,43	1271,38	1096,96	3840,00	1370,22	1527,18	1432,20
3330,00	1124,65	1278,38	1106,06	3855,00	1377,44	1534,96	1442,10
3345,00	1131,88	1285,39	1115,16	3870,00	1384,66	1542,75	1452,00
3360,00	1139,10	1292,39	1124,26	3885,00	1391,89	1550,53	1461,91
3375,00	1146,32	1299,40	1133,36	3900,00	1399,11	1558,32	1471,81
3390,00	1153,54	1306,40	1142,46	3915,00	1406,33	1566,10	1481,71
3405,00	1160,77	1313,41	1151,56	3930,00	1413,55	1573,89	1491,61
3420,00	1167,99	1320,42	1160,66	3945,00	1420,78	1581,67	1501,51
3435,00	1175,21	1327,42	1169,75	3960,00	1428,76	1589,45	1511,42
3450,00	1182,43	1334,43	1178,85	3975,00	1436,78	1597,24	1521,32
3465,00	1189,66	1341,43	1187,95	3990,00	1444,81	1605,02	1531,22
3480,00	1196,88	1348,44	1197,05	4005,00	1452,83	1612,81	1541,12
3495,00	1204,10	1355,45	1206,15	4020,00	1460,86	1620,59	1551,02
3510,00	1211,32	1362,45	1215,25	4035,00	1468,88	1628,38	1560,92
3525,00	1218,55	1369,46	1224,35	4050,00	1476,91	1636,16	1570,83
3540,00	1225,77	1376,46	1234,16	4065,00	1484,93	1643,94	1580,73
3555,00	1232,99	1383,47	1244,07	4080,00	1492,96	1651,73	1589,80
3570,00	1240,21	1390,47	1253,97	4095,00	1500,98	1659,51	1597,82
3585,00	1247,44	1397,48	1263,87	4110,00	1509,01	1667,30	1605,85
3600,00	1254,66	1404,49	1273,77	4125,00	1517,03	1675,08	1613,87
3615,00	1261,88	1411,49	1283,67	4140,00	1525,06	1682,87	1621,90
3630,00	1269,10	1418,50	1293,57	4155,00	1533,08	1690,65	1629,92
3645,00	1276,33	1425,98	1303,48	4170,00	1541,11	1698,43	1637,95
3660,00	1283,55	1433,77	1313,38	4185,00	1549,13	1706,22	1645,97
3675,00	1290,77	1441,55	1323,28	4200,00	1557,16	1714,00	1654,00

(1)	(2)	(3)	(4)	(1)	(2)	(3)	(4)
4215,00	1565,18	1721,79	1662,02	4740,00	1846,06	1994,24	1942,90
4230,00	1573,21	1729,57	1670,05	4755,00	1854,08	2002,02	1950,92
4245,00	1581,23	1737,35	1678,07	4770,00	1862,11	2009,80	1958,95
4260,00	1589,26	1745,14	1686,10	4785,00	1870,13	2017,59	1966,97
4275,00	1597,28	1752,92	1694,12	4800,00	1878,16	2025,37	1975,00
4290,00	1605,31	1760,71	1702,15	4815,00	1886,18	2033,16	1983,02
4305,00	1613,33	1768,49	1710,17	4830,00	1894,21	2040,94	1991,05
4320,00	1621,36	1776,28	1718,20	4845,00	1902,23	2048,72	1999,07
4335,00	1629,38	1784,06	1726,22	4860,00	1910,26	2056,51	2007,10
4350,00	1637,41	1791,84	1734,25	4875,00	1918,28	2064,29	2015,12
4365,00	1645,43	1799,63	1742,27	4890,00	1926,31	2072,08	2023,15
4380,00	1653,46	1807,41	1750,30	4905,00	1934,33	2079,86	2031,17
4395,00	1661,48	1815,20	1758,32	4920,00	1942,36	2087,65	2039,20
4410,00	1669,51	1822,98	1766,35	4935,00	1950,38	2095,43	2047,22
4425,00	1677,53	1830,77	1774,37	4950,00	1958,41	2103,21	2055,25
4440,00	1685,56	1838,55	1782,40	4965,00	1966,43	2111,00	2063,27
4455,00	1693,58	1846,33	1790,42	4980,00	1974,46	2118,78	2071,30
4470,00	1701,61	1854,12	1798,45	4995,00	1982,48	2126,57	2079,32
4485,00	1709,63	1861,90	1806,47	5010,00	1990,51	2134,35	2087,35
4500,00	1717,66	1869,69	1814,50	5025,00	1998,53	2142,14	2095,37
4515,00	1725,68	1877,47	1822,52	5040,00	2006,56	2149,92	2103,40
4530,00	1733,71	1885,26	1830,55	5055,00	2014,58	2157,70	2111,42
4545,00	1741,73	1893,04	1838,57	5070,00	2022,61	2165,49	2119,45
4560,00	1749,76	1900,82	1846,60	5085,00	2030,63	2173,27	2127,47
4575,00	1757,78	1908,61	1854,62	5100,00	2038,66	2181,06	2135,50
4590,00	1765,81	1916,39	1862,65	5115,00	2046,68	2188,84	2143,52
4605,00	1773,83	1924,18	1870,67	5130,00	2054,71	2196,63	2151,55
4620,00	1781,86	1931,96	1878,70	5145,00	2062,73	2204,41	2159,57
4635,00	1789,88	1939,75	1886,72	5160,00	2070,76	2212,19	2167,60
4650,00	1797,91	1947,53	1894,75	5175,00	2078,78	2219,98	2175,62
4665,00	1805,93	1955,31	1902,77	5190,00	2086,81	2227,76	2183,65
4680,00	1813,96	1963,10	1910,80	5205,00	2094,83	2235,55	2191,67
4695,00	1821,98	1970,88	1918,82	5220,00	2102,86	2243,33	2199,70
4710,00	1830,01	1978,67	1926,85	5235,00	2110,88	2251,12	2207,72
4725,00	1838,03	1986,45	1934,87	5250,00	2118,91	2258,90	2215,75

(1)	(2)	(3)	(4)	(1)	(2)	(3)	(4)
5265,00	2126,93	2266,68	2223,77	5790,00	2407,81	2539,13	2504,65
5280,00	2134,96	2274,47	2231,80	5805,00	2415,83	2546,92	2512,67
5295,00	2142,98	2282,25	2239,82	5820,00	2423,86	2554,70	2520,70
5310,00	2151,01	2290,04	2247,85	5835,00	2431,88	2562,49	2528,72
5325,00	2159,03	2297,82	2255,87	5850,00	2439,91	2570,27	2536,75
5340,00	2167,06	2305,61	2263,90	5865,00	2447,93	2578,05	2544,77
5355,00	2175,08	2313,39	2271,92	5880,00	2455,96	2585,84	2552,80
5370,00	2183,11	2321,17	2279,95	5895,00	2463,98	2593,62	2560,82
5385,00	2191,13	2328,96	2287,97	5910,00	2472,01	2601,41	2568,85
5400,00	2199,16	2336,74	2296,00	5925,00	2480,03	2609,19	2576,87
5415,00	2207,18	2344,53	2304,02	5940,00	2488,06	2616,98	2584,90
5430,00	2215,21	2352,31	2312,05	5955,00	2496,08	2624,76	2592,92
5445,00	2223,23	2360,09	2320,07	5970,00	2504,11	2632,54	2600,95
5460,00	2231,26	2367,88	2328,10	5985,00	2512,13	2640,33	2608,97
5475,00	2239,28	2375,66	2336,12	6000,00	2520,16	2648,11	2617,00
5490,00	2247,31	2383,45	2344,15	6015,00	2528,18	2655,90	2625,02
5505,00	2255,33	2391,23	2352,17	6030,00	2536,21	2663,68	2633,05
5520,00	2263,36	2399,02	2360,20	6045,00	2544,23	2671,46	2641,07
5535,00	2271,38	2406,80	2368,22	6060,00	2552,26	2679,25	2649,10
5550,00	2279,41	2414,58	2376,25	6075,00	2560,28	2687,03	2657,12
5565,00	2287,43	2422,37	2384,27	6090,00	2568,31	2694,82	2665,15
5580,00	2295,46	2430,15	2392,30	6105,00	2576,33	2702,60	2673,17
5595,00	2303,48	2437,94	2400,32	6120,00	2584,36	2710,39	2681,20
5610,00	2311,51	2445,72	2408,35	6135,00	2592,38	2718,17	2689,22
5625,00	2319,53	2453,51	2416,37	6150,00	2600,41	2725,95	2697,25
5640,00	2327,56	2461,29	2424,40	6165,00	2608,43	2733,74	2705,27
5655,00	2335,58	2469,07	2432,42	6180,00	2616,46	2741,52	2713,30
5670,00	2343,61	2476,86	2440,45	6195,00	2624,48	2749,31	2721,32
5685,00	2351,63	2484,64	2448,47	6210,00	2632,51	2757,09	2729,35
5700,00	2359,66	2492,43	2456,50	6225,00	2640,53	2764,88	2737,37
5715,00	2367,68	2500,21	2464,52	6240,00	2648,56	2772,66	2745,40
5730,00	2375,71	2508,00	2472,55	6255,00	2656,58	2780,44	2753,42
5745,00	2383,73	2515,78	2480,57	6270,00	2664,61	2788,23	2761,45
5760,00	2391,76	2523,56	2488,60	6285,00	2672,63	2796,01	2769,47
5775,00	2399,78	2531,35	2496,62	6300,00	2680,66	2803,80	2777,50

(1)	(2)	(3)	(4)	(1)	(2)	(3)	(4)
6315,00	2688,68	2811,58	2785,52	6840,00	2969,56	3084,03	3066,40
6330,00	2696,71	2819,37	2793,55	6855,00	2977,58	3091,81	3074,42
6345,00	2704,73	2827,15	2801,57	6870,00	2985,61	3099,60	3082,45
6360,00	2712,76	2834,93	2809,60	6885,00	2993,63	3107,38	3090,47
6375,00	2720,78	2842,72	2817,62	6900,00	3001,66	3115,17	3098,50
6390,00	2728,81	2850,50	2825,65	6915,00	3009,68	3122,95	3106,52
6405,00	2736,83	2858,29	2833,67	6930,00	3017,71	3130,74	3114,55
6420,00	2744,86	2866,07	2841,70	6945,00	3025,73	3138,52	3122,57
6435,00	2752,88	2873,86	2849,72	6960,00	3033,76	3146,30	3130,60
6450,00	2760,91	2881,64	2857,75	6975,00	3041,78	3154,09	3138,62
6465,00	2768,93	2889,42	2865,77	6990,00	3049,81	3161,87	3146,65
6480,00	2776,96	2897,21	2873,80	7005,00	3057,83	3169,66	3154,67
6495,00	2784,98	2904,99	2881,82	7020,00	3065,86	3177,44	3162,70
6510,00	2793,01	2912,78	2889,85	7035,00	3073,88	3185,23	3170,72
6525,00	2801,03	2920,56	2897,87	7050,00	3081,91	3193,01	3178,75
6540,00	2809,06	2928,35	2905,90	7065,00	3089,93	3200,79	3186,77
6555,00	2817,08	2936,13	2913,92	7080,00	3097,96	3208,58	3194,80
6570,00	2825,11	2943,91	2921,95	7095,00	3105,98	3216,36	3202,82
6585,00	2833,13	2951,70	2929,97	7110,00	3114,01	3224,15	3210,85
6600,00	2841,16	2959,48	2938,00	7125,00	3122,03	3231,93	3218,87
6615,00	2849,18	2967,27	2946,02	7140,00	3130,06	3239,72	3226,90
6630,00	2857,21	2975,05	2954,05	7155,00	3138,08	3247,50	3234,92
6645,00	2865,23	2982,83	2962,07	7170,00	3146,11	3255,28	3242,95
6660,00	2873,26	2990,62	2970,10	7185,00	3154,13	3263,07	3250,97
6675,00	2881,28	2998,40	2978,12	7200,00	3162,16	3270,85	3259,00
6690,00	2889,31	3006,19	2986,15	7215,00	3170,18	3278,64	3267,02
6705,00	2897,33	3013,97	2994,17	7230,00	3178,21	3286,42	3275,05
6720,00	2905,36	3021,76	3002,20	7245,00	3186,23	3294,20	3283,07
6735,00	2913,38	3029,54	3010,22	7260,00	3194,26	3301,99	3291,10
6750,00	2921,41	3037,32	3018,25	7275,00	3202,28	3309,77	3299,12
6765,00	2929,43	3045,11	3026,27	7290,00	3210,31	3317,56	3307,15
6780,00	2937,46	3052,89	3034,30	7305,00	3218,33	3325,34	3315,17
6795,00	2945,48	3060,68	3042,32	7320,00	3226,36	3333,13	3323,20
6810,00	2953,51	3068,46	3050,35	7335,00	3234,38	3340,91	3331,22
6825,00	2961,53	3076,25	3058,37	7350,00	3242,41	3348,69	3339,25

(1)	(2)	(3)	(4)	(1)	(2)	(3)	(4)
7365,00	3250,43	3356,54	3347,27				
7380,00	3258,46	3364,57	3355,30				
7395,00	3266,48	3372,59	3363,32				
7410,00	3274,51	3380,62	3371,35				
7425,00	3282,53	3388,64	3379,37				
7440,00	3290,56	3396,67	3387,40				
7455,00	3298,58	3404,69	3395,42				
7470,00	3306,61	3412,72	3403,45				
7485,00	3314,63	3420,74	3411,47				
7500,00	3322,66	3428,77	3419,50				

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 9 december 2021

FILIP

Van Koningswege:

De minister van Financiën

V. VAN PETEGHEM